

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MODALITÉS, FORMES ET SIGNIFICATIONS DE L'ENGAGEMENT
AU SEIN DES COLLECTIFS DU MOUVEMENT DE JUSTICE GLOBALE :
ÉTUDE DE CAS AUPRÈS DE 16 MILITANT-E-S MONTRÉALAIS-ES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES POLITIQUES

PAR
MAGALY PIROTTE

SEPTEMBRE 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*Merci à Jean-Marc Pottie et Francis Dupuis-Déri pour leurs conseils,
à Guillaume Paul Limoges pour la relecture,
à ma famille et au CRaP'N pour leur soutien,
et surtout à ceux et celles qui ont accepté de participer à la recherche.*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	VI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PARCOURS DE L'ENGAGEMENT ET RAPPORT À LA POLITIQUE	
INSTITUTIONNELLE.....	9
1.1. Engagement et appartenance.....	10
1.1.1. Portrait socio-économique.....	10
1.1.2. Origine sociale et milieu familial des répondant-e-s.....	12
1.1.3. La question nationale.....	15
1.1.4. Un engagement non déterminé socialement.....	17
1.2. Parcours et évolution de l'engagement.....	19
1.2.1. Engagement et conviction.....	19
1.2.2. Éléments déclencheurs de l'engagement.....	20
1.2.3. Parcours et multiplicité des engagements.....	22
1.3. Le rapport à la politique institutionnelle.....	25
1.3.1. Crise de confiance.....	26
1.3.2. Des thématiques dépassées.....	28
1.3.3. Organisation verticale et hiérarchie.....	29
1.3.4. Le refus du dogmatisme.....	30

CHAPITRE II

FUTUR, PASSÉ ET RÉVOLUTION : L'ACTION POLITIQUE ICI ET MAINTENANT..33

2.1. Idéologie et utopie: rapport au temps et conception du changement social.....	34
2.1.1. Engagement et idéologie.....	34
2.1.2. Futur et utopie.....	39
2.1.3. En n'attendant (pas) la révolution : conceptions du changement social.....	43
2.2. L'action politique ici et maintenant.....	47
2.2.1. Politique de la rue : manifestation et action directe.....	49
2.2.2. Production-diffusion média et brouillage culturel.....	57
2.2.3. L'action politique individuelle.....	59
2.2.4. L'action politique dans le cadre institutionnel.....	61
2.2.5. Alternatives temporaires et alternatives permanentes.....	64

CHAPITRE III

L'ENGAGEMENT : SE RÉAPPROPRIER LE PRÉSENT.....69

3.1. Dimension personnelle de l'engagement.....	70
3.1.1. Impuissance et désespoir.....	70
3.1.2. Engagement et mode de vie.....	72
3.1.3. Agir à la mesure de ses capacités.....	74
3.1.4. Individu-e ou activiste ?.....	78
3.2. La des/organisation : un moyen éthique de voyager dans le temps.....	85
3.2.1. Principes de des/organisation.....	86
3.2.2. Étude de cas : les modes d'organisation de trois collectifs.....	91
3.2.3. Problèmes et questions soulevés par la des/organisation.....	96

CONCLUSION.....	103
APPENDICE A : QUESTIONS POSÉES LORS DE L'ENTREVUE.....	107
APPENDICE B: EXEMPLES DE BROUILLAGE CULTUREL.....	108
RÉFÉRENCES.....	110

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur les formes et pratiques de l'engagement au sein du mouvement de justice globale. Basée sur une série d'entrevues effectuées auprès de seize personnes engagées dans des collectifs montréalais, elle se donne pour objectif d'interroger directement les militant-e-s afin de comprendre qui s'engage, comment, pourquoi et dans quel but. On a questionné les personnes sur leur milieu d'origine, leur parcours d'engagement, leur conception du changement social, leur rapport aux idéologies et à l'utopie, les actions posées, l'imbrication entre vie privée et vie militante... Ceci afin de tenter de mieux comprendre qui sont ceux et celles qui participent à un mouvement présent sur la scène politique depuis une dizaine d'années et pourtant souvent encore méconnu.

On constate dans un premier temps des différences entre le militantisme «traditionnel», notamment celui au sein des partis politiques et des syndicats, et l'engagement au sein des collectifs du mouvement de justice globale : différences dans la composition sociale du mouvement, mais aussi ses objectifs, ses thématiques, ses analyses de la réalité sociale, ses modes d'organisation, les types d'actions posées... Différences aussi par rapport à la conception de ce qu'est la politique et les champs possibles de la contestation : il y a chez les personnes interrogées un rejet des formes traditionnelles du politique qui ne semble pas tant lié à une apolitisation qu'à un désir de faire une autre politique.

Comment expliquer ces changements ? Par la modification du contexte social, politique et économique certainement, mais aussi par une modification de l'imaginaire politique des militant-e-s que l'on constate au cours de la recherche. Tou-te-s conçoivent leur action politique résolument au présent, sans espoir de révolution ou de changement social radical à court-moyen terme. De cette modification de l'imaginaire militant par rapport aux modèles passés, de la perte de l'idéal révolutionnaire découlent de nouvelles façon de s'engager, de s'organiser, de vivre sa politique. L'engagement apparaît comme un moyen de créer dès maintenant un monde différent, de dépasser la tristesse et la colère dans l'action collective, de se réapproprier le présent, et ce faisant d'inventer d'autres futurs possibles.

Mots clés: action collective, activisme, engagement, militantisme, mouvement altermondialiste, mouvement de justice globale, révolution, utopie.

INTRODUCTION

Une fois le mur de Berlin écroulé, il semblait que tout avait été dit, que la dernière voix dissonante s'était éteinte, que le dernier obstacle à la réalisation du rêve néo-libéral était tombé. Le monde allait pouvoir connaître comme jamais la paix et la prospérité sous l'égide de la démocratie, de la liberté et du marché. Il n'en fut rien cependant, et tandis que le dogme du consensus de Washington se répandait sur tous les continents, ici et là un cri s'élevait, des personnes se regroupaient: à Rio pour le Sommet de la Terre en 1992, au Chiapas avec les Zapatistes en 1994, en France lors des grandes grèves de 1995, en 1998 un peu partout contre l'Accord Multilatéral sur l'investissement. Mais il faudra attendre les événements de Seattle en novembre 1999, lors des manifestations contre l'OMC, pour que toutes ces voix ne forment plus qu'un seul cri, un impératif: «Ya Basta!». Ça suffit comme ça, un autre monde est nécessaire. Seattle marqua un point de départ, non pas en tant que lieu d'émergence mais plutôt de convergence, fortement relayé dans les médias, des différentes luttes menées depuis des années partout sur la planète contre la pauvreté, les inégalités, les injustices, les dommages environnementaux. À partir de ce moment là, il fut impossible de ne pas remarquer que le consensus était rompu, et que la contestation était partout, multiple, diversifiée, colorée, incarnée par des chômeurs/euses, des immigrant-e-s, des pacifistes, des universitaires, des travailleurs/euses du sexe... Un mouvement venait de prendre forme, même si son nom restait encore incertain: anti-globalisation, anti-mondialisation, alter-mondialisation, «mouvement des mouvements» ou mouvement de justice globale. Après Seattle s'enchaînèrent les rencontres, les contre sommets, les manifestations : Québec 2001, Gênes 2001, Evian 2003, Cancun 2003, Gleneagles 2005, Porto Alegre, Mumbai, Londres, Caracas...

Partout en Occident, on constate une baisse de la participation politique, caractérisée par les chiffres sans cesse décroissants de la participation électorale et de l'adhésion syndicale et politique (Ion, J. 1997; Quéniart, A. et J. Jacques, 2003). Crise de la démocratie, apolitisme, apathie? C'est ce que suggèrent les rapports gouvernementaux et les éditoriaux des quotidiens et magazines à l'approche de chaque nouvelle élection, relayés par des campagnes publicitaires visant à susciter le vote des jeunes. Pourtant, chacune des grandes manifestations «altermondialistes» a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, majoritairement des jeunes d'ailleurs. Certains refusent d'y voir une manifestation politique, voyant dans ces événements une protestation planétaire fragmentée et incohérente car sans organisation centrale, sans idéologie et sans porte parole officiel (Barlow, M. et Clarke, T. 2002, p. 229). Des rassemblements dénués de sens, ponctuels, manifestation d'une jeunesse en quête de sensations fortes, des «cirques itinérants d'anarchistes¹». Pourtant, l'observation et l'étude des contestataires de la mondialisation néo-libérale et de leurs pratiques militantes (Tennebaum, N. 2003; Gobille, B. 2005) permet de constater que loin d'être le fait de jeunes inorganisé-e-s, peu politisé-e-s et potentiellement violent-e-s (extrait d'un rapport de police cité in Filleule, O. *et al.* 2004, p. 20), ces mobilisations regroupent en fait des personnes très intégrées socialement, politisées et engagées dans des réseaux militants locaux (Filleule, O. *et al.* 2004; Gobille, B. 2005). Nous proposons d'aller rencontrer certaines de ces personnes afin de voir ce qu'il en est.

Pourquoi avoir choisi d'utiliser l'expression «mouvement de justice globale», adaptée de l'anglais *global justice movement*? Car certain-e-s dans le mouvement ainsi qu'au sein de l'échantillon de personnes rencontrées refusent l'association au terme «altermondialiste» (Sommier, I. 2003, p. 31), afin de se dissocier de la branche plus réformiste du mouvement, représentée entre autre par ATTAC et les ONG, celle qui côtoie les sommets internationaux et les parlementaires, celle qui est sous le feu des projecteurs. Pour eux et elles, la lutte pour plus de justice, plus de respect, plus d'égalité se mène chaque jour, localement, au sein d'une

¹ Expression utilisée par Tony Blair lors des manifestations de Gênes (cité in Losson, C. et P. Quinio, 2002, p. 14)

multitude de collectifs, associations, coalitions, convergences. C'est pourquoi nous préférons utiliser l'expression. mouvement de justice globale, qui en dépit d'une certaine lourdeur a le mérite de ne pas être connotée et de rejoindre ainsi toutes les personnes que nous avons rencontrées qui réclament que des valeurs telles que la démocratie, la justice économique, la protection de l'environnement et les droits humains soient prépondérantes sur la logique économique.

Pourquoi s'intéresser à ce mouvement ? Parce qu'il vient contester un ordre établi, parce qu'il revendique d'autres possibles, parce que les valeurs qui l'animent sont profondément humanistes et qu'il pose des questions fondamentales sur notre monde et son fonctionnement. Étudier la contestation permet à la fois de comprendre les dynamiques du monde dans lequel on vit, mais aussi d'imaginer ce à quoi il pourrait ressembler demain. Car c'est au sein des collectifs militants que s'ébauchent les futures définitions de ce que sera vivre bien, de ce que sera la société de demain. « Les mouvements sociaux, les groupes de protestation et les réseaux de militants génèrent de nouvelles éthiques, de nouvelles morales, qui se glissent dans les fissures de la société et finissent par former nos convictions de ce qu'est vivre bien » (Jordan, T. 2003, p. 19). Les dernières années ont vu une recrudescence d'études portant sur l'engagement, le mouvement de justice globale, les formes de la protestation: l'ampleur et la diversité des manifestations offrent un vaste et stimulant terrain à la recherche après une décennie 1980 assez monotone. On peut mentionner les recherches menées par le GERMM² en France -qui a organisé en décembre 2003 un colloque sur les mobilisations altermondialistes- par Geoffrey Pleyers en Belgique, Tim Jordan en Angleterre, Davis Graeber aux États Unis et Francis Dupuis-Déri au Québec. L'université de Montréal a accueilli en mai 2004 le colloque « Engagement et désengagement politique », organisé par la Société Québécoise des Sciences Politique. Bref la littérature et la recherche sont foisonnantes sur le sujet et nous avons rencontrés plusieurs étudiant-e-s et chercheurs/euses qui travaillent ou envisagent de travailler sur un aspect ou l'autre du sujet, que ce soit le mouvement en général, ses manifestations, ses impacts, ou des études portant sur un collectif particulier (Nathalie Tennenbaum et le collectif Vamos !) ou sur les modes de protestation qui sont

utilisés au sein du mouvement (Francis Dupuis-Déri et les «*Black Blocs*»). Nous avons pour notre part décidé de nous intéresser à l'engagement dans une perspective plus personnelle. Car si un mouvement est le produit d'un contexte social et politique, il est aussi le produit des individu-e-s qui le composent, de leur rage, de leurs rêves, de leurs imaginaires. Qui sont les contestataires? Quelles sont leurs raisons pour s'engager? À quoi devrait ressembler le monde selon eux/elles? Et comment y parvenir?

Au départ de la recherche, nous avons sélectionné huit collectifs montréalais que nous associons au mouvement de justice globale. Sur quels critères se base cette sélection? Leur remise en cause du bien-fondé du système social et économique mondial, leur dénonciation de ce système, leur capacité à résister et à contester tout en proposant, même symboliquement, d'autres façons de faire, et leur analyse des problématiques locales dans une perspective internationale. Les groupes que nous avons retenus sont:

Le **CMAQ**, ou Centre des Média Alternatifs du Québec. Organe québécois d'Indymédia³, il se veut une plate forme d'information indépendante et alternative pour les militant-e-s et les citoyen-ne-s. Ce site Internet permet à qui le désire de publier des articles ou de mettre en ligne des reportages, des photos, des commentaires. Le CMAQ fut particulièrement actif lors des événements de Québec 2001. En quelques jours, plusieurs centaines de reportages, articles et photographies de journalistes, citoyen-ne-s et participant-e-s aux événements furent envoyés à travers le CMAQ, ce qui en fit l'unique agence de presse à couvrir l'ensemble des manifestations. Aujourd'hui, le collectif du CMAQ se concentre à Montréal et assure le maintien du site qui sert de plate-forme d'information et de réflexion pour les militant-e-s et les citoyen-ne-s du Québec. Il organise aussi des projections de documentaires provenant des autres collectifs de média indépendants.

² Groupe d'Étude et de Recherche sur les Mutations du Militantisme.

³ Indymedia est un réseau de média électronique indépendant qui a émergé à Seattle en 1999 et est maintenant actif dans une multitude de villes et de pays. Pour plus d'informations consulter www.indymedia.org.

Les **Blood Sisters** sont un collectif féminin non-mixte apparu dans les années 1990 qui promeut la réappropriation par les femmes de leurs corps dans une perspective féministe, anti-capitaliste et écologique. Leurs activités s'orientent autour de l'éducation populaire et de la recherche en médecine et gynécologie naturelle, en alternatives menstruelle, etc. Elles organisent aussi des ateliers de fabrication de produits (serviettes menstruelles en tissu). Elle sont hébergées par le local Elle Corazon, espace géré de façon communautaire par ses participantes qui exposent et vendent des produits d'artistes, stylistes et artisanes locales, ainsi que les produits liés aux alternatives menstruelles et le journal des Blood Sisters.

Écosociété est une maison d'édition qui existe depuis 1992. Elle est une des activités de l'Institut pour une Écosociété dont la mission est de favoriser le débat public autour des grands problèmes écologiques, économiques et politiques qui affectent notre société. La maison d'édition a publié plus de 75 ouvrages à ce jour, portant par exemple sur la globalisation de l'économie et les luttes anti-globalisation, l'écologie et le renouvellement de la pensée politique, sociale et économique, la pensée féministe et le rôle des femmes dans la société, les questions autochtones... La structure d'Écosociété est originale par son absence de hiérarchie et le fonctionnement en cogestion.

Les **Panthères Roses** est un mouvement *queer*⁴ international qui a des ramifications à Paris, San Francisco, Barcelone, Montréal... Les Panthères Roses s'insurgent contre le capitalisme rose et les lois ennemies de la liberté et de l'égalité. Elles militent pour une Terre verte, sans frontières étatiques et sans frontières sexuelles. Leurs actions privilégient la transgression, l'action directe, le loufoque, le festif. Elles s'adressent à la fois au Pouvoir, à la communauté GLBT (Gay-Lesbienne-Bisexuelle-Transsexuelle/genre) afin de la radicaliser et au milieu militant afin de le pousser à se questionner sur son ouverture aux problématiques du genre et de l'orientation sexuelle. Le groupe est constitué d'hommes et de femmes de différentes orientations sexuelles.

La **CLAC**, ou Convergence des Luites Anti-Capitalistes, a été créée à l'occasion du Sommet des Amériques afin de coordonner les actions des collectifs anti-capitalistes. Elle a

au cours des années connu une modification de sa structure et regroupe maintenant une dizaine de groupes autonomes tels que Pain, Panais et Liberté, la bibliothèque anarchiste DIRA, le comité CLAC logement... Elle s'oppose à l'impérialisme, au colonialisme, au racisme, au patriarcat et à l'hétérosexisme⁵ et elle condamne toute forme d'exploitation, de discrimination, d'oppression et de domination. La CLAC adopte une attitude de confrontation et lutte pour un changement radical et en profondeur de la société.

Equiterre est un organisme qui existe depuis 1993. Il s'est donné pour mission de contribuer à bâtir un mouvement citoyen en prônant des choix individuels et collectifs à la fois écologiques et socialement équitables. À travers ses quatre programmes — agriculture écologique, commerce équitable, transport écologique et efficacité énergétique — Equiterre développe des expertises et des projets concrets afin d'améliorer l'impact écologique et social de la consommation. L'organisme compte quelques dizaines d'employé-e-s, 300 bénévoles et des milliers de membres qui contribuent financièrement au projet.

Dia est un collectif d'artistes qui agit dans la sphère culturelle et artistique, en initiant des réflexions, des projets et des actions destinés à animer l'espace politique et communautaire. Une trentaine de membres et de multiples collaborateurs et collaboratrices s'organisent pour stimuler la collaboration et l'action collective. Les projets et réalisations de Dia sont entre autres l'organisation de l'Agora Festif, qui est un espace public d'expressions artistiques et de réflexions sociales, la mise en place d'une banque alimentaire destinée aux artistes dans le besoin, qui vise à élargir sa distribution, et la création d'une coopérative d'habitation « verte » qui serait aussi un espace de création.

Brasse la Cage est un collectif de vidéastes engagé-e-s qui s'est donné pour mission de créer un portail du cinéma engagé au Québec et qui organise des rencontres thématiques (sur l'immigration, la forêt, l'art) au cours desquelles des documentaires sont projetés et des

⁴ Queer est, à la base, un mot anglais signifiant tordu, bizarre. Il est utilisé pour désigner les gens qui remettent en cause la notion d'identité sexuelle et de genre figée.

⁵ « L'Hétéro-sexisme est la croyance en la hiérarchie des sexualités, plaçant l'hétérosexualité au rang supérieur ». BORILLO D. 2002. L'Homophobie, p.22. Cité dans Chamberland, L. et J. Paquin, 2005, p.121.

groupes communautaires et militants, ainsi que des citoyen-ne-s sont invités à venir se rencontrer et débattre. Il compte une dizaine de participant-e-s.

Il y a de grandes différences entre ces groupes: différence quant à la taille, à l'autonomie (les Panthères Roses n'ont aucun financement tandis que Ecosociété est subventionné par l'État), à la reconnaissance légale (le CMAQ est une OSBL, mais la CLAC non) au type d'action et à la mission...Ils ont cependant en commun de lutter pour la justice sociale et le respect des droits humains et environnementaux, et contre l'injustice et les oppressions. Leurs objectifs sont à la fois ancrés dans un contexte local et intégrés à une perspective globale sur le monde et son fonctionnement. Ils ne dépendent ni d'un parti politique, ni d'un syndicat, ni d'une congrégation religieuse et ne sont lié à aucune compagnie. Ils ne nécessitent pas d'adhésion formelle de leurs membres à une plate forme politique, comme par exemple la NEFAC⁶, mais réunissent des individu-e-s sur la base d'un objectif commun. Et enfin ils n'ont pas pour mission la défense d'une catégorie spécifique de personnes comme les associations étudiantes ou les syndicats (si Blood Sisters est un collectif composé uniquement de femmes, ses objectifs ne se limitent pas à la défense des droits des femmes mais intègrent une composante anti-capitaliste et écologique dans une perspective féministe).

Identifier les collectifs était une étape importante de la recherche afin de cibler différents bassins militants: écologistes, anticapitalistes, artistiques etc. Ils ne sont cependant qu'un prétexte puisque ce sont aux personnes plus qu'à leur collectif que nous nous sommes intéressés, afin d'étudier leur engagement, ses formes, le sens qu'elles lui donnent. Même si quelques personnes au moment de l'entrevue n'étaient plus ou presque plus actives au sein de leur groupe, il nous a semblé pertinent de les interroger tout de même.

Nous avons choisi d'utiliser la méthode de l'entretien semi-directif (Michelat, G. 1975) pour notre recherche, les personnes concernées étant le mieux à même de nous expliquer leur parcours, leurs motivations personnelles, leurs réflexions quant aux possibilités de changement social. Les lectures préalables d'ouvrages consacrés à l'engagement et ses

formes (Ion, J. 1997; Barthelemy, M. 2000; Sommier, I. 2001) nous ont permis d'élaborer une série de thèmes qui devaient être abordés lors de l'entrevue⁷. Les personnes interrogées étaient donc invitées à parler librement, l'auteure se contentant de faciliter la discussion, de demander des précisions et parfois de recentrer la discussion sur un point qui n'avait pas été spontanément abordé.

Les entrevues ont été réalisées de septembre 2004 à février 2005. Elles étaient enregistrées sur micro-cassette et pouvaient durer d'une heure à deux heures trente. Elles étaient ensuite retranscrites et envoyées à ceux et celles qui le désiraient. Seules deux personnes étaient connues de l'auteure, ce qui assurait une relation neutre lors de l'entretien. Les sujets ont été contactés de diverses façons: en étant référés par d'autres, par courrier électronique, par rencontre directe lors d'événements. Leur anonymat était garanti et ils sont identifiés dans le travail par des lettres (F ou H) et des numéros, suivant la chronologie des rencontres. Nous avons fait le choix d'interroger un homme et un femme au sein de chaque collectif (ce qui a été impossible pour les Blood Sisters qui sont un collectif non mixte) afin d'examiner s'il y avait des différences de perception de l'engagement suivant les sexes. La compilation des données recueillies lors des entretiens nous a permis d'établir trois grands axes de recherche dans notre travail, soit: les causes, le parcours de l'engagement et le rapport à la politique institutionnelle; l'action politique, ses perspectives, les utopies et le changement social; les dynamiques collectives et personnelles du militantisme.

Ces trois axes nous permettent d'aborder les questions du rapport des engagé-e-s aux formes historiques de l'engagement politique, leurs perspectives quant aux possibilités de changement social et, finalement, leur façon de concevoir l'action politique ici et maintenant. À travers eux, nous essaierons de comprendre dans quelle mesure le rapport au temps de l'individu-e influence ses modes d'engagement.

⁶ Fédération des Anarchistes Communistes du Nord Est.

⁷ Voir appendice A.

CHAPITRE I

PARCOURS DE L'ENGAGEMENT ET RAPPORT À LA POLITIQUE INSTITUTIONNELLE

Un discours omniprésent dans les sphères du pouvoir et les média est celui de la dépolitisation et du désengagement de la population; à l'appui les chiffres sans cesse décroissants de la participation électorale⁸ et de la syndicalisation. Plusieurs thèses sont avancées: on parle de «repli sur le privé», de «désintérêt de la chose publique», de «crépuscule du militantisme» (Tozzi, M. 1985; Ion, J. 1997). Cette interprétation pourtant semble erronée si l'on se souvient des 60 000 personnes à la marche du Sommet des Peuples en avril 2001, des grandes mobilisations contre la guerre en Irak ou de la forte participation à la grève étudiante de l'hiver 2005. Et quiconque reçoit l'agenda militant montréalais peut prendre conscience du grand dynamisme des groupes militants et communautaires de la métropole. Pas une semaine ne se passe sans la tenue d'une manifestation, d'une réunion, d'une projection de documentaires engagés ou d'un concert de soutien. Pourquoi la théorie du désengagement est-elle alors si largement répandue? Dans son ouvrage *La Fin des Militants*, Jacques Ion (1997, p. 12) affirme que c'est parce que l'engagement et la participation politique sont examinés à partir d'une conception affirmée pendant les années de croissance - du temps où le conflit social s'organisait autour de la sphère du travail et que les syndicats et les partis politiques étaient les organes principaux de la contestation sociale- que cette thèse du désengagement est avancée. «Autrement dit, plutôt qu'à une crise de la participation politique, on assisterait aujourd'hui à des changements dans les modes et les formes de l'engagement, parallèles aux transformations même du politique.» (Quénart, A et J. Jacques, 2004. p. 13).

⁸ Consulter à ce sujet le site Internet de Statistique Canada: http://www.statcan.ca/start_f.html.

l'engagement, parallèles aux transformations même du politique.» (Quénart, A et J. Jacques, 2004. p. 13).

Nous avons décidé de nous intéresser à cet engagement qui s'accomplit en dehors de la sphère politique classique. À travers les entretiens réalisés avec les seize personnes de notre échantillon, nous avons essayé de dresser un portrait des motivations de leur engagement, de leur parcours, du rapport qu'ils/elles entretiennent avec la politique institutionnelle. La recherche s'appuie principalement sur le matériel qui a été recueilli lors de entretiens. Il s'agit donc d'une vision subjective des engagé-e-s par eux/elles même, sans que cette vision soit remise en cause ou questionnée par l'auteure. Nous nous basons sur ce que les individu-e-s ont accepté de livrer d'eux/elles même tout en étant consciente qu'il serait possible de remettre leur discours en perspective, par exemple en interrogeant leurs proches ou en réalisant plusieurs entrevues.

Notre point de départ a été de dresser un portrait des personnes interrogées afin de déterminer si un lien pouvait être établi entre leurs appartenances primaires (Ion, J. 1997. p. 60) et leur engagement. Nous entendons par appartenance primaire la langue, le sexe, le milieu social d'origine, la famille, la situation socio-économique, la nationalité.

1.1. Engagement et appartenance

1.1.1. Portrait socio-économique

Toutes les personnes interrogées sont blanches et de citoyenneté canadienne. La langue maternelle de quatre d'entre elles est l'anglais, mais seulement une n'est pas bilingue. La moyenne d'âge de l'échantillon est de 29 ans, la personne la plus jeune ayant à l'époque de l'entretien 22 ans et la plus âgée 57. Huit sont en couple, dont quatre avec une personne du même sexe et deux ont des enfants à charge. Les revenus moyens -en incluant les prêts et bourses- se situent autour de 15,000\$ par an, les plus bas étant estimés à 8,000\$ et les plus élevés à 39,000 \$. Neuf vivent en colocation, un vit seul et est propriétaire de son logement et les autres vivent avec leur conjoint-e. Tou-te-s sauf un sont donc en deçà du revenu moyen

par habitant à Montréal -fixé à 30,014\$ par an pour l'année 2004⁹- certain-e-s étant même sérieusement en dessous du seuil de pauvreté (10,800\$ par an pour une personne seule au Québec en 2004). Il n'y a donc pas d'homogénéité quant à leurs revenus et leur situation sociale.

Une caractéristique commune à tou-te-s cependant est leur forte scolarisation. Si l'on excepte une personne qui a complété deux DEC, tou-te-s ont fait ou suivent présentement des études à l'université. Six ont complété un Bac, deux, une Maîtrise et une, un Doctorat. Les concentrations sont principalement dans le domaine des sciences sociales et des arts; journalisme, travail social, anthropologie, écologie, politique, études féministes, linguistique, animation, cinéma, théâtre...

Tou-te-s travaillent à temps plein ou partiel, souvent en parallèle de leur scolarité excepté F3 qui a abandonné un emploi très rémunérateur pour suivre un cours en environnement et est maintenant bénévole au sein d'une association. Ils/elles travaillent dans le milieu communautaire, l'édition, la création ou des emplois non qualifiés tels que la construction ou la restauration. Une personne vient de créer une entreprise à vocation communautaire. Sauf une minorité d'entre eux/elles, ils/elles connaissent la précarité, les emplois à contrat et les «jobines».

Ces quelques éléments nous permettent de dégager un portrait global des personnes qui ont participé à la recherche; jeunes adultes en majorité, ils/elles sont peu stabilisé-e-s professionnellement et socialement mais ils/elles ont en commun un fort capital culturel et une très grande intégration sociale. Ce sont des personnes qui mènent de front vie personnelle, scolaire, salariée et militante. Aucune des personnes rencontrées ne présente de caractéristiques d'isolation sociale ou d'inadaptation. Ce sont aussi des «citoyen-ne-s du monde», la grande majorité d'entre eux/elles ayant déjà vécu à l'étranger, fait des stages en coopération internationale ou voyagé pour le loisir¹⁰. Les caractéristiques observées à

⁹ Données de l'Institut de Statistiques du Québec sur Internet: <http://www.stat.gouv.qc.ca/default.htm>.

¹⁰ Sidney Tarrow (2005, p. 10) emploie le terme de *transnational activists* pour désigner ces militant-e-s qui mobilisent des ressources et des réseaux locaux en solidarité avec des acteurs extérieurs ou contre des opposants extérieurs ou en alliance avec des alliés transnationaux qui poursuivent les mêmes buts.

l'échelle de notre échantillon correspondent à ce qui a été constaté lors d'une enquête plus exhaustive menée auprès de plus de 2000 personnes par le CRAPUL et le CRPS¹¹ lors des manifestations du contre-sommet d'Evian en juin 2003. (Fillieule, O. *et al.* 2004). Cette enquête s'était fixé pour but de questionner l'identité sociale et politique des personnes engagées dans le mouvement de justice globale afin de contrer les clichés souvent associés aux militant-e-s de cette mouvance (« perdants de la mondialisation¹² »). Une première remarque peut être faite quand à la composition sociale du mouvement: si dans notre échantillon la représentativité hommes/femmes est la conséquence d'un choix arbitraire, des enquêtes plus larges, telle que celle mentionnée précédemment font état d'une grande participation des femmes (40.5%) et des jeunes au sein du mouvement, ce qui établit une différence d'avec l'engagement classique, traditionnellement masculin et apanage de la génération des *baby-boomers*.

1.1.2. Origine sociale et milieu familial des répondant-e-s

On a interrogé les répondant-e-s sur la situation professionnelle de leurs parents et leur milieu social d'origine. Les situations familiales sont très différentes, allant de la classe supérieure (cadres, profession libérale) à la classe ouvrière ou la précarité (BS ou chômage). La catégorie sociale la plus représentée est cependant la classe moyenne puisque neuf parents y sont associés par leurs enfants (professeurs, infirmière, bibliothécaire...), ce qui est représentatif de la répartition sociale du travail dans les sociétés occidentales.

S'ils/elles n'établissent pas de lien direct entre leur engagement et leur milieu d'origine, certain-e-s mentionnent en revanche que la situation économique de leur famille a contribué à leur éveil social :

¹¹ Respectivement: Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL) et Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS).

¹² Extrait d'un rapport de l'Office Fédéral de la Police, Département Fédéral de Justice et Police, Service d'analyse et de prévention, « le Potentiel de Violence résidant dans le Mouvement Antimondialisation », Berne, juillet 2001. Cité dans Fillieule, O. *et al.* 2004, p. 20.

J'habitais juste avec mon père [...] On était sous l'aide sociale, avec tous les impacts que ça a sur les vêtements, les jeux que t'as pas, les vacances que t'as pas [...] [Ça] m'a sensibilisée aux injustices parce que moi j'en vivais en masse [...] On était une poche pauvre dans un quartier riche donc ça te fait assez rapidement prendre conscience que ça va pas. F6

Avoir été confronté aux inégalités ne semble pourtant pas être un facteur déterminant de l'engagement puisque, comme le mentionne H5, alors que tous les enfants de sa famille ont été élevés dans les mêmes conditions difficiles, il est le seul à avoir une implication sociale et politique. Le milieu d'origine, même s'il peut avoir une influence sur la perception des inégalités sociales, ne semble donc pas être un facteur direct de l'engagement.

Peut-être la volonté de s'impliquer est-elle une valeur transmise au sein de la famille? Si quelques parents se sont engagés à un certain moment (pour l'indépendance, dans la contre-culture ou le mouvement anti-guerre, les communes) peu nombreux sont ceux encore politiquement actifs. Deux couples militent encore au sein des mouvements sociaux, un dans un syndicat et un autre s'implique dans l'aide humanitaire. Quant aux autres, leurs enfants les catégorisent comme: «sensibles à la cause, à ce qui se passe dans l'actualité, touchés par des événements, conscients du contexte général»H6; «des personnes progressistes, très informées de l'actualité internationale»F8; «mon père est un lecteur régulier du *Monde Diplomatique*»H3. Certains en revanche n'ont aucun intérêt pour la politique (H4) tandis que d'autres ont une conscience diffuse des injustices et des inégalités sans pour autant les formuler de façon politique (H2, F6). Plus que par une valorisation ou une transmission de l'engagement, les enfants reconnaissent avoir été influencés par des encouragements de leurs parents à «être curieux, à étudier» H3, «à faire des choix libres» F9, «à s'impliquer, à être actif» H7.

H7 et F3 ont été un temps influencés par les opinions politiques de leurs parents, soit le souverainisme pour le premier et le fédéralisme pour la seconde, mais il/elle se sont détachés de cela par la suite :

Jusqu'au début de la vingtaine je partageais beaucoup leur point de vue, j'ai toujours voté, j'ai suivi les référendums, mes parents étaient fédéralistes donc je l'étais aussi à

l'époque. À partir du moment où je suis partie de la maison, j'ai été tranquillement amenée à modifier ma perception des choses.F3

Il a fallu du temps à F1 pour comprendre et accepter le choix de vie de ses parents, qui l'ont élevée dans une communauté :

[Vivre selon mes valeurs] je pense que c'est ça qu'ils m'ont appris même si je l'ai rejeté à un moment donné à l'adolescence parce que j'avais du mal à comprendre leurs choix, parce qu'on a grandi assez pauvres, avec mes trois frères on a eu des phases –mais pourquoi ils nous ont imposé des choix pareils?!-pourquoi est-ce qu'on a pas de télé, qu'on est différents, qu'on vit dans une communauté? [...] Maintenant je comprends leur choix et je les admire d'avoir réussi à rester conséquents.F1

Les enfants ne semblent pas avoir été influencés directement par les convictions de leurs parents; c'est à l'âge adulte que leurs choix et leurs positions se sont affirmés, indépendamment des positions et des modes d'engagement familiaux. Lorsqu'il y a des différences d'opinion politique entre les parents et les enfants, on remarque chez ces derniers un désir de distanciation entre leurs convictions politiques et leur personne. Ainsi F2 à propos de sa mère qui travaille pour l'OMC :

J'essaye de pas trop discuter de ça avec ma mère parce que je ne veux pas que la politique devienne un sujet de conflit entre nous deux, j'en ai rien à foutre à la limite! C'est ma mère, je l'aime, on peut partager plein de choses et je trouve ça dommage de créer un conflit par idéologie ou dogmatisme. On n'est pas obligées d'être d'accord mais on n'est pas obligées de se convaincre non plus. Pour moi c'est important ce à quoi je crois dans la vie et j'essaye d'agir en cohérence avec ça et ma mère peut croire à d'autres choses et essayer d'agir en cohérence avec ça tant qu'elle est intègre avec elle-même. F2

«Comme personne je ne veux pas être associé à mon militantisme, ça m'énervé d'entendre tout le temps mes parents me poser des questions là-dessus.»H3. Ils/elles refusent que leur personne s'efface derrière le/la militant-e. Il y a un désir de distanciation entre l'individu-e et ses convictions. «Je fais pas de prosélytisme, je veux pas que quand on me voit on dise –oh non! voilà la «grano»!- j'ai une approche douce, mon conjoint n'est pas militant, ses façons de faire sont pas toujours bonnes, mais je peux pas lui imposer»F3.

Cette brève étude des convictions et des modes de participation politiques des parents et ceux de leurs enfants nous permet de constater trois points:

- L'absence de transmission directe de la conviction et des opinions politiques entre les deux générations.
- - Une rupture entre les modes de participation politique des parents et ceux de leurs enfants: si peu de parents sont encore politiquement impliqués, la très grande majorité d'entre eux votent systématiquement, et accordent beaucoup d'importance à cet acte de citoyenneté. Un couple a même été jusqu'à inscrire leur fils sur les listes électorales avant l'âge légal. Les personnes que nous avons interrogées en revanche n'accordent pas la même importance au droit de vote, comme nous aurons l'occasion de l'examiner plus tard. «Mes parents vont voter à chaque élection, ce sont de *vrais* citoyens.» H3. Leurs enfants sont-ils de moins bons citoyens, ou proposent-ils une autre définition de la citoyenneté?
- Un troisième point est le désir de distanciation entre la conviction politique et la personne qui est soulevé par les répondant-e-s. L'individu-e ne se réduit pas au/à la militant-e et la conviction ne se met pas en travers des relations familiales. Ceci marque une rupture d'avec un certain militantisme québécois des années 70 décrit dans les ouvrages consacrés à l'engagement de l'époque (Piotte, J-M. 1987). A cette époque en effet, il semble que le militantisme ait été vécu par beaucoup comme en engagement total de l'individu, pouvant briser des familles sur des questions de conviction.

1.1.3. La question nationale

Le contexte québécois oblige à prendre en compte la problématique de l'indépendance lorsque l'on s'interroge sur les facteurs de l'engagement. La plupart des répondant-e-s francophones né-e-s au Québec ont spontanément abordé le sujet et se déclarent plutôt favorables à l'indépendance de la province. Pour plusieurs, la question nationale a même été le premier facteur de sensibilisation à la politique: «J'étais plutôt nationaliste au début, [...] avec le temps ça a moins d'importance»H2. Mais ce positionnement ne se fait pas au nom d'un sentiment d'appartenance à une nation, à une culture, à une identité spécifique, basée sur une opposition à l'autre:

C'est plus les francophones contre les anglophones, je me sens plus proche culturellement d'un Américain ou d'un Canadien anglais qui milite pour la consommation responsable, ou contre les OGM, que d'un Québécois francophone qui vit près de chez nous, mais dont le but est de faire partie de Québecor International. H1

L'indépendance n'est pas recherchée comme une fin en soi mais plutôt comme une étape de transition vers des projets plus larges; ils/ elles refusent l'indépendance pour l'indépendance, à n'importe quel prix, telle que proposée par le PQ:

S'il y avait un référendum par le PQ, jamais je voterai «oui», et pourtant je suis souverainiste. J'aimerais pas voir le Québec se bâtir avec le PQ. J'aurai voté «oui» dans les années 1970, mais pas là, avec Landry qui va à Davos, qui veut la ZLEA...jamais! H6

Ce que nous propose le PQ en ce moment, c'est une souveraineté étatique qui ne donnerait pas grand chose à la population. Ce qu'on nous propose, c'est de faire un autre cadre, tout aussi hiérarchique, aussi exclusif et aussi soumis aux dictats économiques, sauf qu'on l'appellerait Québec au lieu de Canada. H1

L'indépendance du Québec n'est pas l'objectif de leur militance. Pourtant, ils/elles sont en général plutôt favorables à l'idée. Parce qu'avoir un gouvernement québécois indépendant permettrait de rapprocher le pouvoir des citoyens, de décentraliser: «J'aurai l'impression d'avoir une plus grande force d'action si mon gouvernement était plus proche de moi.»F9. Plusieurs seraient prêt-e-s à voter pour l'indépendance par curiosité, afin de voir les changements que cela pourrait provoquer (F6 et H7). Mais la cause de l'indépendance n'est pas centrale à leur engagement, car, plus que les frontières ou la langue, c'est la question du projet social qui les préoccupe; la pauvreté, l'environnement, l'immigration, la démocratie... Aussi beaucoup pensent que la question de la souveraineté a été trop abordée:

Le souverainisme, c'est une question qu'on a trop abordée. On est apolitiques à cause de la question nationale. On est fédéralistes ou pas au lieu de se poser la question droite/gauche, ce qui fait que tu peux être fédéraliste et être beaucoup plus «à gauche» qu'un PQ qui peut être raciste, ethnocentriste et rétrograde. H7

1.1.4. Un engagement non déterminé socialement

Les prémices de la recherche nous permettent de dégager quelques affirmations quant aux causes de l'engagement chez les personnes interrogées. Tout d'abord il n'est pas motivé par une situation d'exclusion sociale ou économique, car même si certain-e-s connaissent des difficultés financières, aucun-e ne présente de caractéristique de désaffiliation¹³. Il n'apparaît pas non plus lié à un sentiment d'appartenance à un milieu social ou à une tradition familiale, ni à une activité professionnelle. Il n'est pas non plus lié à un sentiment d'appartenance nationale ou «de classe». On remarque ici une première différence d'avec les mouvements contestataires du vingtième siècle, principalement mobilisés autour de la question ouvrière ou de la question nationale. Les personnes que nous avons rencontrées ne semblent pas entretenir de sentiment d'appartenance collective qui aurait motivé leur engagement. On peut y voir une conséquence de l'éclatement des classes sociales, de l'individualisme contemporain et de l'individualisation des parcours d'insertion. L'individu-e est le produit d'un cheminement spécifique et se reconnaît difficilement dans une appartenance collective (Khalfa, P. 2004, p. 27). Sa volonté personnelle, sons sens de la responsabilité citoyenne sont mis de l'avant plus que ses appartenances à une classe, une profession, un quartier, une tradition familiale... Il y a donc une grande différence avec le mode traditionnel de l'engagement, notamment ouvrier, qui imbriquait fortement le parcours de vie et la militance (Sommier, I. 2001, p. 31-32).

Est-ce que les répondant-e-s font références à des motivations identitaires spécifiques pour expliquer les causes de leur engagement? Certain-e-s ont à un moment milité dans des groupes mono-thématiques liés à l'orientation sexuelle, mais ont abandonné ce type de militance depuis. «J'ai voulu partir un groupe de gays/lesbiennes mais ça a pas marché, j'ai pas eu non plus d'intérêt à poursuivre dans la voie des gays/lesbiennes sur le plan politique.»F6. «J'ai crée le groupe de gays/lesbiennes du CEGEP Maisonneuve puis

¹³ «Le concept de désaffiliation a été forgé par Robert Castels (*Les métamorphoses de la question sociale*, Paris: Fayard, 1995.) en alternative à celui «d'exclusion» auquel il reproche en particulier le caractère statique. La désaffiliation renvoie au contraire à l'idée d'un processus, d'un parcours au terme duquel des populations vulnérables telles que les chômeurs, RMistes, jeunes en quête d'emploi, etc., rompent progressivement avec l'ensemble de leurs relations sociales en raison de la fragilité de leur insertion professionnelle et de leur intégration sociale» (Sommier, I. 2003. p. 82).

tranquillement pas vite mes implications se sont déplacées vers la société en général.»H4. Plusieurs femmes se revendiquent féministes (et plusieurs hommes pro-féministes) mais ne sont pas engagées dans des groupes dont les revendications s'adressent exclusivement aux femmes. F7, qui fait partie des Blood Sisters, se défend ainsi d'appartenir à un «essentialist second wave «women-for-women-sake» kind of group». Si son identité de femme est utilisée dans l'expérience militante, elle n'est pas en revanche la seule cause de son engagement:

«It's an issue because you really have to chose something, you can't have a foot on every doorstep or you loose your mind, so for me it has always been to what I can relate to best in terms of not having to stretch my identity too much. What I'm doing reflects my experience and I think for me that's why that sort of feminist path was most attractive because it's something I know and I have experienced...»F7

On constate au cours des entretiens que si les questions d'appartenance ou d'identité ne sont pas à la base de l'engagement, elles sont en revanche mobilisées au cours de l'expérience militante, comme en témoigne au sein des collectifs les sous divisions en comité femme, ou comité *queer*. Le vécu et les appartenances spécifiques sont mobilisés dans l'engagement mais ne sont pas sa cause.

Le fait que les individu-e-s ne se mobilisent pas autour d'une identité ou d'un vécu partagé soulève des questions quant à la constitution du «nous» collectif au sein des groupes. Alors que le «nous» militant traditionnel s'étayait sur les bases d'une identité partagée et tendait à gommer les spécificités de l'individu-e au profit de l'effet de masse homogène, on voit se construire un sens du collectif qui ne se base pas sur l'appartenance mais au contraire met en valeur les différences et réunit une diversité d'individu-e-s autour d'un même projet. La convergence ne se fait pas dans l'identité commune mais dans le projet partagé, dans l'action. Il n'est pas demandé à la personne de taire son individualité pour se fondre au groupe mais au contraire au groupe de s'organiser afin de permettre le fonctionnement commun d'une masse de «je» différents. En éclatant, le «nous» permet la redéfinition et la réaffirmation du sujet dans une perspective collective.

L'acteur individuel se constitue en sujet de sa propre existence [...] l'individualisme, à la fois comme valeur et comme principe, se voit affirmé dans sa compatibilité avec l'engagement collectif. L'engagement doit donc désormais autoriser le désengagement

[...] il implique non pas l'aliénation de la liberté individuelle au profit d'une organisation, d'une idéologie ou d'un projet, mais la mise en conformité ou en compatibilité des orientations collectives de l'action et de la subjectivité personnelle. (Wieviorka, M. 1998, p. 40)

Une femme Québécoise lesbienne milite ainsi au sein d'un collectif de défense des droits des personnes migrantes sans vivre cette situation. La militance n'est pas forcément en lien avec une situation vécue. Comme le souligne A. Farro (2000), les personnes qui s'engagent au sein des mouvements contestataires ne sont pas forcément les plus défavorisées. Leurs revendications ont une portée universaliste qui n'est pas en lien avec les intérêts d'un groupe social en particulier. «La révolte ne naît pas seulement, et forcément chez l'opprimé, elle peut naître aussi du spectacle de l'oppression dont un autre est victime.» (Camus, A. 1951. p. 29). Le spectacle de l'oppression des autres, l'empathie pour les personnes en situation de souffrance sont aussi un facteur de mobilisation personnelle.

1.2. Parcours et évolution de l'engagement

1.2.1. Engagement et conviction

On pourrait penser que l'engagement est l'étape définitive, le passage à l'acte, la matérialisation d'une conviction élaborée de longue date qui se concrétise par l'intégration à un collectif qui partage les mêmes idéaux. Il semble cependant en être tout autrement: la plupart des répondant-e-s mentionnent en effet qu'ils/elles n'avaient pas d'idéologie définie au moment de leur première implication sociale ou politique:

J'avais pas une idéologie...Je sais pas, il y avait beaucoup de choses qui me dérangeaient, c'est pour ça que j'ai décidé de passer à l'action, pour pas que ça me dérange toute seule dans mon salon... au lieu de juste en parler je vais essayer de faire partie de la solution plutôt que de faire partie du problème. F2

C'est plus une sensibilité générale, sociale, politique ou environnementale qu'une conviction précise qui a mené à l'engagement:

J'étais plutôt nationaliste au début, c'était pas clair pour moi ce que c'était l'anarchie, j'en avais pas une compréhension théorique, académique, c'était plutôt une rébellion intuitive [...] avec le temps ça a moins d'importance [...] Ça a vraiment pris du temps avant que je m'engage... [j'y ai été poussé par] mon analyse du monde en général, ma rébellion, je me suis rendu compte de certaines choses par rapport à la façon dont on écrit l'histoire à notre époque; j'en suis venu à la conclusion bien simple que si moi je fais rien par rapport à l'injustice, ben finalement je prends parti contre l'égalité et contre la justice. H2

L'engagement n'apparaît pas comme la conséquence logique de la conviction mais au contraire comme une étape de sa constitution. Il permet à la pensée de se construire, parallèlement à l'action; «Je suis pas arrivée dans le militantisme par la théorie, c'est pas en lisant, c'est à travers les discussions, les pratiques, les réflexions, tu y vas avec les valeurs que t'as et ce que tu crois qui est juste, ça développe ton analyse. Il y a eu quelques lectures aussi»F6. L'engagement n'apparaît donc pas comme statique, définitif et irrévocable mais au contraire dynamique, évolutif et sujet à transformation. Il est un processus lié aux évolutions de l'individu-e.

1.2.2. Éléments déclencheurs de l'engagement

Il y a deux facettes dans les causes de l'engagement. Tout d'abord la poursuite de valeurs universelles positives: désir de justice, de solidarité, de paix, d'égalité, de respect de l'environnement ... Ainsi la plupart des répondant-e-s ont participé à des projets de coopération internationale, des événements de charité, ont organisé des levées de fonds, ont marché pour la paix ou lancé des collectifs de recyclage au sein de leur école.... Mais il y a aussi la colère, la révolte, le refus de se taire face à l'injustice, la pauvreté, les inégalités:

[Ce qui m'a poussé à m'engager] c'est l'intolérance à toute forme d'injustice, et après, ça s'est juste enchaîné; plus tu t'engages, plus tu t'informes, plus tu en sais, plus t'es en *cris*'. Une fois que tes yeux sont ouverts, c'est impossible de les refermer, et pour moi c'est impossible de ne rien faire. F8

On trouve aux racines de l'engagement la tension entre le refus et l'espoir, entre l'amour et la rage. Une personne seulement conçoit son engagement d'une façon quasi mystique: pour lui, s'engager est une façon de laisser son empreinte dans le monde et la croyance en une vie après la mort lui donne un sens de sa responsabilité ici-bas.

Dans la plupart des cas c'est une circonstance précise qui permet à l'individu-e d'intégrer le milieu militant: une grève dans un CEGEP (H7, F9), l'opération salAMI, le Sommet de Québec (H6, F2), un changement de ville (F7), une rencontre, un stage à l'étranger, la crise d'Oka (H2). Cet événement particulier crée le désir de participer et favorise le contact et l'intégration à un milieu qui peut être fermé. L'ébullition suscitée par la tenue du Sommet des Amériques a ainsi permis la formation de nombreux groupes et l'ouverture de ceux déjà constitués aux nouveaux/elles venu-e-s. Contrairement aux instances politiques traditionnelles pour lesquelles il suffit d'avoir une carte de membre pour participer, l'intégration à des collectifs repose énormément sur les liens interpersonnels et la compréhension des règles non formulées. Elle peut ne pas être facile :

J'allais à des réunions de salAMI, mais j'avais beaucoup de difficultés à m'intégrer même si je le voulais beaucoup. Je trouvais que la réceptivité du mouvement militant était très mauvaise, peut-être parce que je suis un individu qui n'est pas facile d'approche...Mais je persistais quand même. Puis au Sommet des Amériques c'est là que j'ai réussi à trouver un groupe avec des gens plus ouverts et c'est là que ma carrière de militant a décollé. H3

Si l'engagement dans l'action facilite l'intégration, il témoigne aussi d'une exigence de s'investir de façon concrète pour une cause, d'avoir vraiment de l'impact à court/moyen terme, ici et maintenant: afin de soulager une souffrance, de s'interposer personnellement contre ce qui choque. S'engager dans l'action, par projet, permet à l'individu-e de s'impliquer personnellement, en son nom propre au lieu de participer anonymement à une structure. Jacques Ion emploie le terme « d'idéalisme pragmatique » pour qualifier ce type d'engagement, qui représente selon lui une nouveauté:

Le nouveau modèle circonscrit des rassemblements de durée limitée, sur des objectifs restreints, contractuels en droit comme en fait, généralement à l'intérieur de groupements mono-fonctionnels. Il suppose des formes de fonctionnement légères et souples ne mordant pas sur la sphère privée bien que pouvant fortement impliquer la personne. Il privilégie l'efficacité, l'obtention de résultats partiels négociés. Sa temporalité est celle de la moyenne durée, non de l'histoire. (Ion, J. 1997, p. 80)

Si la notion d'idéalisme pragmatique est intéressante (notamment la question de la temporalité de l'action politique), on voudrait tout de même attirer l'attention sur ses limites, car elle laisse entendre que les nouveaux/elles contestataires militent au cas par cas, sans objectifs de transformation sociale à long terme, ce qui va à l'encontre de nos observations, mais nous reviendrons sur ce point ultérieurement.

1.2.3. Parcours et multiplicité des engagements

En dépit de leur parfois jeune âge, les répondant-e-s ont déjà une grande diversité d'expériences militantes: F6 par exemple a commencé à faire des manifestations pour la paix à 12-13 ans, puis elle a participé à des comités d'aide internationale. Au CEGEP elle participe de loin aux associations étudiantes puis fonde un groupe gay/lesbien. Elle part ensuite en stage en Amérique Centrale, collabore avec un organisme d'éducation populaire à son retour, commence à militer au sein de groupes radicaux, travaille sur un projet de documentaire... Tous/tes présentent cette multiplicité d'expériences militantes: ils/elles font du théâtre d'intervention¹⁴, réalisent des documentaires, ont grimpé les barricades à Québec, reçu des gaz lacrymogènes à Seattle, créé des partenariats avec les pays du Sud... La diversité de leurs expériences est une preuve de la multiplicité mais aussi de la courte/moyenne durée de leurs engagements.

Les répondant-e-s ne s'engagent pas toujours de la même façon, suivant leurs activités et leur parcours de vie. Le changement d'établissement scolaire, la modification d'une situation, un nouvel emploi ont souvent des répercussions sur les formes de l'engagement. La vie

¹⁴ Le théâtre d'intervention se définit par son mode de création et de participation qui implique un-e artiste sur des sujets sociaux et/ou politiques.

privée, sociale et professionnelle n'est pas déterminée par l'action militante: «Si j'avais des enfants je continuerais à militer c'est sûr, mais d'une autre façon» F6. «Je supporte, je vais aux manifs mais en même temps en ce moment je fais un mémoire donc je suis obligée de me restreindre»F2.

L'individualisation des comportements et des attitudes trouve un fondement objectif dans la précarisation croissante des situations professionnelles et sociales, et, en particulier chez les jeunes, dans l'individualisation des parcours d'insertion. Le scepticisme à l'égard des grandes idéologies et des appareils, fussent-ils associatifs, et le pragmatisme des engagements naissent aussi de cette réalité. (Barthélemy, M. 2000, p. 154)

Le parcours de l'engagement est individualisé et se développe et se modifie parallèlement à la vie privée de la personne. L'individu-e n'est pas subordonné-e à son engagement mais reste un «électron libre»:

C'est à dire un individu gardant ses distances par rapport à toute association mais se réservant le droit d'interagir comme bon lui semble avec les groupes et les organisations qui lui paraissent temporairement mieux correspondre à ses idées et au type d'action qu'il entend mener. (Pleyers, G. 2004, p. 127).

J. Ion parle même de «militantisme à la carte» (2005, p. 58). Ils/elles alternent des périodes d'activités intenses quand l'action le requiert et des périodes plus calmes. Par exemple lors du Sommet des Amériques le CMAQ comptait plus de 50 participant-e-s; maintenant moins d'une dizaine de personnes assurent le fonctionnement de l'organisme, ce que l'un des membres explique par le manque d'événements contestataires majeurs à venir au Québec. La tenue d'un Sommet, d'une grève entraîne une recrudescence de l'activité militante, qui va décroissant une fois la mobilisation terminée. Certains collectifs se dissolvent alors car leur finalité était événementielle, d'autres continuent d'exister et redéfinissent leurs objectifs et leurs modes de fonctionnement, comme la CLAC après la tenue du Sommet des Amériques.

Chacun-e des répondant-e-s a déjà participé à une multitude de groupes, et est encore en règle générale engagé-e dans plusieurs d'entre eux, avec des degrés d'implication divers. Cette multiplicité des implications témoigne de plusieurs dynamiques. Tout d'abord, la

conscience de la pluralité des luttes à mener. Il n'y a pas un ennemi unique et supérieur qui est à la racine de tous les maux de la planète et des sociétés et contre lequel il faut lutter en priorité: «Il n'y a pas de luttes secondaires pour moi, comme- il faut battre le capitalisme, les femmes on verra après.- C'est des systèmes qui s'alimentent; la militarisation a besoin du capitalisme qui a besoin du patriarcat qui a besoin du racisme...»F6. C'est pourquoi ils/elles sont souvent engagé-e-s dans plusieurs collectifs à la fois, qui s'adressent à des problématiques différentes. Les oppressions, les injustices sont partout et doivent être confrontées à tous les niveaux, concrètement, tout en gardant une perspective élargie. La campagne menée par les Blood Sisters pour la diffusion des alternatives menstruelles s'inscrit ainsi dans un cadre de contestation du patriarcat, du capitalisme, de violence économique faite aux femmes et pour la défense de l'environnement (F7).

La multiplicité des engagements semble aussi être une conséquence de la diversité des parcours de vie et des rencontres; diversité due en partie à l'instabilité économique et professionnelle des jeunes mais aussi à la possibilité accrue de voyager, se déplacer, rencontrer les autres. Cette mobilité géographique, mais surtout culturelle provoque un éclatement des identités primaires (ainsi H1 se sent plus proche d'un canadien anglais qui milite pour le commerce équitable que d'un québécois qui spéculé et conduit un gros char). L'individu-e peut ainsi évoluer dans plusieurs mondes sociaux à la fois et se retrouve ainsi composé-e de diverses identités vécues et choisies (se reconnaître et militer à la fois en tant que femme, queer, étudiante, travailleuse, écolo, anarca-féministe, sans compter les luttes qui se font «en solidarité avec»).

L'engagement dans l'action, sa ponctualité et sa multiplicité soulignent une nouvelle fois la différence d'avec le mode traditionnel de l'engagement. Au modèle de l'adhésion, caractérisé par la permanence, l'entièreté, la remise de soi au groupe, l'acceptation d'une conception du monde partagée par les camarades, se substitue celui de l'affiliation (Ion, J. 1997). Alors que l'adhésion est un passage-ritualisé par le moment de l'intégration (achat de la carte de membre)- qui marque une étape déterminante dans la vie de l'individu-e puisqu'elle modifie son identité (l'engagé-e devient effectivement Marxiste ou

Indépendantiste...etc.), l'affiliation n'est qu'une étape. Des individu-e-s qui partagent un même objectif s'associent le temps d'une action, autour d'une cause, sans pour autant remettre en cause leurs spécificités. Le collectif est soudé par son objectif et n'a pas besoin d'être homogène. Il est une congrégation d'individu-e-s ponctuellement associé-e-s. Les différences sont ainsi encouragées (constitution de comités spécifiques au sein des collectifs) et les individu-e-s jouent un rôle de plus en plus actif, indépendamment des groupes d'appartenance dont ils/elles sont issu-e-s et des «constellations» idéologiques et institutionnelles (Barthélemy, M. 2001, p. 34). Des personnes d'idéologies diverses peuvent ainsi s'associer ponctuellement à condition de partager un minimum commun. Le groupe ne se constitue pas sur la base d'une appartenance ou d'une idéologie partagée, il se définit à partir des individu-e-s qui le constituent et de leur volonté de s'associer autour d'une même cause: les modes d'organisation collective sont donc nécessairement modifiés, privilégiant une structure et une orientation définie «par en-bas», de façon non hiérarchique, contrairement au modèle traditionnel au sein duquel l'imposition de normes «par en-haut» permet l'unification du collectif. Nous reviendrons sur cet aspect lors de la troisième partie.

Le modèle de l'affiliation permet l'invention d'un modèle de lien social qui autorise l'individu-e à rester soi-même (voire à contribuer à devenir lui/elle-même) au sein d'un groupe, préservant de la sorte une continuité entre la sphère publique et la sphère privée (Barthélemy, M. 2000, p. 145). L'individu-e se construit ainsi en partie à travers la multiplicité de ses expériences d'engagement. On constate que plus le temps avance, plus ils/elles tendent à se stabiliser au sein d'un/des collectifs, tout en préservant des espaces pour des associations autour d'actions ou de projets ponctuels. Si les projets de l'engagement sont ponctuels, l'engagement lui est permanent, sans cesse revitalisé par de nouveaux projets et adapté à la vie et à l'évolution de la personne.

1.3. Le rapport à la politique institutionnelle

On constate en premier lieu qu'aucun-e des répondant-e-s n'est membre d'un syndicat ou ne l'a mentionné. Ceci peut être expliqué en partie par la précarité des emplois occupés par la plupart d'entre eux/elles, et les secteurs d'activité professionnelle qui ne sont pas des

secteurs couverts par le monde syndical. Pourtant, le Québec est la province du Canada qui affiche le plus haut taux de syndicalisation avec 41.2% de la main d'œuvre (sources de la FTQ pour l'année 2003), taux en augmentation régulière d'ailleurs.

Seulement un homme poursuit une carrière au niveau municipal et un autre est membre de l'UFP afin de l'influencer dans sa constitution. Trois (hommes) ont déjà été membre ou participé à la constitution d'un parti politique et ont depuis abandonné, et cinq (trois femmes et deux hommes) ont été impliqué-e-s dans la politique étudiante. Une première remarque est le peu de participation aux institutions des répondant-e-s alors que ce sont des personnes extrêmement concernées politiquement, éduquées et au fait de l'actualité. Une deuxième constatation est celle de l'absence d'intérêt des femmes (elles sont neuf dans notre échantillon) pour la politique de parti puisqu' aucune n'a ou n'envisage un jour de joindre un parti. Ceci renforce l'image du monde politique comme un milieu un milieu constitué sur la base d'une culture masculine et porteur des divisions sexuées traditionnelles.

Pourquoi les répondant-e-s ne se sont ils/elles pas engagé-e-s au sein des organes traditionnels de la contestation sociale? Nous avons identifié plusieurs raisons au cours des entretiens: le manque de confiance envers les institutions politiques et leurs représentant-e-s, l'obsolescence des thématiques, la rigidité des structures et le peu de place accordée à l'individu-e au sein des institutions politiques traditionnelles.

1.3.1. La crise de confiance

Une première constatation, c'est le manque de confiance que témoignent les répondant-e-s envers les politiciens. Supposés être des figures morales, certains tenants de l'autorité sont corrompus, discrédités, impliqués dans des scandales financiers... Il n'est pas une démocratie sans son scandale, ses malversations, la conjonction des sphères économiques et politiques favorisant les conflits d'intérêts et les délits d'initiés. Un sondage récent montre qu'environ

70% des Canadien-ne-s pensent que les systèmes politiques fédéral et provinciaux sont très corrompus ou le sont dans une certaine mesure ¹⁵.

Sans être nécessairement corrompus, ils sont perçus comme étant coupés des réalités sociales. Le monde politique est en soi représentatif des exclusions sociales: majoritairement blanc, éduqué, masculin, catholique, hétérosexuel et issu des classes moyennes ou aisées, il n'est pas représentatif de la composition sociale québécoise. Les mécanismes du pouvoir, les jeux électoraux, les transfuges et les alliances stratégiques, les campagnes électorales orchestrées par des professionnels de l'image et de la publicité, tout cela contribue à la perception du monde politique comme une sphère coupée de la réalité d'une grande partie de la population.

Je me sens pas représentée, pas juste par leurs actions mais aussi par le *look* en général, habillé complet/tailleur, sourire dynamique etc. Je peux pas m'identifier à ça, je crois pas à la sincérité de ces gens là, qui gagnent de gros salaires et vont de temps en temps serrer des mains dans un foyer de personnes âgées, je pense pas qu'ils soient conscients de la réalité de tous. F3

Il semble que la démocratie représentative elle-même ne soit pas épargnée par les répondant-e-s. («Je crois pas du tout à la démocratie représentative telle qu'elle est maintenant, les structures du pouvoir sont à modifier de fond en comble, les structures participatives aussi»H6). Plusieurs doutent en effet de la capacité de la démocratie canadienne telle qu'on la connaît à assurer un changement social. Comment croire encore à la possibilité d'un changement par la voie politique quand tous les pays occidentaux – dont certains ont connu l'alternance droite/gauche au cours des dernières décennies- ont appliqué à la lettre les mêmes politiques du consensus de Washington? Même ceux qui étaient porteurs d'un espoir de changement comme les Verts en Europe, «au lieu de contribuer à changer le monde, sont restés otages de l'impuissance du pouvoir» une fois élus (Aubenas, F. et M. Benasayag. 2002, p. 24). Peut-on faire confiance à une politique du spectacle, lorsque les

¹⁵ Rapport de la Commission de Droit du Canada. 2002. « Le renouvellement de la démocratie : Les enjeux de la réforme électorale au Canada ». Disponible sur internet: http://www.lcc.gc.ca/about/2002_dis_paper_3-fr.asp.

politiciens eux mêmes s'avouent impuissants face aux institutions internationales, aux accords de libre échange (par eux mêmes signés), à la pression des marchés et de l'industrie?

1.3.2. Des thématiques dépassées

Un autre reproche fait au monde politique traditionnel par les répondant-e-s est d'utiliser des concepts et des analyses qui ne correspondent plus à la réalité sociale. H1, qui a participé à la fondation du RAP¹⁶, a très clairement perçu la différence des intérêts et des approches au sein du groupe, notamment sur la question de la souveraineté, et a quitté le mouvement:

Dès le début il y a eu comme deux groupes d'intérêt dans le mouvement: il y avait un groupe qui voulait faire un mouvement, quelque chose qui établirait des bases populaires à long terme, quelque chose qui questionnerait et qui mettrait en pratique un peu ce qu'il veut faire avant de passer dans l'arène politique... Et l'autre partie eux-autres, ils étaient plus pressés de se présenter aux élections, ils voulaient que ça devienne un parti politique plus rapidement [...] en gros je te dirais qu'autant j'étais pour à l'époque mettre beaucoup d'énergie pour unifier les forces de la gauche pour essayer de développer une alternative politique réelle au Québec, autant la façon de fonctionner de ce groupe là me plaisait plus ou moins. Ça reproduisait les mêmes modèles des partis politiques traditionnels et j'en suis venu à un point où je me suis dit que les éléments importants dans ce mouvement là, ce que ça veut, c'est créer un espèce d'autre PQ axé sur la souveraineté. C'étaient tous des gens des générations syndiquées, leurs revendications dépassaient pas beaucoup nos frontières, il y avait pas un engagement international cohérent à l'époque de la mondialisation qu'on vit aujourd'hui, c'était des blancs, francophones, issus d'un même moule culturel assez homogène. H1

H6 mentionne une thématique qu'il retrouve beaucoup au sein de l'UFP: celle de la lutte des classes ou du changement social par la classe ouvrière. Aucun-e des répondant-e-s ne pense que la révolution prolétarienne est une possibilité de nos jours, et ils/elles ne considèrent pas non plus que la classe ouvrière soit encore un moteur du changement social. On pourrait avancer plusieurs explications à cela: tout d'abord, la classe ouvrière n'est plus représentative de la majorité des travailleurs/euses dans nos sociétés occidentales.

¹⁶ Le Rassemblement pour une Alternative Politique, dont le congrès de fondation a eu lieu à Montréal les 7 et 8 Novembre 1998 était un parti politique qui voulait rassembler les forces de la gauche au Québec. Il n'existe plus de nos jours mais est à l'origine de la création de L'UFP.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes occupent des emplois liés aux services (rarement syndicalisés), sont précarisées ou n'ont pas accès à l'emploi. Ce sont aujourd'hui ces personnes qui sont le plus à même de connaître l'exploitation. Comme le mentionnent L. Boltansky et E. Chiapello dans *le Nouvel esprit du capitalisme* (1999), si dans la «deuxième phase du capitalisme» la notion d'oppression était liée au travail, de nos jours elle est plus liée à la désaffiliation et au non-travail (chômage, BS...). La classe ouvrière, elle, semble «avoir accepté le rapport social du travail en échange d'une progression continue du niveau de vie» (Belanger, P.R et J-P. Deslauriers, 1990). Si la défense des droits des travailleurs et travailleuses est toujours un objet de luttes importantes, elle n'est plus au centre des problématiques sociales, car elle ne tient pas compte de certains groupes exclus de la dynamique de l'emploi. Elle ne prend pas non plus en considération les revendications liées à des biens collectifs, symboliques et identitaires, portées sur la place publique par les Nouveaux Mouvements Sociaux¹⁷ des années 1970 auxquelles les militant-e-s des mouvements contestataires accordent beaucoup d'importance.

1.3.3. Organisation verticale et hiérarchie

Ceux/celles qui n'ont pas participé à des organes politiques traditionnels invoquent en partie comme raison le rejet des hiérarchies: «Je me reconnais pas dans les structures hiérarchiques, je suis mal à l'aise dans toute forme d'organisation où certains ont plus de pouvoir que d'autres de façon formelle»H2. La lourdeur des institutions, les problèmes de gestion, de luttes de pouvoir, semblent être des difficultés rencontrées par ceux/celles qui ont participé à des structures politiques ou étudiantes: «J'ai été représentante pendant une année, j'ai trouvé ça hyper pénible parce que c'est toute une institution, ça marche avec des comités [...] t'es vraiment pognée dans un gros système, des guerres de pouvoir, ça m'a écœurée, l'année d'après j'ai débarqué» F2. «Juste la gestion interne gobe 70% de notre énergie!» mentionne H6 à propos de son association étudiante

¹⁷ L'expression désigne l'ensemble des mobilisations qui se déploient dans l'après 68 en dehors de la sphère du travail (écologie, pacifisme, féminisme, mouvement homosexuel, contre-culture...) (Sommier, I. 2001, p. 15)

Outre la lourdeur administrative des institutions, les engagé-e-s reprochent aussi l'imposition des idéaux et des modes de fonctionnement «par en haut»; par ceux qui ont plus d'ancienneté au sein de la structure, plus de connaissances, plus d'expertise ou de prestige.

Il y a sept ans au sein du PQ dans Gouin, je suis allé voir comment ça se passait au sein d'un parti politique, j'ai pas aimé ça donc j'ai quitté après mon année, parce que c'est très contraignant, comme militant, pour réussir à te faire valoir et potentiellement devenir candidat, c'est difficile, c'est très lourd, il y a de la difficulté avec l'innovation, les nouvelles idées, c'est beaucoup les vieux militants qui contrôlent. H4

Lors d'une réunion du PQ il n'a ainsi pas osé s'opposer à quatre ministres qui défendaient le déficit zéro. Cette hiérarchie va à l'encontre du désir des militant-e-s de participer concrètement; ils/elles veulent à la fois participer aux actions et aux décisions, sans se faire imposer de modes de fonctionnement. D'autant plus que la hiérarchie institutionnelle tend à reproduire les exclusions de la société: peu de place est faite aux femmes, aux jeunes, aux immigrant-e-s qui veulent prendre la parole.

1.3.4. Le refus du dogmatisme

Les engagé-e-s veulent développer leurs propres analyses et conceptions, ils/elles n'entendent pas se faire imposer une compréhension du monde et une conception du changement social «en bloc». Ils/elles rejettent le «plate-formisme», l'adhésion à une doctrine et à des pratiques stéréotypées, surtout lorsqu'elles lient militance et vie personnelle. H3 raconte son expérience au sein des Jeunesses Socialistes:

J'en ai fait partie un couple de mois, une année peut-être, mais c'était très dogmatique, trotskiste, on n'avait pas le droit de fumer du *pot* même dans notre vie privée, dès que t'étais plus à l'école fallait que tu travailles dans une usine. Ça faisait très années 1970, ça m'a dégoûté. En fait ce qui est hallucinant c'est que le mouvement alter-mondialisation commençait à émerger, [...] Je les avais appelé – faut que les jeunes socialistes soient là !- mais ils m'avaient dit – mais non l'alter-mondialisation c'est un combat de bourgeois nationalistes canadiens qui veulent protéger l'économie canadienne- Mais qu'est-ce que vous dites là !-. Il y avait toute une jeunesse à ce moment là qui se politisait et qui se radicalisait, et moi je voulais en faire partie. H3

Avec comme bagages leurs expériences, leur vécu, leurs analyses et leurs compétences, ils/elles refusent de se faire imposer une façon de faire et d'adopter des analyses «prêtes à penser». Leur engagement se place sous le signe de la liberté de faire et de penser.

Ces critiques formulées à l'encontre de la politique institutionnelle, J. Ion les regroupe en trois catégories, soit la critique du juridisme pointilleux, de la langue de bois et de la délégation. Ces trois critiques sont à la base de ce qu'il nomme la «crise de la représentativité» qui affecte la société occidentale, soit le refus de participer au système politique traditionnel. Effectivement, à part H4 qui poursuit une carrière au municipal, aucune des personnes interrogées n'envisage de militer au sein d'un parti politique ou d'un syndicat. Ils/elles ne se reconnaissent ni dans les structures, ni dans les modes de fonctionnement, ni dans la composition sociale, ni dans les objectifs défendus par les institutions politiques traditionnelles. Toutes les expériences au sein de la politique institutionnelle ont été vécues de façon négatives, sauf pour H7 pour qui l'implication au sein d'une structure étudiante a permis l'intégration à un milieu militant qu'il continue de fréquenter. «Le désenchantement à l'égard des organisations et des pratiques traditionnelles de l'engagement est si grand qu'une partie importante des jeunes de différents pays refusent aujourd'hui le terme de «militants», lui préférant celui de «citoyens» ou «d'activistes» ». (Pleyers, G. 2004, p. 126)

À travers l'analyse des raisons de l'engagement et du refus de la participation, on assiste à une redéfinition des acteurs/trices sociaux/ales, du cadre d'exercice de la politique et de la politique elle-même. Ceux/celles qui s'engagent réclament un réinvestissement du champ politique par ceux et celles qui en vivent directement les conséquences, par des individu-e-s diversifié-e-s mais qui au-delà de leurs différences s'allient pour revendiquer des intérêts communs, des droits, des rêves. Certain-e-s acteurs/trices exclu-e-s *de facto* du monde politique veulent faire entendre leur voix sans se plier aux règles de ceux qui les excluent. Qu'ils/elles refusent de participer au système traditionnel n'est donc pas le signe d'un désintérêt ou d'une indifférence pour la politique et les affaires publiques, mais au contraire le signe d'une révolte contre un système qui ne remplit plus ses engagements.

Ce que les élites politiques et dirigeants qualifient «d'indifférence à la politique» pourrait bien signifier un refus grandissant des citoyens de participer à un système politique qui les traite en consommateurs de spectacles préfabriqués. Ce comportement, en d'autres termes, pourrait indiquer non pas un retrait de la chose publique mais bien plutôt le début d'une révolte politique générale¹⁸.

¹⁸ Citation de LASCH, C. 1981, *Le complexe de Narcisse*, cité dans Ollivier, N. 1990, p. 57.

CHAPITRE II

FUTUR, PASSÉ ET RÉVOLUTION: L'ACTION POLITIQUE ICI ET MAINTENANT

La première partie du travail nous a permis de dégager deux caractéristiques de l'engagement des seize personnes interrogées: tout d'abord, il n'est pas directement motivé par une situation particulière d'exclusion ou déterminé par une situation socio-économique ou un sentiment d'appartenance particuliers, même si les expériences, les identités et le vécu individuels sont mobilisés lors de l'activité militante. Deuxièmement, on constate un désir de rupture très marqué de la part des répondant-e-s d'avec le modèle politique traditionnel, qui s'articule sur plusieurs axes dont le désir d'individuation¹⁹, le refus de la représentation, de la hiérarchie, du dogmatisme. Insister sur le désir de rupture avec un certain modèle, c'est insinuer que de nouvelles formes et pratiques d'engagement se mettent en place. On a déjà identifié des différences par rapport à l'engagement traditionnel: le fait que les engagé-e-s ne soient pas directement victimes d'exclusion mais se mobilisent plutôt «en solidarité avec» ceux et celles qui les vivent en premier lieu. Différence aussi de la composition sociale du mouvement, que notre échantillon restreint ne permet pas d'aborder mais qui a été remarquée au cours d'enquêtes plus larges sur l'engagement au sein du mouvement de justice globale (Fillieule, O. *et al.* 2004; Gobille, B. 2005). Les femmes, les étudiant-e-s, les précaires, les personnes de classes moyennes y sont largement représenté-e-s, ce qui établit une différence d'avec la représentation traditionnellement masculine et ouvrière des mouvements

¹⁹ «Le terme désigne le mouvement séculaire, depuis le siècle des Lumières, d'affirmation de l'individu et d'affaiblissement de ses liens communautaires, sans la connotation négative véhiculée par celui «d'individualisme.»» (Sommier, I. 2003, p. 21)

contestataires classiques. Les causes de ces modifications sont d'après nous autant liées à une évolution des subjectivités personnelles qu'à une nouveauté des contextes sociaux et politiques qui obligent à repenser les modalités de l'engagement et de l'action collective. Si ces différences entre l'engagement traditionnel (politique ou syndical) et l'engagement au sein des collectifs du mouvement de justice globale sont importantes, nous ne voudrions cependant pas tomber dans le piège de les interpréter comme le signe d'une radicale nouveauté, en rupture totale avec les formes d'engagement du passé. Car s'il y a une réinvention de la pratique militante, elle n'est pas sans rapport avec les héritages et les expériences du passé comme nous le constaterons ultérieurement, notamment lors de l'étude des registres de l'action collective (2.2.)

Quelles sont les causes de cette nouveauté des formes de la pratique militante? L'engagement et ses modalités sont intrinsèquement liés à la perception et la compréhension de la réalité sociale et des possibilités de changement par les militant-e-s. Aussi, afin de comprendre les pratiques d'engagement des personnes qui ont participé à l'enquête, nous les avons interrogées sur leurs conceptions du monde et de ses problématiques, leur rapport aux idéologies, leurs utopies, leurs croyances en la possibilité du changement social... À travers cette étude nous espérons établir des liens entre l'imaginaire politique des répondant-e-s et les modalités de leur engagement et de leur action politique.

2.1. Idéologie et utopie: rapport au temps et conception du changement social

2.1.1. Engagement et idéologie

On a déjà constaté que l'engagement des personnes interrogées n'a pas été motivé par une conviction idéologique. Qu'en est-il après plusieurs années de militance? Seulement quatre personnes sur seize se réclament ouvertement d'un courant de pensée; soit l'anarchisme pour l'un, le municipalisme libertaire pour le second, et l'anarcha- féminisme pour deux autres. Certain-e-s refusent complètement l'affiliation idéologique, tel H6: «La

seule étiquette que j'accepte est celle d'altermondialiste, car c'est un mouvement sans idéologie». D'autres, lorsqu'ils/elles sont sommé-e-s de se situer sur le spectre des idées politiques empruntent des références à divers courants de pensée:

«I always say when people ask this question that I can't afford to suscribe: I don't feel that to pigeonhole yourself is healthy because then you kind of reduce your potential, but I would say if I was really to pin it down: anarchist, feminist, maybe not even anarchist, anti-capitalist, marxist maybe...» F7

La non-catégorisation politique des répondant-e-s pourrait être interprétée comme une méconnaissance des différents courants, un apolitisme. Pourtant, comme nous l'avons mentionné précédemment, les personnes interrogées jouissent d'un fort capital culturel et d'une compétence politique élevée, en plus d'une longue pratique militante. Il s'agit donc bien d'un refus conscient de «l'étiquetage» idéologique. Mais pourquoi?

L'idéologie est une vision du monde, une construction intellectuelle qui explique et interprète un ordre social existant suivant une grille d'analyse qui lui est propre. Adhérer à une idéologie, c'est adopter une interprétation de la société, de ses problèmes et donc de la solution qui pourrait y être apportée. Mais lorsqu'ils/elles identifient les problèmes sociaux et structurels qui affectent nos sociétés, les répondant-e-s ne semblent pas en privilégier un en particulier; ils/elles nomment la pollution, les inégalités, le racisme, le sexisme, la course à la productivité, le capitalisme, la notion de progrès, le système politique, la pauvreté... Il n'y a pas de hiérarchie instaurée dans les problématiques, elles ont toutes leur importance et tendent toutes vers un même but. Cet aspect est considéré comme une nouveauté de la militance des années 1990 (Jordan, T.2003, p. 26). Aucune lutte n'est plus fondamentale que l'autre; la lutte est à la fois contre la misère, contre l'exploitation, contre la destruction de l'environnement, pour l'égalité des sexes et le respect des orientations sexuelles... une critique parfaitement homogène et articulée du capitalisme néo-libéral et des oppressions qu'il engendre est impossible (Boltansky, L. et E. Chiapello.1999, p. 82) car il fonctionne sur le mode du réseau (Castels, M. 1998). Il y a isomorphisme entre le capitalisme et sa contestation. Aussi, lorsque les répondant-e-s se réfèrent à une mouvance idéologique, ils/elles ont fréquemment recours à un «magasinage» idéologique: «Je ne pense pas qu'il faut

rejeter les idéologies au complet; j'essaie de magasiner les idéologies; je suis un peu anar., un peu bouddhiste, *queer*, sympathisant à l'écologie profonde...» H3.

Au-delà de la nécessité d'adopter des modes de contestation multiples face à la diversité des oppressions créées par le capitalisme néo-libéral, on peut aussi voir dans ce «magasinage» idéologique une expression de l'éclatement et de la diversité des identités de l'individu-e occidental-e contemporain-e. Plusieurs des répondant-e-s s'engagent ainsi sur différents fronts, souvent en lien avec une identité ou un vécu, en plus des luttes qui se font «en solidarité avec». F7 s'engage ainsi à la fois dans un groupe de femmes, participe à des activités liées à l'anti-capitalisme et au *queer* ainsi qu'à un groupe de Juifs contre l'occupation de la Palestine. Cette diversité d'implication ne peut s'associer à une interprétation du monde systémique et monolithique, qui ne correspond pas de toute façon à la réalité du vécu des répondant-e-s, eux/elles-même inscrits dans différentes réalités sociales (F7 est à la fois étudiante, travailleuse, femme, jeune etc.) et qui de fait expérimentent ou sont témoins de différentes formes d'oppression. La réalité semble être trop complexe pour être interprétée selon des cadres d'analyses fixes.

Une autre dimension du désir de distance des répondant-e-s par rapport à l'idéologie est son historicité; les grands courants de pensée ont été élaborés dans un contexte, une époque, par des personnes provenant d'une société donnée. Si les analyses peuvent être pertinentes afin de conceptualiser des problématiques, il faut tenir compte de l'évolution des contextes qui font que certaines théories ne sont plus aussi adaptées de nos jours, dans leur forme classique. Se référer à un courant de pensée, c'est faire appel au passé pour comprendre le présent, ce qui peut mener à l'aveuglement s'il n'y a pas de remise en question critique et d'adaptation au contexte.

Si les grands courants de la pensée politique sont connus de nos répondant-e-s, ainsi que leurs auteurs, ils ne sont en revanche pas mentionnés lors des entretiens; ils sont part d'un bagage de connaissances mais ne sont pas une Bible de laquelle ils/elles tirent des enseignements. H7 dit ainsi adhérer à la conception du matérialisme historique de Marx, mais refuser la notion de parti et d'organisation verticale. Il se définit donc comme un marxiste influencé par des aspects de l'anarchisme. Les idéologies ne sont pas rejetées mais ne sont

pas non plus adoptées dans leur totalité, chacun-e allant y chercher les éléments qui lui permettent de construire son propre système d'analyse politique.

Se reconnaître d'une idéologie, c'est aussi se réclamer de son histoire et être associé à des comportements, porter en quelque sorte la responsabilité de toute une «famille», ce qui va à l'encontre du désir d'individuation que nous avons identifié chez les engagé-e-s:

J'ai toujours eu horreur, ou très peur de me considérer comme appartenant à une idéologie, parce que c'est se fixer. L'être humain est tellement complexe, on peut faire tellement d'affaires à la fois... Reconnaître l'ouverture, c'est contraire à s'enfermer dans un moule quelconque, surtout lorsque ces moules sont le socialisme, l'anarchisme ou le communisme. Ces idéologies là, même s'il y a des choses auxquelles j'adhère, colportent une histoire, un passé. Quand tu t'y réfères, il y a des gens qui t'associent à des choses d'un passé que tu connais même pas. Je vois pas l'utilité de m'identifier. Je pense que la société et les changements dont on a besoin doivent fondamentalement avoir un caractère pluraliste, diversifié, contraire à l'embrigadement dans une idéologie quelconque. H1

La question de l'identification idéologique n'est donc pas centrale à l'engagement des personnes que nous avons interrogées. «Mes idées se voient plus dans mes actions que dans mes façons de m'identifier»F2. Comme l'écrit Jacques Ion, «militer aujourd'hui [...] c'est moins se réunir dans une organisation structurée autour d'orientations préalables qu'essayer de faire efficacement quelque chose ensemble» (Ion, J. *et al.* 2005, p. 124). Les questions d'appartenance idéologique sont évacuées en grande partie des collectifs que nous avons étudiés. Il ne faut pas faire de profession de foi politique lorsque l'on se joint à un collectif, même si une certaine convergence idéologique est nécessaire pour agir efficacement ensemble. Souvent, les groupes vont se définir à grands traits, le plus souvent par la négative. Ainsi le groupe de H7 se constitue autour de principes anti-capitalistes, anti-impérialistes, anti-patriarcat...Il a déjà assisté à l'éclatement d'un collectif autour d'une question idéologique (affrontement entre marxistes et anarchistes). Même si les deux tendances sont encore présentes dans le collectif auquel il participe actuellement, il y a une volonté des membres de ne pas aborder certains sujets théoriques et de se concentrer sur l'action afin de ne pas paralyser l'activité du groupe. Ceux et celles qui veulent participer à des débats théoriques peuvent aller le faire dans d'autres espaces: «Ça en fait pas un groupe apolitique

non plus dans le sens où on essaye de toujours renouveler les débats, mais il y en a qu'on a mis de côté» H7.

Plusieurs en fait ne font aucune référence à l'idéologie ou aux courants de pensée lors de leur entretien. Les collectifs tendent à se former plus sous l'impulsion d'un projet partagé qu'en raison d'une communauté idéologique. H3 avoue fuir systématiquement les collectifs qui développent beaucoup l'aspect théorique:

Le groupe se fait de façon spontanée, puis quand ça se dogmatise moi je décolle. J'essaie de pousser les groupes à pas trop s'intellectualiser, à rester plus près de l'action et de la pratique [...] Nous, on fait des actions et pas de la discussion, le groupe en soi est justifié par l'action. H3

Comment interpréter cette désaffection pour les grandes idéologies qui ont orienté la politique du vingtième siècle? On pourrait proposer quelques pistes de réflexion, comme par exemple y voir une conséquence du déclin historique des idéologies (Boltansky, L. et E. Chiapello (1999. p-27) parlent de «désarroi idéologique»): les militant-e-s des mouvements contestataires contemporains (majoritairement composés de jeunes adultes), «...enfants de la crise, de la modernité et du désenchantement,» font partie de cette génération qui a grandi «...au cours de cette période où seule dominait la globalisation libérale. Ils sont également orphelins des grandes idéologies du vingtième siècle qui promettaient des lendemains qui chantent» (Pleyers, G. 2004, p. 129). On peut aussi l'interpréter comme une conséquence du processus d'individuation précédemment mentionné, qui emmène les personnes à connaître un parcours qui leur est propre et ainsi à développer des analyses personnelles sans se référer systématiquement à un mouvement. Peut-être est-ce aussi une conséquence de la «culture du temps présent» qui prévaut dans nos sociétés de l'information? Peut-être est-ce la manifestation d'un désir d'émancipation individuelle et d'une redéfinition de l'individu-citoyen-ne?

Toujours est-il que cette distanciation par rapport aux idéologies et aux catégories politiques historiques cause beaucoup d'émotion parmi les représentant-e-s du monde politique classique et les commentateurs/trices de la réalité sociale. Comment interpréter en effet un mouvement qui n'adopte ni les formes, ni le langage, ni les positionnements classiques du

monde politique? Le plus souvent, l'incompréhension mène à la condamnation et à la discréditation. Les actions des collectifs du mouvement de justice globale sont souvent catégorisées comme «apolitiques», comme l'expression d'une révolte primaire perpétrée par des «anarchistes» et des «casseurs»; on salue leur diversité avec un brin de paternalisme en condamnant aussitôt tout ce qui peut être considéré comme «débordement». Mais il y a d'autres façons d'interpréter ce refus de se conformer à des catégories politiques et des modes de protestation classiques. Cela peut être la conséquence d'un désenchantement par rapport au passé, mais aussi la résultante d'un désir de création, de redéfinition qui ne soit pas encadrée par d'anciens principes, d'ouverture contraire au dogmatisme véhiculé par les groupes militants «idéologiques», d'émancipation par rapport au passé, de réadaptation à une réalité complexe. Et il est aussi inexact de penser que parce que les activistes du mouvement de justice globale refusent de se définir précisément sur le spectre des idéologies politiques, avec des mots en «-isme», ils/elles n'ont pas de positionnement idéologique; car une grande partie de leur définition se fait dans leurs actions, leurs modes d'organisation (fonctionner par consensus par exemple est en soi un positionnement politique, même si ce n'est pas explicitement revendiqué comme tel) et ce qu'ils/elles refusent d'être: «je suis fondamentalement anti- patriarcat, anti- colonialiste et impérialiste, anti- hétérosexiste, anti- raciste et anti- capitaliste»^{F6}. Être «contre» n'est pas le degré zéro du politique, car cela permet d'identifier des centres de pouvoir et d'oppression, de se donner des objectifs quant aux moyens d'action et de pression, ainsi que des modes de fonctionnement. Cela permet aussi la collaboration et l'inclusion de toute personne qui identifie un ennemi commun.

En refusant de s'inscrire dans une tradition historique, sans pour autant nier les acquis et les expériences antérieures, ils/elles expriment un refus de chercher dans le passé les solutions du présent et les bases du futur à venir.

2.1.2. Futur et utopie

Dans l'engagement, il y a d'une part le désir de remédier à des situations de souffrance et d'exclusion, mais aussi la recherche de l'établissement de nouveaux rapports sociaux qui ne permettraient pas à de telles situations de se produire. À quoi ressemble le monde auquel

les personnes que nous avons interrogées aspirent? Les réactions des répondant-e-s lorsqu'on leur a demandé quelle était leur conception de la société idéale ont été surprenantes. C'était visiblement une question étrange, inhabituelle et un peu saugrenue, qui les prenait au dépourvu. F7 était un petit peu gênée: « if I'm allowed to be completely ridiculous... », F4 n'a tout simplement pas pu: « it's so hard to think of a dream! »; quant à F9: « dans l'absolu j'y ai même pas réfléchi parce que je le conçois tellement pas, c'est tellement impossible! ».

Il faut dire que l'utopie n'est plus à la mode dans nos sociétés, à un point tel que qualifier un mouvement ou une personne « d'utopiste » dans un contexte politique est une façon de les discréditer. L'heure est aux politiques « lucides », rationnelles. Margaret Thatcher au début des années 1980 prononça une sentence définitive: « *there is no alternative!* ». Le monde est et sera tel qu'il est maintenant car c'est ainsi qu'il doit être. Ceci admis, la politique n'a plus pour but d'imaginer d'autres possibles et peut se contenter d'administrer et de gérer le monde social. C'est le règne de la « pensée unique », qui place le capitalisme dans sa forme néo-libérale comme l'aboutissement nécessaire et parfait des sociétés humaines. C'est d'après Pierre Bourdieu une des principales forces du néo-libéralisme que d'avoir réussi à tuer l'utopie²⁰ en s'imposant comme le seul modèle possible et souhaitable. Car lorsque l'histoire est acceptée comme Destin, la révolte n'est plus possible.

Une fois la première gêne passée, les personnes qui ont participé à la recherche nous ont livré leur conception du monde tel qu'ils/elles voudraient qu'il soit. On constate deux tendances principales: ceux et celles qui imaginent un monde tel que celui dans lequel on vit maintenant, mais plus juste, plus équitable: « [Un monde] avec plus de justice sociale, de répartition des richesses, de démocratie, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable... » F3. Et ceux et celles qui aspirent à un monde complètement différent:

« It would be fairly genderless, or gender fluid. Collectively run in the sense of a non-hierarchical governing body, not even democratic but community oriented, with more stress put on people living in accordance with their value system instead of how they feel that they need to act to get by in society ». F7

²⁰ Article tiré du journal *Le Monde*, 3 décembre 1999.

Il est intéressant de constater que plus les personnes aspirent à une réalité différente, plus elles sont radicales dans leur engagement et dans leurs actions. Il semble que la tension entre la perception de la réalité telle qu'elle est et la projection du monde tel qu'il pourrait être soit un facteur de radicalité.

Un point commun à toutes ces personnes cependant, c'est qu'aucune n'envisage ou n'espère l'avènement d'une société utopique donnée, parfaite, d'un modèle pensé par un-e auteur-e ou un groupe qui proposerait par sa seule instauration la résolution de tous les problèmes sociaux. Car penser un seul modèle comme solution unique, c'est supposer un parfait définitif, un idéal à atteindre qui serait valable pour tous et toutes. On peut penser aux utopies socialistes de Fourier, Cabet etc. qui allaient jusqu'à penser l'emploi du temps des journées et la forme des meubles qui garantiraient la perfection sociale. Les personnes que nous avons rencontrées ne souscrivent pas à cette conception totalisante du monde idéal. «On fait du mieux qu'on peut avec la compréhension qu'on a du monde, je peux te dire ce que moi j'aimerais comme société idéale mais je peux pas te dire que les gens le verront de la même façon dans 150 ans»F6. S' ils/elles revendiquent leur liberté et leur autonomie personnelle, ces valeurs s'appliquent aussi aux autres. Qui, en effet pourrait se permettre d'imaginer un monde qui garantirait automatiquement le bonheur de toutes et tous? La société idéale d'une femme autochtone est-elle la même que celle d'un employé d'usine en région? Il apparaît ainsi que l'utopie des faits (qui tente de régler des situations) ait été abandonnée au profit d'une utopie des valeurs (Godin, C. 2000).

Vers où on va s'en aller? J'ai des idées mais j'ose même pas en parler, et je pense pas nécessairement qu'il faille en parler trop, il faut se laisser guider par les objectifs qu'on se donne. Il y a de belles théories mais il y a toujours une distance énorme entre le projet puis la réalité, comme pour une œuvre d'art [...] quand on parle d'utopie, on parle d'un système de référence qui nous guide, faut surtout le voir comme un processus en cours [...] se donner un but en tant qu'humanité, cette conception là, elle est peut être erronée en partant, le processus est plus important. H6

Ils/elles n'imaginent pas un modèle à imposer mais s'en remettent plutôt à un ensemble de valeurs partagées qui doivent orienter l'action politique: valeurs humaines de bonheur, de respect, d'égalité, de solidarité, de diversité, de démocratie, de respect de l'environnement (Lowy, M. 2004, p. 48)...Il à noter que ces valeurs ne sont pas en elles-mêmes une

nouveauté, mais des aspirations modernes déjà présentes au sein des mouvements contestataires du siècle dernier. Ce qui diffère, c'est la conviction que les moyens sont aussi importants que les fins, sinon plus, et que toute action politique doit avant tout être en cohérence avec les valeurs qui l'ont motivée. A défaut de proposer un autre monde possible, ils/elles ouvrent la porte à la création d'autres mondes possibles, encore à inventer et à définir, au fur et à mesure de leur élaboration. *Preguntando caminando*²¹.

Pourrait-on considérer cet attachement aux moyens plutôt qu'aux fins comme la mort de l'utopie? Dans un sens oui, la mort de cette utopie (du grec *υ-* négation; *τοπος*- endroit, région) qui représente un lieu et temps idéal qui n'existe pas, une chimère après laquelle on court sans jamais l'atteindre. Mais à la place s'instaure la « topie » du temps présent, celle qui se vit ici et maintenant et qui laisse à chacun-e le soin d'imaginer et de construire son futur.

Qui sont les utopistes de nos jours? Pour les tenants du Pouvoir, ce sont ceux et celles qui, ne tenant pas compte du contexte mondial, réclament un monde plus juste, plus humain, plus respectueux de l'environnement: les alter-mondialistes et les mouvements sociaux. Pour ceux-là (notamment la branche d'ATTAC et les ONG) les utopistes, c'est ceux et celles qui réclament un changement radical en refusant de participer au système afin de le réformer. Ainsi dans l'édition de la revue *Manière de Voir* n° 75 (Juin-Juillet 2004; «Altermondialistes de tous les pays...»), il n'est pas question d'utopie ou de rêve mais bien plutôt de dénonciation, de contre-expertise, d'état des luttes et de questionnements quant à la possibilité de traduire les revendications du mouvement altermondialiste sur la scène politique. Cette tendance est aussi présente parmi les répondant-e-s. F3 apprécie ainsi de travailler avec:

²¹ «De questions en questions nous nous frayons un chemin», expression consacrée par les Zapatistes.

Des gens d'expérience, avec des diplômes, pas juste des «grano» qui ont pas les pieds sur terre, des gens qui connaissent à fond les lois, très informés [...] car le militantisme c'est beaucoup d'éducation mais aussi beaucoup de compromis, ça va pas aussi vite qu'on voudrait nécessairement, c'est un travail de longue haleine, mais il faut avoir les pieds sur terre, être réalistes et avoir une vision la plus globale possible. F3

Mais pour F8, l'utopie ce n'est pas oser rêver à d'autres possibles: l'utopie, c'est le monde dans lequel on vit, celui du rêve néo-libéral concrétisé:

Pour moi l'utopie c'est ce qui se passe aujourd'hui, c'est de penser que l'être humain est fait pour vivre dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, pour travailler cinquante heures semaine et s'acheter un char. Pour moi c'est ça l'utopie ! Moi je rêve d'un monde où il n'y aurait plus d'oppression de quelconque forme, où on serait libres de faire nos choix, avec de vraies libertés individuelles et collectives. Un monde où on serait pas obligés d'acheter des objets parce que c'est nos désirs et nos rêves qu'on achète. Un monde où le mensonge est plus là, où les relations entre personnes sont égalitaires, un monde où on vit pas juste pour notre petit plaisir mais où les choix collectifs sont faits pour le bien-être collectif, un monde où il n'y aurait pas des millions d'enfants qui crèvent de faim chaque jour alors qu'on a en masse de richesses pour nourrir tout le monde, un monde où il y a pas des flics à chaque coin de rue. Le monde actuel est nourri à l'utopie, la télé nous vend de l'utopie, tout nous vend de l'utopie, et après on dit que c'est nous les utopistes? C'est un peu injuste en fait. F8

Qui sont les utopistes aujourd'hui? Ceux et celles qui proclament qu'avec plus de technologie, de progrès, de développement économique, de marché...le monde sera un havre de paix et de prospérité? Ou ceux et celles qui n'espèrent et n'attendent plus que demain leur apporte la solution à tous les problèmes sociaux et décident d'agir dès maintenant selon leurs idéaux, permettant ainsi au futur de commencer? «Dans le fond tout est possible, l'avenir c'est ce qu'on fait aujourd'hui»H1.

2.1.3. En n'attendant (pas) la Révolution: conceptions du changement social

Comment envisagent-ils/elles concrètement les possibilités de changement social? Pour certain-e-s, le changement va se faire de lui-même: le système n'est tout simplement pas soutenable à long terme et «contient en lui-même les germes de son auto-destruction» H6. Plusieurs emploient l'expression «on va frapper un mur», que ce soit au niveau de l'environnement, des inégalités sociales, de l'impérialisme américain... Le système

économique est entièrement dépendant du pays le plus endetté au monde (les États-Unis) : « it's collapsing, it's a beast dying and surviving on a life support machine » F4. H3 imagine un krach boursier majeur comme celui de 1929, H7 la propagation des luttes contre l'impérialisme américain. Comme le dit F2, l'absurdité du système dans lequel on vit va contribuer au changement social.

Pour d'autres le système est devenu trop complexe et les structures trop fortes pour pouvoir être transformées: puisque le changement radical est impossible, il faut agir où on le peut, à la mesure de ses moyens, pour rendre le système plus juste, ou moins injuste: « j'ai vraiment la vision d'un geste à la fois, on fait pas de révolution ça fonctionnera pas, on fait une évolution [...] Comme ça il y a moins de résistance de la part du système et tu l'influences » H4.

La Révolution: le concept est quasiment absent des entretiens, ce qui avait déjà été noté par Francis Dupuis-Déri dans un article sur le milieu militant montréalais (2004a). Si le mot est prononcé, il revêt des sens différents de celui couramment accepté soit: « Un changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État qui se produit quand un groupe se révolte contre les autorités en place et prend le pouvoir. » (définition du *Petit Larousse Illustré*, édition 2002). Seule F7 considère qu'une révolution de type marxiste serait la seule solution pour provoquer un changement social radical, mais elle ne croit cependant pas à sa possibilité. H1 parle de révolution spirituelle avec l'avènement de l'individualisme, H2 veut croire encore à l'idéal révolutionnaire même s'il ne sait pas quelle forme il va prendre. Pour H5 et F6, la révolution n'est que le moment de basculement, de rupture, la condition objective du changement qui est l'aboutissement d'un long travail de fond basé sur l'éducation et la participation populaires. L'objectif de leur action militante n'est pas la Révolution mais plutôt le travail sur les conditions subjectives du changement social. Non seulement ils/elles ne croient plus à la révolution, mais aucun-e ne pense non plus assister un jour à un changement social radical:

« I don't see the change happening in my life, I'm really cynical in that respect. I would like to hope but I don't think it's going to happen. I think the structural powers are way too unbalanced, asymmetrical for that to ever happen ». F7

À l'âge que j'ai, je suis pas sûr de voir une transformation radicale au Québec. H5

Avant d'arriver à la société idéale, je vais être soit très vieux, soit mort. H4

La perte de l'idéal révolutionnaire est une caractéristique importante de l'engagement car elle modifie la perception du temps, de l'Histoire et de l'action politique des militant-e-s, et conséquemment leurs modes d'engagement. Ne plus croire en la Révolution, c'est refuser une conception linéaire du temps. C'est refuser de vivre dans l'attente d'un objectif transcendantal...

qui rend légitime le sacrifice du présent au futur; le temps concrètement vécu au temps purement idéal, [...] légitime le sacrifice de la vie à l'idée, pour ne pas parler d'autres sacrifices qui s'étendent de l'auto sacrifice militant jusqu'au sacrifice d'autrui, en passant par le sacrifice, ou la mise entre parenthèse des principes. (Creagh, R. 2001, p. 349)

C'est refuser de ne vivre le Présent que comme une préparation de l'avenir meilleur à venir. L'action politique n'est donc plus tendue toute entière vers un futur différent mais prend son sens dans une situation concrète. «Les radicaux d'aujourd'hui, qui savent que la révolution n'est pas à portée main, partagent *de facto* certains objectifs réformistes.» (Dupuis-Déri, F. 2004a, p. 80). Ne plus croire à la révolution modifie l'action politique dans le sens où elle ne se projette plus uniquement dans le futur mais prend son sens ici et maintenant tout en étant liée à une perspective plus large:

Si on va juste pour la *fucking* révolution, ben d'ici le jour J y a un paquet de monde qui va souffrir. Mais en même temps si tu te bats pour la réforme en gardant juste comme horizon le court-moyen terme, puis que t'as pas dans ta perspective de changement une transformation radicale de la société et du système, ben là il y a un problème...F6

Ne plus croire en la Révolution, c'est aussi renoncer à une conception du changement social par la prise du pouvoir d'État, et donc s'affirmer en tant que contre-pouvoir, voire même en tant qu'anti-pouvoir (Holloway, J. 2003). «Je suis mi-anarchiste dans le sens que je crois à l'importance du pouvoir d'État, mais c'est une infime partie de la solution»H6. Dans nos sociétés, le pouvoir politique n'est plus concentré seulement en l'État: les

multinationales, les banques, les lobbies, les institutions financières ont autant sinon parfois plus de pouvoir que les gouvernements, de sorte que prendre le pouvoir d'État ne signifierait pas forcément avoir le pouvoir politique. De plus, les expériences du siècle passé, qui s'articulaient autour de la prise du pouvoir d'État, qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes, n'ont jamais réussi à changer le monde de façon radicale. Si on part du principe que l'État est une forme de domination, remplacer ceux au pouvoir par un autre groupe de personnes ne reviendrait qu'à changer les auteurs de cette domination. Et impliquerait une nouvelle fois un changement politique «par en haut», qui ne correspond pas aux valeurs d'autodétermination²² que nous avons identifiées chez les engagé-e-s. Aussi, l'action politique ne prend plus comme objet la conquête du pouvoir (domination) mais plutôt l'exposition et la délégitimisation de ses mécanismes, l'émancipation de ce pouvoir et éventuellement sa dissolution. (Holloway, J. 2003). «Bref, il s'agit de transformer la réalité sans passer par l'épreuve de l'exercice des responsabilités gouvernementales. L'objectif est donc de mobiliser la société pour imposer des alternatives ou à défaut pour mettre un coup d'arrêt aux offensives néo-libérales.» (Khalifa, P. 2004, p. 29)

Perdre l'espoir de connaître un jour un changement social radical peut potentiellement mener à la tristesse et à l'apathie. Mais on remarque chez les personnes interrogées un dépassement du désespoir, au nom de la solidarité, au nom de la révolte et du refus de laisser les choses se faire sans s'interposer:

Même si je suis pas super optimiste ça empêche pas que j'ai le sentiment qu'il faut que je fasse quelque chose. Je peux pas juste baisser les bras et penser qu'on est foutu de toute façon. Si tout le monde fait ça c'est sûr que la situation s'améliorera pas. F3

Le monde crève dans ce système là! Moi je vais pas rester sur mon cul à rien faire! Que ça change de mon vivant ou pas, moi j'ai le pouvoir de choisir ce que je fais de ma vie et je veux pas vivre en laissant ces injustices là...c'est inconcevable humainement. F6

²² L'autodétermination en droit international est le principe selon lequel un peuple doit avoir le droit de déterminer sa propre forme de gouvernement, indépendamment de toute influence étrangère. Le concept s'étend au droit des communautés à disposer de leurs territoires et à les gérer collectivement.

Agir malgré tout même lorsque l'espoir d'un futur meilleur n'est plus entretenu, c'est rétablir une temporalité politique du présent, c'est rechercher l'espoir et la satisfaction ici et maintenant, «plutôt que d'attendre des lendemains qui (dé)chantent d'après le grand soir révolutionnaire. Cela prend la forme d'un réformisme qui n'est pas toujours très radical mais qui en a la potentialité. Ce qui en fait la radicalité c'est la dose d'utopie, à savoir de nouveauté qu'il contient» (Lamoureux, D. 2004, p. 4).

2.2. L'action politique ici et maintenant

Comment les répondant-e-s conçoivent-ils/elles l'action politique? Quels sont les types d'action auxquels ils/elles prennent part? Une des premières exigences qu'ils/elles manifestent est la nécessité d'agir localement: «Il faut pas perdre de vue que l'action doit être locale, les macro solutions, y a plus grand monde qui croit à ça»H2. Il faut partir de ce qui est concret, de ce qu'on connaît, de ce sur quoi il est possible d'avoir de l'impact: sa famille, son milieu, son quartier... «Parce que la politique ce n'est pas quelque chose qui est détaché de la vie de tous les jours»F1. Partir du local, c'est permettre de rétablir les liens entre les actions et les conséquences, redonner une vision de la citoyenneté et de la responsabilité, aller à l'encontre des dynamiques d'un système qui dépossède les individus de leur pouvoir (créateur). En s'opposant, en agissant localement, dans leurs vies, dans leurs communautés, concrètement, ils/elles réclament le contrôle de leurs existences, s'opposent à l'inexorabilité, à la fin de l'histoire. Les luttes sont locales sans être pour autant conservatrices ou protectionnistes (du type *Not In My Backyard* (NIMBY), pas dans mon jardin), car elles sont profondément ancrées dans une perspective globale: «Penser global et agir local, c'est un cliché mais c'est fort et pertinent»H2.

Pourquoi se concentrer sur l'action locale, sur le *grassroot movement* (Fournier, V. 2002.) plutôt qu'essayer de changer la structure globale? H4 est la seule personne qui s'implique à un niveau technocratique («C'est sur la machine que je vais faire des influences, c'est ça moi qui me branche.»H4), et encore a-t-il choisi de s'impliquer au niveau municipal plutôt que provincial ou national car c'est d'après lui là que la structure est la plus souple et

peut permettre d'accomplir le plus de changements. Mais pour les autres, l'action porte sur des situations concrètes. F2 reconnaît ainsi l'importance de la tenue du Sommet Mondial de l'Information à Genève mais avoue: «moi je peux pas...ils ont essayé, ils ont avancé, ils ont réunis les ONG...Moi je fais mon changement à mon niveau»F2. S'impliquer concrètement, localement, physiquement, c'est redonner à la politique sa dimension humaine, c'est inverser le mouvement de dépossession et de perte de pouvoir qui prévaut dans nos sociétés, c'est essayer de provoquer un changement ici et maintenant, là où c'est possible.

Nous avons recensé les actions auxquelles les personnes ayant participé à la recherche ont pris part. Elles sont extrêmement diverses et vont de la pratique de théâtre d'intervention à la signature de pétitions en passant par des actions de désobéissance civile²³. Nous avons décidé de les diviser en cinq catégories, soit: la politique de la rue; le travail d'éducation et de conscientisation populaire; l'action politique individuelle; la politique dans le cadre institutionnel et la création d'alternatives. Cette division nous permet d'aborder la majorité des actions posées tout en analysant leur impact, leur sens pour les personnes qui les posent et les problèmes qu'elles soulèvent. Cette catégorisation ne peut néanmoins être rigoureuse car la plupart des actions participent à plusieurs dynamiques. Une cuisine collective autogérée qui distribue de la nourriture lors des manifestations par exemple est à la fois une action contre l'industrie agroalimentaire et la logique capitaliste qui sous tend la production de nourriture, une alternative concrète à la nourriture industrielle et une préfiguration politique quant aux modes d'organisation collective. Il est aussi à noter qu'aucun-e des engagé-e-s ne se limite à une catégorie d'action. Certes, selon leur sensibilité, leurs groupes d'appartenance, ils/elles vont plus tendre à favoriser un type d'action plutôt qu'un autre, mais ils/elles ne se cantonnent pas à un seul type d'intervention.

²³ «La désobéissance civile désigne l'accomplissement délibéré d'une action prohibée par une loi ou un règlement en vigueur, dans le but d'exercer, soit directement, soit indirectement par l'appel à l'opinion publique, une pression sur le législateur ou sur le pouvoir politique, visant soit la modification de la loi transgressée, soit la modification d'une décision politique, soit même le renversement de ce pouvoir.» (Tennenbaum, N. 2003, p. 5)

2.2.1. La politique de la rue: manifestation et action directe

Plusieurs analystes des mouvements sociaux et des formes de protestation ont fait état d'une recrudescence des manifestations, parallèle à la chute de la courbe des grèves et des adhésions aux partis politiques et aux syndicats (Favre, P. et O. Fillieule, 1994; Tartakowski, D. 2004, p. 111). Pour Tartakowski, cette croissance exponentielle de la manifestation témoigne d'une distance à l'égard des formes convenues du politique. On pourrait faire le lien entre ce regain d'activité dans la rue et le désenchantement qui a été exprimé par les activistes par rapport à la politique institutionnelle basée sur la représentation, ainsi qu'avec le désir de s'impliquer directement, physiquement, de ramener la politique à un niveau plus personnel. On constate aussi une tendance à une radicalisation des méthodes contestataires; certains groupes traditionnellement portés au dialogue et à la concertation reconnaissent maintenant l'usage de la désobéissance civile comme un moyen de pression légitime (par exemple la Fédération des Femmes du Québec).

2.2.1.1. La manifestation et ses formes

La manifestation dans sa forme la plus traditionnelle est un moyen de pression utilisé par un acteur social reconnu (par exemple un syndicat, une coalition de groupes environnementaux), qui s'oppose à une décision du gouvernement ou réclame des changements sociaux. Sa taille, l'ampleur de la mobilisation qu'elle suscite va établir un rapport de force avec le pouvoir afin de renégocier des aspects des politiques du pouvoir en place. Mais la manifestation peut prendre d'autres formes, dépendant notamment de ses revendications, de la reconnaissance institutionnelle ou politique des personnes qui en sont à l'origine et de l'interlocuteur à qui elle s'adresse.

Une manifestation peut ainsi être une réaction à une circonstance précise et être porteuse d'une revendication concrète (par exemple le rejet du projet de centrale thermique Suroît). Mais elle peut aussi être porteuse de revendications plus «abstraites», par exemple pour la paix, la démocratie, la journée de la Terre. Elle peut aussi avoir comme objectif la «solidarité avec» (la Palestine, les luttes paysannes). Elle peut être organisée par des acteurs politiques

identifiés (partis politiques, syndicats, ONG) mais aussi par d'autres qui ne sont que des regroupements d'individu-e-s, des coalitions de groupes communautaires ou des collectifs autonomes qui ne sont pas reconnus par le Pouvoir comme des interlocuteurs politiques, ce qui modifie grandement la surveillance et l'encadrement policier de la manifestation (la mobilisation policière est très différente dépendant qu'il s'agisse d'une manifestation contre la ZLEA²⁴ ou contre la guerre en Irak). Si les manifestant-e-s ne sont pas systématiquement reconnu-e-s par le pouvoir comme interlocuteurs/trices valables, le Pouvoir n'est pas non plus toujours l'entité visée par la manifestation. Elle peut cibler une entreprise, un organisme international, elle peut servir à attirer l'attention des médias et de la population sur une problématique particulière...

La manifestation est aussi porteuse de sens en soi dans le sens où elle regroupe pour quelques heures des personnes sur la base d'une conviction partagée, elle permet d'exprimer physiquement son désaccord ou ses revendications de façon à la fois individuelle et collective. Pour H6, la manifestation est un moment privilégié: après y avoir participé, il avoue ressentir une euphorie pour quelques jours, due au sentiment de partage, de solidarité.

La manifestation n'est donc pas seulement un moyen de pression mais aussi un événement qui a une finalité en soi. Sa forme n'est pas seulement celle d'une marche encadrée par un service de sécurité, précédée par les élu-e-s et personnes phares du mouvement, avec banderoles et slogans. Surtout depuis l'émergence du mouvement de justice globale, la manifestation adopte des formes de plus en plus originales, mêlant contestation, actions, festivités, création artistique, musique. Il est courant de voir dans les manifestations des marionnettes géantes, des fanfares, des chorales (*The Raging Grannies*²⁵), du théâtre de rue, des échassier-e-s. Une notion de plaisir et de carnaval s'est greffée à la manifestation. La création, le festif sont pour F9 et H6 un élément essentiel de la manifestation, afin de sortir du schéma de l'opposition, de la confrontation au pouvoir.

²⁴ Zone de Libre Échange des Amériques.

²⁵ Les Raging Grannies sont des chorales de femmes mûres qui s'opposent à la guerre et à la misère sociale. Elles écrivent des chansons satyriques qu'elles chantent sur des airs connus et se produisent lors de manifestations ou événements militants. On les identifie à leurs chapeaux et vêtements extravagants.

Tentons de nous faire entendre et à défaut soyons visibles, soyons bruyant-e-s, soyons là, et amusons nous. Les Panthères Roses privilégient ainsi les manifestations et les actions créatives et colorées, le rose et la musique pop étant souvent de mise. Pour Jordan et Withney (2002), ces manifestations-carnaval sont des actions directes dans le sens où chacun-e devient acteur/trice, participe sans faire appel aux politiciens ou à la bureaucratie, et vit pour un instant une organisation en mouvement et sans hiérarchie. On peut aussi voir dans cette esthétisation de la contestation une conséquence de la transformation de la participation aux mouvements contestataires: à l'imagerie virile caractéristique du mouvement ouvrier se sont substitués des modes de protestation plus adaptés aux subjectivités des personnes en présence. (Tennenbaum, N. 2003, p. 4)

La manifestation peut devenir manifest'action lorsqu'elle a un objectif précis: une occupation, un blocage, un Réclame Ta Rue²⁶. Elle est alors orientée par les organisateurs/trices et ceux et celles qui le souhaitent peuvent participer à l'action. Parfois des groupes ou des personnes au sein de la manifestation vont adopter des formes de désobéissance: graffitis, libération d'espaces (détruire les symboles du capitalisme et de l'oppression), passage en force à travers les lignes de police afin d'atteindre un objectif. Certaines de ces actions de désobéissance vont être la conséquence de la présence policière et de la répression (par exemple renvoyer les cannettes de gaz ou pratiquer une désarrestation). F5 s'est ainsi radicalisée dans ses moyens d'action suite à la violente répression policière à laquelle elle a assisté lors des événements de Seattle en 1999. La répression et la surveillance policière abusive (un rapport du Comité des Droits Humains des Nations Unies publié en Novembre 2005 s'inquiète des excès de la police de Montréal, qui pratique régulièrement des arrestations massives, parfois même avant le début d'une manifestation²⁷) suscitent la colère et la révolte des personnes qui y sont confrontées ou y assistent. F3 s'interroge sur la part de responsabilité de la provocation policière lors des débordements: «c'est quoi l'attitude du pouvoir en place par rapport aux manifestants, de les attendre avec

²⁵ Un Réclame Ta Rue est une réappropriation de l'espace public. Des personnes se regroupent à un endroit, bloquent la circulation et organisent une fête de rue qui va durer plusieurs heures.

²⁷ Article disponible: <http://www.alternatives.ca/article2251.html>

du poivre de Cayenne, des matraques, des anti-émeutes, des barricades...Est ce que ça ne crée pas un climat propice aux problèmes?»

Quel est le sens de ces actions de désobéissance? Pour F6, qui a participé à des actions de destruction de propriété corporative:

La destruction de propriété je trouve que c'est un moyen de légitime défense [...] il y a des gens qui trouvent que c'est symbolique pour les média, mais pour moi puis ma gang c'est bien plus que les média, t'as le droit d'être en colère contre ce système là et d'atteindre à la propriété de ceux qui perpétuent l'oppression, y a aucun problème avec ça! F6

Tandis que pour ceux et celles qui y participent ce type d'action est légitimé par la violence de leur cible, le Pouvoir au contraire instrumentalise la «violence» des contestataires. Alors que la violence est parfois célébrée par l'État, par exemple lors de la commémoration de la Libération et de la Résistance, ou afin de justifier une «guerre juste» en Irak ou en Afghanistan, elle est systématiquement condamnée, voire associée au terrorisme²⁸ lorsqu'elle est le fait d'individu-e-s contestataires. La grève étudiante de l'hiver 2005 est un bon exemple de cette instrumentalisation puisque le gouvernement refusa de négocier avec une partie des étudiant-e-s en grève en raison de leur refus de condamner les actions «violentes» posées par quelques un-e-s, soit des graffitis et l'occupation du bureau du ministre de l'éducation. Il y aurait un long débat à avoir sur la définition de ce qu'est la violence et si elle s'applique ou non aux biens matériels, qui semblent être les seules victimes des contestataires québécois-e-s. Quelques personnes que nous avons interrogées condamnent absolument ce type d'action et les considèrent stupides ou contre productives:

²⁸ La loi antiterroriste adoptée quelques semaines après les événements du 11 septembre établit une définition très large du terrorisme: est un acte terroriste tout geste de dissidence politique ou de protestation fondé sur des motifs politiques, idéologiques ou religieux, s'il vise à intimider une partie de la population, s'il nuit à la sécurité économique ou s'il perturbe gravement des services essentiels, qu'ils soient publics ou privés. Rapport alternatif de la Ligue des Droits et Libertés au Québec, 19 septembre 2005: http://www.liguedesdroits.ca/documents/surveillance/CDH2005/CDH2005_CanadaLDL_fr.pdf.

Je pense pas que casser des vitrines ce soit très constructif parce que tu casses les vitrines d'un dépanneur qui a pas forcément d'argent et ça change pas la société. Je pense que c'est un peu dommage parce que ça légitimise pas une action, ça la dévalue et ça n'apporte pas un respect par rapport aux idées [radicales]. F1

En revanche, une majorité de personnes vont reconnaître le principe de la diversité des tactiques, et même s'ils/elles ne sont pas prêt-e-s à poser certains types d'action, ils/elles en reconnaissent la pertinence:

Moi je crois beaucoup au respect des différentes tactiques, je trouve ça extraordinaire que le mouvement altermondialiste en soit rendu à se dire que le vendredi on trouble l'ordre public et le samedi on fait une manifestation familiale. Je trouve ça génial qu'on arrive à accepter que le mouvement se divise et agisse de façon différente. C'est sûr qu'après il y a le débat sur comment la population interprète tout ça, mais je pense que chacune des méthodes utilisées est justifiée. Quand les gens pètent des fenêtres et disent que les plus violents, c'est pas eux mais les multinationales, moi je suis d'accord [...] On n'a pas à réprimer les gestes de violence de ces gens là mais plutôt à expliquer à la population ce que ça veut dire. H4

Si H7 reconnaît aussi la pertinence de poser des actions de destruction lors de la manifestation, il condamne en revanche les personnes qui les commettent et viennent ensuite se réfugier dans la foule, exposant ainsi tout le monde à la répression policière.

2.2.1.2. Les «actions directes»

Nous avons décidé de considérer comme action directe toute action, légale ou illégale, planifiée au préalable collectivement, qui implique physiquement le/la militant-e et qui vise à empêcher ou à perturber un événement ou un ordre de choses dans une perspective de dénonciation et/ou d'opposition et/ou de remise en question. Cette intervention peut se faire sur le mode offensif (pénétrer de force dans un bâtiment pour faire une occupation), défensif avec une exposition des personnes (blocage d'accès, s'enchaîner aux arbres pour empêcher leur coupe) ou symbolique (bloquer les rues en instaurant des faux *checkpoints* militaires afin de faire prendre conscience de la situation palestinienne). Le choix de proposer notre propre définition (probablement incomplète et sujette à des remises en question) résulte d'une difficulté de trouver un accord chez les auteur-e-s, théoricien-ne-s et observateurs/trices des

mouvements contestataires quant à la catégorisation de ce qui relève de l'action directe. Si une base théorique est généralement partagée -soit que l'action directe est une forme d'action politique qui outrepassse les réseaux parlementaires et bureaucratiques pour directement améliorer une situation ou éliminer une injustice, ou ralentir ou faire obstruction aux opérations d'un système injuste (Conway, J. 2003)- chaque auteur-e possède en revanche sa propre grille d'analyse lorsqu'il s'agit de catégoriser ou non une action comme action directe. Nous avons donc décidé d'écarter un débat théorique et de simplement recenser les actions auxquelles les personnes interrogées ont pris part, et les questions qu'elles soulèvent.

Si l'action directe peut potentiellement prendre des formes violentes et offensives (terrorisme, attentats, enlèvements...) dans le contexte québécois cette forme d'action politique n'est pas évoquée ni envisagée. C'est pour F6 un privilège de nos sociétés occidentales, car dans d'autres pays la contestation ne peut s'envisager que dans un climat de violence. Au Québec, les outils de l'action directe sont plus sa rapidité, son originalité, la particularité de ses modes d'organisation, son humour que sa violence. Les Entartistes²⁹ conseillent ainsi de ne pas utiliser de crème à raser mais bien de la crème fouettée dans une tarte à fond mou afin d'être certain-e-s de ne pas blesser les personnes visées ni causer des réactions allergiques.

L'action directe peut avoir plusieurs objectifs, souvent simultanés:

-Empêcher un événement d'avoir lieu comme lors du blocage du Complexe G à Québec³⁰, ou les manifestations de Seattle en 1999.

-Perturber un événement lorsqu'il est impossible de l'empêcher: par exemple lors de la tenue du congrès du Parti Conservateur à Montréal, les Panthères Roses au Printemps 2005 organisèrent une manifestation qui avait pour but de scandaliser les congressistes afin de ne

²⁹ Individu-e-s rendant justice à l'aide de tarte à la crème qui pourraient être d'un certain point de vue considéré-e-s comme des terroristes puisque selon eux/elles, le ridicule tue. Parmi leurs victimes: Pierre Karl Peladeau, Pierre Bourque, Gerald Tremblay... <http://www.entartistes.ca/entree.html>

³⁰ Action menée en 1997 qui revendiquait un revenu décent pour tout le monde, la hausse du salaire minimum, la réduction de la semaine de travail, des services publics et sociaux gratuits, universels et de qualité, le contrôle démocratique et communautaire des ressources, ainsi qu'une économie mondiale fondée sur des échanges équitables et la solidarité.

jamais les revoir à Montréal. Drag-Queen, musique pop, rose omniprésent, couples du même sexe s'embrassant et faux évêques distribuant des préservatifs étaient la stratégie mise en oeuvre, de même qu'un court blocage des accès au congrès.

-Dénoncer une situation: les Panthères Roses pour la Saint Valentin 2004 allèrent vomir dans les magasins des commerçants du Village qui s'enrichissent avec «l'argent rose» dans reverser d'argent à divers/cité³¹.

-Exposer la violence de l'État, et ce faisant lui opposer une supériorité morale des contestataires par la non-violence de l'action. Par exemple lors de la tenue d'un *sit-in*³², l'évacuation brutale des manifestant-e-s par les forces de l'ordre peut mener les personnes spectatrices de la scène à se questionner sur la légitimité de la force policière face au pacifisme des protestataires. C'est le concept de *Satyâgraha* (la force de l'âme) développé par Gandhi (Jordan, T. 2003, p.48).

-Attirer l'attention sur une cause précise, faire réagir la population, comme le fit Act Up! par exemple en installant un préservatif géant sur l'obélisque de la Défense, ou lors de «commandos bouffe»³³.

Ce qui est le fun avec le comité c'est qu'il y a une originalité dans le mode d'organisation des actions, qui sont pas à grand déploiement mais qui vont susciter des réflexions à défaut d'un changement. Les actions ont pas la prétention de changer le système mais tendent à éveiller les consciences plus qu'une simple manifestation qui fera pas parler d'elle à moins d'y avoir des arrestations. H7

L'objectif de l'action directe est à la fois la cible visée et l'opinion publique, car celle-ci est nécessaire afin de conquérir la légitimité. L'action directe est un jeu sur le sens dans la

³¹ Divers/cité est un organisme qui organise la célébration de la fierté GLBT à Montréal.

³² Action non-violente consistant à bloquer un lieu en s'asseyant en grand nombre en face des accès. Les personnes sont invitées lors d'un *sit-in* à ne pas protester contre leur arrestation mais à se faire les plus molles possibles afin de rendre leur évacuation plus difficiles pour les forces de l'ordre.

³³ Action consistant à pénétrer dans un grand restaurant, de préférence lors d'une réunion d'hommes politiques ou de représentants du monde de la finance, afin de subtiliser la nourriture et la distribuer aux personnes de la rue.

mesure où elle transgresse l'ordre des choses, et parfois la loi, et propose une autre morale. À la légalité, à l'ordre établi elle oppose la légitimité, la supériorité morale: «la violence, c'est le bulldozer qui détruit une forêt, l'avion militaire qui bombarde. Quelqu'un qui crève les pneus de cet avion là, c'est pas un geste de violence même si c'est considéré comme tel par l'État.»H3. La conquête de la légitimité passe par celle de l'opinion publique. Il faut exposer la justesse de la cause et justifier les moyens mis en oeuvre dans l'action.

Visant l'instauration de nouvelles formes de démocratie, la transgression de la loi permet à ces militants de s'attaquer aux modes de reproduction des normes et des croyances propres au champs politique. Enfreindre la loi devient alors une sorte de jeu avec la règle du jeu, les militants [...] justifiant leur désobéissance à une loi au nom de l'obéissance à une autre loi jugée supérieure. Il s'agit de parvenir ainsi à conquérir une légitimité qui annule la transgression dont ils se rendent coupables au nom d'une morale supérieure. (Tennenbaum, N. 2003, p. 6)

Il y a une recherche de civilité dans la transgression (Pedretti, M. 2001) qui vise à insister sur le caractère légitime de l'action de désobéissance.

Plusieurs répondant-e-s ont pris part à des actions directes et sont prêt-e-s à le faire de nouveau. La désobéissance est un moment important de la «carrière militante» car elle est un moment de prise de position physique, de prise de risques concrets par la personne pour défendre ce à quoi elle croit. Elle est aussi un moment de solidarité en acte et de partage avec les camarades militant-e-s. C'est enfin un moment de satisfaction, d'euphorie et de justification de l'engagement (Tennenbaum, N. 2003, p. 6) lorsqu'elle permet de vraiment atteindre la cible visée, même à petite échelle, de réussir à s'opposer concrètement à l'ordre des choses. Mais le recours à l'action directe n'est pas toujours approprié comme le mentionne F7, notamment en raison des conséquences parfois lourdes sur les personnes:

«Direct action can be nothing but positive: but in terms of individuals, it is very harmful financially or psychologically, going to jail, it disrupts people's life, it's not fun. But I support direct action all the time, it can't hurt [...] I don't say it's always appropriate but ideologically I support it».F7

Tou-te-s ne sont pas prêt-e-s à poser ce type d'action. F3 par exemple admire des personnes comme Jaggi Singh³⁴ ou José Bové qui sont prêts à commettre des actions illégales et à aller en prison pour leurs convictions, mais elle n'envisagerait pas de recourir elle-même à la désobéissance.

On comprend que l'action directe est un moyen: moyen pour attirer l'attention, pour dénoncer, pour atteindre les structures de l'oppression ou leurs représentants. Mais l'action directe, comme la manifestation, est aussi une fin en soi dans le sens où elle est une préfiguration de ce qui pourrait être possible:

«Direct action is not about transgressing law simply for the sake of it, but ultimately about creating spaces that can stand outside of power, autonomous zones in which one can begin experimenting things like direct democracy. It's about a vision of what a truly free society might look like». (Graeber, D, 2002a)

2.2.2. Production- diffusion média et brouillage culturel

En recensant les actions politiques de l'échantillon de personnes interrogées, nous avons été surpris de constater le nombre élevé de personnes (15/16) ayant pris part à la production de média alternatifs (CMAQ-Indymedia, documentaires engagés auto-produits), la diffusion (distribution de magazines ou de livres traitant des problématiques et alternatives sociales, organisation du Salon du Livre Anarchiste), la participation à des projets d'éducation populaire ou à des activités artistiques visant à informer ou faire participer le public. Cet intérêt pour la production et la diffusion médiatique et l'éducation populaire peut être interprété comme le signe d'une reconnaissance de la participation de chacun-e au système. La civilisation n'est pas un vernis extérieur dont il suffirait de se débarrasser mais bien le tissu dont chacun-e de nous est tissé (Aubenas, F. et M. Benasayag. 2002, p. 70). Aussi, le changement doit passer par la prise de conscience et la remise en question individuelle, ce qui va de pair avec l'accès à l'information.

³⁴ Militant anarchiste montréalais impliqué entre autre dans la défense des personnes migrantes et sans-statut avec le collectif Solidarity Across Borders/ Solidarité Sans Frontières.

Quelqu'un qui ne sait pas qu'il achète des produits qui appartiennent à Monsanto, je peux pas le tenir responsable d'encourager cette multinationale là. C'est le jour où je vais avoir fait une interaction avec lui et que je vais lui avoir dit que quand t'achètes une barre Mars ça appartient à telle multinationale qui achète du cacao d'esclaves Africains, à partir du moment où il le sait il devient responsable du geste qu'il pose. H4

F9 s'engage principalement dans le domaine de la culture et de l'éducation, car pour elle c'est ce qui est à la base de tout. Il n'y a que quand on est éduqué-e-s, informé-e-s, que l'on peut sortir du rôle de consommateur/trice passif/ive que la société nous octroie, et devenir acteur/trice. Or, les média québécois, propriétés de grands conglomérats financiers ou de l'État, ne semblent pas être les outils adéquats pour informer réellement les citoyen-ne-s et apporter de nouvelles idées. «On ne peut pas envisager de démocratie sans une circulation libre et sans entraves de l'information entre les citoyens»H2.

La production de média alternatifs³⁵ permet d'aborder des sujets souvent évacués des média traditionnels, ou de proposer d'autres interprétations et analyses des événements. Leur diffusion à faible coût ou sur Internet permet une grande accessibilité de l'information (notamment internationale), d'autant plus que le copyleft³⁶, de plus en plus utilisé, permet le téléchargement ou l'utilisation sans contrainte de documents. Produire des média alternatifs, c'est aussi rétablir une proximité entre la production médiatique et la communauté. Comme le mentionne F2, c'est ceux et celles qui subissent les politiques qui sont le plus habilité-e-s à en parler, et devraient de ce fait avoir un plus grand accès aux média. La diffusion sans entrave de l'information permet de faire connaître les problématiques, les luttes, les alternatives qui sont élaborées ici et ailleurs et ainsi de créer un sentiment de solidarité et de vécu partagé, de sortir de l'isolement.

Brasse la Cage par exemple en tant que collectif de vidéaste s'est donné pour mission de recenser les cinéastes indépendants du Québec et organise des soirées thématiques au cours

³⁵ Nous entendons par média alternatif tout matériel produit en dehors des réseaux traditionnels de la culture et de l'information, dont le but n'est pas le profit financier.

³⁶ Le copyleft est la possibilité donnée par l'auteur-e d'un travail soumis au droit d'auteur à l'utilisateur/trice de copier, utiliser, étudier, modifier et distribuer son œuvre, avec la restriction que celui/celle-ci devra laisser l'œuvre sous les mêmes conditions d'utilisation, y compris dans les versions modifiées ou étendues.

desquelles des documentaires sont présentés et des acteurs/trices des luttes sociales et des individu-e-s sont invité-e-s à se rencontrer, débattre et créer des réseaux. Les Lucioles, un autre collectif de vidéastes engagé-e-s proche des Panthères Roses filment souvent leurs actions et les rendent accessibles en ligne, ce qui permet entre autre aux Panthères des autres pays (France, Espagne...) de prendre connaissance de leurs actions. À travers la réappropriation de la production médiatique, il y a une possibilité de donner une autre vision du monde, de se le réapproprier symboliquement.

C'est aussi ce qui est en jeu dans le brouillage culturel (*culture jamming*) (Jordan, T. 2003, p. 88). Le brouillage culturel, auquel s'adonnent quelques un-e-s des répondant-e-s, est une transgression des codes culturels communs qui en reprend la forme. En détournant ce qui est considéré comme normal elle invite à se re-questionner sur le bien-fondé de cette normalité. Un brouillage culturel, c'est par exemple inverser les figurines sur les portes des toilettes afin que le logo «femme» se retrouve au dessus de la mention «homme» et vice-versa afin de requestionner le concept de genre³⁷. Cela peut aussi prendre la forme d'une manipulation de message publicitaire, ou d'une pancarte électorale, ou la distribution de faux coupons rabais (des «dollars roses») pour des commerces gays afin de dénoncer la consommation rose (action posée par les Panthères Roses). Derrière le brouillage des codes qui constituent le quotidien, il y a le désir de requestionner leur sens et de se réapproprier le contrôle des imaginaires.

2.2.3. L'action politique individuelle

Comme la section basée sur la production culturelle le montre, une grande importance est accordée à l'individu-e, à sa prise de conscience, à sa responsabilité. Être plus informé-e pour agir mieux. Toutes les personnes interrogées exécutent chaque jour, individuellement, des petits gestes auxquels elles accordent une portée politique: boycott, signature de pétition,

³⁷ Pour un exemple de brouillage culturel, voir Appendice B

lettres à des députés, achat de produits biologiques ou équitables, recyclage, *Do It Yourself* (DIY)³⁸, végétarisme, utilisation d'alternatives menstruelles, non-consommation d'alcool durant la grève de la SAQ, utilisation d'une bicyclette ou de transports en commun... Si ces actions sont des choix de vie individuels, elles sont néanmoins pensées dans une perspective politique collective. Pour F3, le changement social doit passer par le changement des habitudes de chacun-e, et il est possible de changer le monde un geste à la fois: «changer les habitudes de chacun, ça va avoir un impact sur le pouvoir, qui va à son tour avoir un impact sur les citoyens. De plus en plus de citoyens refusent les 4/4, à un moment, le gouvernement va peut être prendre des mesures et pénaliser». F3. Tou-te-s ne sont pas aussi optimistes quant à la possibilité de provoquer le changement par des petits gestes de la vie quotidienne mais les posent tout de même pour leur impact concret sur les personnes, sur l'environnement: un sac de plastique de moins, quelques dollars de plus pour un producteurs de café du Sud... Certain-e-s cependant tels H6 émettent des réticences quant à l'impact possible de cette «militance au quotidien»:

Moi je crois pas que c'est en allant chercher les individus un par un qu'on va bâtir un mouvement [...] Il y a un danger de jouer la dessus, que ça devienne un lave-conscience; «je récupère, j'achète équitable et roule au jus de banane bio, je fais ma part pour la société». C'est important de le faire mais j'ai peur que ça devienne «j'ai fait ma part c'est suffisant»... Ça doit aller plus loin. H6

Pour lui, boycotter Mac Donalds n'aura aucun impact si on ne met pas profondément en cause nos modes de vie, nos habitudes de consommation et le système agro-alimentaire. Au mieux cela ne contribuera qu'à accroître les ventes du Burger King. Faut-il cesser alors de poser ces petits gestes? Non, le pragmatisme reste de mise, et c'est notamment lorsque l'on étudie la participation des activistes au système politique institutionnel que cela transparaît le plus.

³⁸ Le DIY est une philosophie caractérisée par les notions d'action, d'indépendance, d'autogestion et de ré-appropriation. Elle repose sur une construction de situations en dehors du capitalisme. Bâtir des espaces collectifs autogérés, faire de la récupération et de la transformation d'objets pour les utiliser ensuite, fabriquer des serviettes menstruelles lavables, auto-produire un disque ou un magazine sont des exemples de DIY.

2.2.4. L'action politique dans le cadre institutionnel

«Si tu rentres pas dans le système, tu vas jamais le changer [...] Il peut y avoir des changements dans une structure pour essayer de l'améliorer, il faut pas forcément l'anéantir. Le monde idéal on va peut être pas l'avoir en essayant de détruire»F1. Collaborer et essayer de changer le système de l'intérieur; possibilité réelle ou tentative d'éviter le pire?

2.2.4.1. Le vote

Sur seize personnes, une seule ne vote pas et deux votent irrégulièrement, ce qui représente une proportion supérieure à la moyenne nationale puisque seulement 60.5% des Québécois-es ont voté lors des 38eme élections générales en 2004 (64.1% en 2000, 73.3 % en 1997, 77.1% en 1993)³⁹. Comment interpréter ces chiffres lorsqu'on sait leur manque de confiance dans le système politique?

Pour F3, voter est un devoir de citoyen dont il faut s'acquitter. Pour d'autres, c'est plutôt un privilège dont il faut profiter, car il peut permettre d'éviter le pire, comme l'accession de Jean Marie Le Pen ou Georges Bush au pouvoir. F4, même si elle ne croit pas au système de la démocratie représentative, a commencé à voter récemment, ce qu'elle justifie ainsi: «I began to which is curious, I want to be more involved instead of resigning that there is no use, that I don't have any power». Elle veut croire que son vote peut avoir de l'impact et agir sur une réalité concrète plutôt que se retirer dans «une bulle alternative».

Mais pour qui votent-ils/elles? Une grande proportion des répondant-e-s (7) annule le vote de façon plus ou moins régulière, ce qui est pour eux/elles une façon de critiquer le système de la délégation du pouvoir, la passivité de la démocratie représentative ou le système de partis. Le vote, parce qu'il délègue la responsabilité, est considéré comme un anesthésiant de l'action politique (Pedretti, M. 2001, p. 153). H3 vote blanc afin de ne pas légitimer par sa participation un système qu'il conteste, mais comme d'autres il regrette que

³⁹ Information disponible sur www.elections.ca: <http://www.elections.ca/scripts/OVR2004/defaultf.html>.

les annulations ne soient pas prises en considération lors du décompte afin d'être enregistrées comme une protestation effective, et non pas assimilées à un désintérêt de la chose politique. Quelquefois, lorsqu'un-e candidat-e «de gauche» a des chances d'être élu-e dans leur secteur, ces personnes, qui d'habitude annulent, votent pour lui ou elle: F8 a ainsi voté une fois pour l'UFP: «Je crois pas à la voie électorale mais en même temps je vis pas sur Mars, le système est là, si ce parti là peut avoir une voix de plus, si ça peut les aider à être plus présents au niveau de la population en général, alors là ça vaut la peine». F8.

La volatilité des votes et l'adoption des «votes stratégiques» est une manifestation d'une crise de confiance par rapport à la politique. Seulement quatre personnes ont des lignes de vote régulières. F7 va systématiquement voter pour le parti le plus «à gauche», quel qu'il soit, tout en ayant conscience que jamais il ne rentrera au pouvoir. F1 et F2 votent toujours pour l'UFP ou le NPD afin d'être conséquentes avec leurs opinions politiques. Pour elles, l'histoire se fait de petites choses et c'est en plébiscitant les alternatives qu'on pourra espérer un changement à long terme. H6 vote aussi pour l'UFP mais n'aimerait pas que le parti rentre au pouvoir car il considère que leur mode de fonctionnement interne ne correspond pas à leurs valeurs.

Les autres adoptent un vote stratégique, qui se décide au gré des élections, suivant les rapports de force entre les concurrents, comme F9 qui a voté pour l'ADQ⁴⁰ aux dernières élections (elle est la seule à ne pas avoir voté à gauche):

Je me suis battue avec mon propre choix, j'aurais pu essayer de voter pour des comités alternatifs comme l'UFP, mais je suis ambiguë parce que si je leur donne mon vote, il comptera pas parce qu'il y a pas assez de monde qui va voter pour eux. Mais si tout le monde dit ça, ça arrêtera jamais. Mais avec un certain recul, ça m'allait les idéologies, puis il y avait une chance que mon député rentre. A chaque fois qu'il y a un vote c'est un mois d'enfer de tiraillements internes. F9

Fondamentalement, c'est important et je vote pour le moins pire, ça va dépendre de l'élection. Pas des enjeux, parce que les enjeux sont toujours les mêmes dans notre système politique parlementaire, mais ça va dépendre de la circonscription dans laquelle

⁴⁰ Action Démocratique du Québec, parti de droite qui compte 50000 membres au Québec et dont le chef est Mario Dumont.

je me trouve. Parfois un vote stratégique est plus favorable qu'un vote pour un groupuscule. Aux dernières élections fédérales, j'ai voté pour le parti Vert. J'étais très content parce que d'une façon générale, c'est un programme qui me rejoint plus que les autres partis fédéraux. Ceci-dit, je suis dans le centre ville, donc la circonscription de Westmount, c'était pas mal évident que c'est le Parti Libéral qui passerait. Si j'avais été dans un quartier où il y avait des chances que le PQ passe, je me serais plus posé la question entre voter pour le parti Vert ou le PQ. H1

Le vote n'est pas le résultat d'une conviction mais un choix stratégique pour la majorité d'entre eux/elles, ce qui est révélateur d'un profond malaise démocratique. Comme l'écrit S. Pattieu: «puisque'il n'y a rien à espérer de la politique partisane, autant voter pour le moins pire en espérant faire pression à l'extérieur» (2004, p. 22). La politique institutionnelle n'apparaît plus comme le moyen de provoquer le changement, mais au mieux comme un recours afin d'éviter le pire. Il y a là les signes d'une profonde désillusion envers un système qui ne propose finalement que peu d'alternatives, le signe d'un réalisme désabusé.

2.2.4.2. Le travail au cas par cas

On constate chez les personnes engagées un grand pragmatisme: la souffrance est bien réelle et se doit d'être soulagée, de n'importe quelle manière. Ceux et celles qui militent auprès de personnes en situation d'exclusion (immigré-e-s, précaires, personnes de la rue...) même s'ils/elles ne croient pas que le changement social puisse résulter d'une collaboration avec le pouvoir, travaillent dans les cadres du système afin d'aider les personnes qui en sont victimes. C'est le cas de la coalition Adil Charkaoui⁴¹ qui travaille pour la libération des détenus sous certificats de sécurité («Le comité de défense pour Adil Charkaoui, c'est loin d'être révolutionnaire, c'est beaucoup de lobbying et de job plate mais ça a de l'impact »F8), de la coalition Solidarité Sans Frontières qui milite pour la régularisation des sans-statut et peut aussi bien proposer de l'aide et du support légal aux personnes sans-statut que recourir à l'action directe pour s'opposer aux mesures d'immigration du gouvernement. Ces groupes mènent à la fois des actions concrètes à court terme pour apporter aide et soutien aux

⁴¹ Adil Charkaoui a été emprisonné pendant deux ans par certificat de sécurité. Il a été relâché sous conditions strictes en Février 2005. Il est devenu un symbole de la lutte pour les droits et libertés au Québec.

personnes dans le besoin, mais travaillent en même temps pour un changement radical à long terme.

Une critique souvent faite aux mouvements contestataires, c'est justement de contester et de n'avoir rien à proposer de concret comme alternative. Mais dénoncer l'oppression et l'injustice, n'est-ce pas déjà en soi légitime? «Même si le mouvement n'avait pas une seule proposition à faire, sa révolte n'en serait pas moins totalement justifiée» (Lowy, M. 2004 p. 46). Si leurs propositions et leurs revendications ne cadrent pas avec les modes de fonctionnement de la politique institutionnelle, cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'aient aucune proposition à faire. Car peut-être qu'au-delà de proposer des solutions politiques, les contestataires proposent de redéfinir ce qu'est la politique.

2.2.5. Alternatives temporaires et alternatives permanentes

2.2.5.1. Zones Autonomes Temporaires (TAZ)

En étudiant des modes d'actions politiques comme les Réclame Ta Rue, les carnivals, les actions directes, on a mentionné qu'en plus de viser un objectif, ces actions avaient aussi un sens en soi et pour soi. Elles avaient leur propre finalité, entendant par cela que le seul fait d'avoir été préparées et menées à bien était en tant que tel une action politique. Parce que pour un instant, à un endroit, pour un groupe de personnes, la réalité est devenue ce qu'ils/elles voulaient qu'elle soit. Il y a eu quelque part, à un moment, un groupe de personne qui s'est organisé activement selon ses propres principes de solidarité, de liberté, d'écologie, de respect des différences et d'aplatissement des hiérarchies. Un espace-temps a été libéré des valeurs et des normes sociales, et une autre façon de vivre et de faire ensemble a été expérimentée. C'est ce concept que Hakim Bey (2003) a théorisé sous le nom de Zone Temporaire Autonome (*Temporary Autonomous Zone*). Une TAZ, c'est un espace autonome où peuvent s'expérimenter des réalités différentes, qui existe en soi et pour soi en même temps qu'il revendique d'autres possibles par sa simple existence. Une TAZ ce peut être une manifestation créative, un campement en réaction à la tenue d'un Sommet ou pour dénoncer

les frontières (*No-Border camp*), une cuisine collective. Plusieurs des répondant-e-s ont participé à, ou organisé un tel événement. Pour eux/elles c'est un espace laboratoire, une recherche concrète et permanente d'autres possibles, une expérimentation concrète de l'utopie, une étape dans le processus de création et d'invention. Jordan cite un extrait d'une communication du groupe RTS⁴² de Londres, qui organisent ce genre d'événements:

RTS de Londres utilise l'action directe. Il ne s'agit pas, comme le disent beaucoup de journalistes, d'une technique astucieuse permettant d'attirer l'attention des média à un moment ou la concurrence pour l'espace médiatique est âpre. L'action directe, c'est la perception de la réalité par l'individu qui prend lui-même des mesures concrètes pour la changer. C'est le travail collectif pour trouver des solutions aux problèmes de tous, le fait de réaliser ce qu'on a défini comme étant la bonne ligne d'action, quoi qu'en pensent les autorités. C'est le fait de repousser les frontières de ce qui est possible, c'est l'inspiration, c'est la prise de pouvoir. C'est penser et faire, ce n'est pas demander et quémander. (Jordan, T. 2003, p. 54)

Certain-e-s reprochent à ce genre d'événements (notamment au Campement Québécois de la Jeunesse, campement autogéré qui a lieu tous les étés au Québec) leur manque de radicalité, de politisation, le fait qu'ils ne se concrétisent pas en action *a posteriori*, qu'ils ne confrontent pas les forces dominantes de la société. Pour ceux et celles qui y participent, c'est une expérience qui permet de s'enrichir, de créer des réseaux, de développer des pratiques et des modes d'interaction. C'est un laboratoire de la pratique sociale, un espace libéré qui peut permettre à l'utopie de commencer. S. Pattieu, chercheur et activiste qui a participé au Village Intergalactique d'Annemasse en juin 2003 pendant le sommet du G8 à Évian, écrit:

Si une telle démarche laisse craindre le risque d'un espoir trop grand placé dans des « îlots » de société idéale perdus au milieu d'un monde sans pitié, elle présente l'avantage d'éviter l'autre face de la médaille, qui menace les révolutionnaires et plus largement ceux et celles qui veulent changer le monde, c'est à dire [...] le mythe du « grand soir » [...]. Elle marque une volonté radicale de changement, ici et maintenant, dans les esprits et dans les corps, et veut prouver que même dans le monde capitaliste il est d'ores et déjà possible d'agir selon une logique qui ne soit pas la logique folle du profit, du productivisme, de l'autoritarisme [...] Il est bien difficile de s'extraire de la société dans laquelle on vit, mais ce qui compte c'est la volonté de proposer, symboliquement, un autre mode de fonctionnement, effectif ne serait ce qu'une semaine,

⁴² *Reclaim The Streets*, Réclame Ta Rue.

et de s'auto organiser. L'idée est aussi de commencer à changer les choses par en bas, à son échelle. (Pattieu, S. 2004, p.19)

Il y a dans la TAZ une dimension de recherche du plaisir, un désir de vivre pour un instant dans un monde tel qu'il pourrait être: «must we wait until the entire world is freed of political control before even one of us can claim to know freedom?» (Bey, H. 2003, p. 96). Ce que l'on retient des TAZ c'est leur revendication de vivre ici et maintenant le monde auquel on aspire, leur capacité à recycler le doute en action positive concrète, leur dose d'utopie.

2.2.5.2. Les alternatives permanentes

Si F9 rêve de voir un jour s'instaurer des zones autonomes permanentes qui permettraient aux personnes qui les habitent de vivre selon leurs propres règles, parallèlement au système capitaliste, certaines personnes en revanche ont développé des alternatives concrètes à l'intérieur même du système: on a déjà mentionné les média alternatifs, les maisons d'édition indépendantes, mais on pourrait mentionner aussi les coopératives de travail, coopératives d'achat, coopératives d'habitation, espaces communautaires autogérés. Toutes les initiatives qui cherchent à proposer concrètement des alternatives fonctionnelles à un système basé sur les notions de profit, d'individualisme et de concurrence. Pour F4, c'est important de ne pas seulement critiquer mais aussi de se donner les moyens de fonctionner autrement. Cela permet de ne pas s'enfermer dans une attitude de négation mais de créer, d'élaborer, même imparfaitement, quelque chose de différent. Ces initiatives participent en même temps à la critique du système et expérimentent de nouvelles façons de faire. Elles proposent en inventant, elles inventent en faisant. Toute la difficulté des alternatives permanentes, c'est la confrontation à un système qui est bien réel et qui oblige à faire des compromis et des adaptations, par exemple accepter des subventions, tomber dans des schémas de marchandisation, payer son loyer... Il faut inventer de nouvelles façons de faire car il n'y a pas de modèles, ce qui ne va pas sans erreurs, sans difficultés, et sans compromis mais le processus permet de créer des alternatives concrètes.

L'étude des actions posées par les personnes de notre échantillon nous permet de constater la grande diversité de leur répertoire. Cette richesse et cette inventivité du répertoire d'action collective au sein des mouvements contestataires «s'ancre dans la synthèse qu'ils opèrent entre plusieurs strates historiques de l'action collective» (Sommier, I. 2003, p. 21). Ce que mentionne aussi Francis Dupuis-Déri:

Le mouvement contestataire de 2004 s'inspire de divers héritages beaucoup plus proches des jeunes d'aujourd'hui que le mythique mai 68 : les écologistes et les féministes des années 1970 et 1980 et les militants d'Act Up qui luttent contre le SIDA depuis les années 1990 et qui s'organisaient déjà en «groupes d'affinité», le mouvement des squats «autonomes» des années 1980, qui, le premier, eût recours à la tactique des Black Blocs, le mouvement anti-nucléaire qui organisait déjà des villages militants autogérés, les punks et leur *Do It Yourself*, etc. L'histoire de ces expériences n'est pas toujours très bien connue de tous les militants d'aujourd'hui, mais les pratiques ont été maintenues, transférées, transformées et adaptées. (2004a, p. 88)

Ni radicale nouveauté en rupture avec les revendications et les modes d'action du passé, ni continuité directe, ce répertoire d'action collective peut-être considéré comme le résultat de l'adaptation à une réalité sociale et politique en constante évolution. Il manifeste aussi l'émergence d'une nouvelle subjectivité politique, le désir de faire de la politique autrement.

L'étape actuelle marque une autre rupture: l'émergence d'une nouvelle subjectivité anti-capitaliste. La multiplication des groupes militants et d'expériences alternatives aux formes de vie et de bonheur que nous propose le capitalisme ne se réalisent pas malgré l'absence de modèles mais précisément grâce à elle. (Benasayag, M. et D. Sztulwark. 2002, p. 18)

Sans modèle, sans utopie, sans croire qu'un changement radical soit possible à moyen terme, on constate chez les engagé-e-s que nous avons rencontré-e-s une tension entre l'urgence d'intervenir ici et maintenant contre les injustices de ce monde et le désir de le changer radicalement. Entre désir et réalité, entre rêve et pragmatisme, ils/elles oscillent entre l'espoir et la tristesse, entre la révolte et l'amour, entre résistance et création. Ce doute se traduit dans la façon dont ils/elles conçoivent l'action politique: «Pour changer un système d'oppression et d'exploitation on doit utiliser toutes les tactiques, certaines que je trouve peut-être moins profitables ou efficaces que d'autres, mais en même temps on travaille tous

en synergie d'une façon ou d'une autre»F6. En deuil de révolution, peut-être, mais pas résigné-e-s:

« I don't believe the structure is going to change and we are gonna have an utopian society within the next 80 years, but I think this little bits and pieces that the small organisations like the one I'm involved with, anywhere are inevitably gonna make individual life better, raise awareness. If we are not working toward a revolution, we are at least working toward ameliorating people's life». F7

CHAPITRE III.

L'ENGAGEMENT: SE RÉAPPROPRIER LE PRÉSENT

Alors que les hommes politiques et les *think-tanks* libéraux répètent à l'envie que la prospérité, une économie florissante, des ressources naturelles importantes, une industrialisation sans limite sont les garants de l'épanouissement social, H1 constate les taux de toxicomanie, d'alcoolisme, de suicide, de surconsommation au Québec, qui sont autant de signes de malaise social, ainsi que les statistiques de la pauvreté, de la faim, du chômage... Pourquoi tant de richesse, couplées avec tant de misère? Pourquoi le Canada dégage-t-il des surplus budgétaires chaque année, alors que ses hôpitaux et son système d'éducation, ses régions sont sous-financés? Si les politiques se décident en chiffres et en statistiques, la misère qu'elles suscitent en revanche affecte des hommes, des femmes et des enfants bien concrets: la perte d'un emploi, la prison ou la déportation pour cause d'irrégularité d'immigration, la pauvreté, la maladie sans accès aux soins de santé, tout cela découle des décisions politiques. Il semble que les valeurs liées à l'humain, au bonheur, à l'épanouissement aient été écartées des considérations de ceux qui gouvernent, au profit de notions telles que le progrès, la croissance, la compétition. «I think a lot about our medical system and how confusing it is in our value of life being longer rather than being better for today, invest in machines that keep the deads alive and not think about having healthfull lives right now.»F4. La politique gère –en partie- l'humain, mais l'humain a-t-il vraiment du pouvoir sur la politique?

3.1. Dimension humaine de l'engagement

3.1.1. Impuissance et désespoir

C'est contre la souffrance humaine, les injustices que les personnes réagissent, avec colère, avec rage, avec tristesse. Leur réaction n'est pas seulement théorique, mais bien aussi émotionnelle, viscérale: «c'est ridicule», «ça n'a pas de sens», «je comprends pas», «j'étais absolument bouleversée», «ça me *décrisse* de regarder les nouvelles» F1; «c'est inconcevable humainement, même si on enlève l'aspect politisé et qu'on garde juste l'émotif, ça a pas de bon sens, le système créé de la pauvreté, de la violence, de la souffrance!» F6. Au début de l'engagement, il y a l'empathie pour les personnes qui souffrent. Un seul des répondants mentionne que la cause de son engagement n'est pas l'humain mais la nature, car l'humain a la capacité de se sauver lui-même et ne la saisit pas, tandis que la nature est victime de nos agissements inconséquents.

La radio, la télévision, les journaux nous livrent chaque jour des images et des récits en provenance du monde entier. Dans nos salons nous parviennent le bruit des bombes, de la faim, de la misère, des catastrophes naturelles, du racisme, de la répression. Dans la rue, chaque jour, la pauvreté côtoie la plus grande richesse. On achète des journaux nous relatant les frasques de Paris Hilton et on donne le change à l'itinérant qui tient la porte. Comment ne pas être pris de vertige devant l'étendue des désastres planétaires? Comment ne pas se sentir impuissant-e? Comment dépasser la tristesse, le désespoir de voir sans cesse les mêmes erreurs, les mêmes situations absurdes auxquelles pas une des décisions politiques de ce monde ne semble vouloir un jour remédier?

Il y a un sentiment très compréhensible d'impuissance, ça aussi ça me choque, mais pas contre les gens qui se sentent impuissants, parce qu'on est impuissants, c'est normal de se sentir de même, je suis pas choqué contre l'inaction politique parce que au fond de moi je sais que la très grande majorité des gens est très consciente de la situation mais se sent pas habilitée à intervenir par rapport à ça. H6

Alors que la souffrance se ressent dans les cœurs, dans les corps et suscite la révolte, elle renvoie aussi au constat de sa propre impuissance. Que peut l'individu-e face à des problématiques si grandes? Où réside la capacité pour la personne de faire entendre sa voix, de s'interposer? Alors que le libéralisme porte avec lui l'idéal de l'homme libre, émancipé et tout puissant, maître de sa vie et de son destin, il semble au contraire que le pouvoir ait été ôté peu à peu des mains des citoyen-ne-s. «Professionals taking away the power from the individual person in general is what I see wrong in this world, the lack of confidence that we have in ourselves as individuals or as smaller communities to enact change either in our bodies or in the world at large»^{F7}. Cette conscience aiguë des injustices et des inégalités, combinée à un sentiment d'impuissance, peut causer la tristesse et le désespoir, qui peuvent être ressentis très profondément :

Je trouve ça très sombre comme tableau, j'ai beaucoup de difficulté à être optimiste. J'ai pas d'enfant même si toutes mes amies en ont...pauvres eux autres! Je voudrais pas être aux prises avec les problèmes qu'ils vont avoir dans 20-30 ans...[...] Comment je ferai moi pour justifier à mes enfants que je veux pas de télé, on achète pas de bonbons alors que tous les amis en ont? Je suis capable de le faire pour moi, de le justifier. Est-ce que je peux l'imposer à un enfant? Je serai en conflit avec la garderie, etc. Je veux pas me battre contre l'ensemble de la société pour faire valoir mes choix. F3

Comment dépasser le désespoir? Si la tristesse est provoquée par le sentiment d'impuissance, la solution pourrait résider en la réappropriation du pouvoir par l'individu-e, et le remplacement de l'humain, du respect et du bonheur au centre des politiques. Et le premier terrain accessible à la reprise du pouvoir, c'est sa propre vie, son corps, ses choix. Reprendre le contrôle, c'est libérer des espaces d'autonomie par rapport au Pouvoir oppresseur. C'est devenir auteur-e plutôt qu'acteur/trice, c'est donner un sens et une finalité propres à ses actions et à ses choix, réussir à établir une cohérence entre action et conviction. Se réapproprier un pouvoir qui n'est pas un «pouvoir sur» mais un pouvoir créateur, émancipateur (Holloway, J. 2003.). C'est refuser le monde tel qu'il est proposé et poser dès aujourd'hui les bases des futurs à venir. En cherchant à construire le futur ici et maintenant plutôt qu'en l'espérant, il y a un dépassement de la tristesse provoquée par l'injustice d'un monde présenté comme inéluctable:

Autant des fois on peut se sentir perdu et seul dans la société, mais quand on décide de faire des choix cohérents selon nos valeurs dans la vie quotidienne, on le vit ce monde là souhaité [...] l'avenir c'est ce qu'on fait aujourd'hui [...] Quand je nettoie un petit pot dans mon frigidaire et que je l'utilise pour mettre autre chose dedans, pour moi c'est un engagement, ça a une portée politique par rapport aux déchets, au gaspillage ...H1

3.1.2. Engagement et mode de vie

Toutes les personnes qui ont participé à la recherche ont intégré à des niveaux divers leurs convictions à leur vie quotidienne, que ce soit au niveau de la consommation (achat de produit biologiques, locaux, équitables, tendre vers la simplicité volontaire, végétarisme...), du transport (se déplacer à vélo, réduire sa vitesse sur la route...), de l'emploi («je veux essayer de voir comment est ce que je peux être conséquente dans la façon dont je vais gagner ma vie, comment je vais faire pour ne pas rentrer dans un système que je n'admire pas et que j'aimerais voir changer...»F1), dans les interactions avec les gens, etc. L'engagement n'est pas en rupture avec la réalité concrète de l'individu-e, il en est la continuité (Ion, J. 2005, p. 131). «Je fais ce que je dis [...] je serais un très piètre militant si je ne le faisais pas [...] j'ai pas une vie de militant et une vie de personne, moi je suis un individu, une seule et même personne dans tout ce que je fais»H4.

La résistance commence à l'échelle de l'individu-e, de ses comportements, de ses interaction. Parce que c'est d'abord le premier terrain sur lequel il est possible d'agir. Parce que la réappropriation d'espaces de sa vie est source de plaisir et de satisfaction. Faire le lien entre son engagement et sa vie quotidienne permet de vivre sa conviction, d'avoir un impact direct sur son environnement immédiat. Il y a un aspect libérateur à résister concrètement, à l'échelle de sa propre vie, à la société qui est proposée: faire une «bouffe» collective à partir de produits alimentaires récupérés, utiliser des alternatives menstruelles et devenir indépendantes des compagnies pharmaceutiques, reprendre le contrôle des corps et de la consommation, repenser les modes d'interaction entre les personnes sont autant de réappropriations personnelles contre un système qui dépossède les individu-e-s de leur pouvoir en leur donnant des illusions de choix et de liberté. Ces choix de vie, ces mini-

rebellions du quotidien ne sont pas une contrainte mais au contraire source de plaisir, pas une fin en soi mais plutôt une étape de la réappropriation, à petite échelle.

Les personnes que nous avons rencontrées mentionnent qu'elles ne s'imposent pas d'attitudes ou de façons de faire: les transformations du mode de vie en accord avec la conviction se font naturellement, au fur et à mesure. «Il y a plein de choses dans mon comportement qui me gênent, mais progressivement ça me dérange alors j'arrête» F2. Si la cohérence est source de plaisir, elle n'est pas toujours possible, ni même souhaitable. Les contraintes du monde extérieur, la paresse, le manque de temps, le manque d'argent font qu'il n'est pas toujours possible de vivre sa politique. «J'essaie de tendre vers mais je veux pas virer fou non plus!» H3. Chacun-e mentionne des limites, des contradictions, des entorses à ses propres convictions. Pour H7, ce qui est important, ce n'est pas d'éliminer les contradictions mais de savoir les reconnaître et les accepter. «J'essaie d'être cohérente, ça se fait progressivement. J'essaie de m'améliorer mais je suis pas parfaite et c'est correct comme ça» F2. Ils/elles ne veulent pas être des modèles de pureté, crispés sur les attitudes et le mode de vie. Car l'individu-e est complexe ainsi que le plaisir, et même le mode de vie le plus ascétique et politiquement correct ne changera jamais le monde dans lequel on vit.

On est des êtres de contradiction, la pureté ça existe pas et je la cherche pas...les gens extrêmes [...] ça me répugne. Tu fais la promotion de la tolérance mais tu es le premier à condamner et à porter des jugements faciles. C'est peut être une façon de se conforter soi même aussi, de se dire que y a juste soi qu'est correct. F8

Le mode de vie peut être perçu comme un terrain de l'engagement, parce qu'il a un impact concret sur l'environnement immédiat du sujet, mais aussi pour son utilité en tant que méthode d'éducation et de conscientisation. Pour la majorité d'entre eux/elles cependant, il n'est que la conséquence logique de la conviction, qui n'aurait aucune valeur si elle n'était pas intégrée à la vie de tous les jours. F6 tient à souligner la différence qu'il y a entre avoir une conscience sociale et s'engager:

J'ai quelqu'un qui m'a dit l'autre jour - «moi je suis militante parce que je discute avec ma famille et mes amis, je fais attention à ce que je consomme et je consomme pas trop, j'achète équitable...» - Moi je dis que t'es pas militante, je dis que t'as une conscience sociale. C'est bien, il y a beaucoup de monde qui en ont une, mais il y a pas beaucoup de monde qui militent, qui agissent pour transformer les choses. F6

L'engagement implique l'action collective dans une perspective de changement. Si avoir un mode de vie en accord avec ses principes est important pour les engagé-e-s dans le sens où il permet de «vivre sa politique», ce n'est pas une fin en soi mais plutôt une étape de la réappropriation. Certain-e-s mentionnent ainsi une certaine exaspération par rapport au mouvement «acheter c'est voter», notamment supporté par l'organisme Equiterre, car il ne propose que de s'accommoder d'un système injuste au lieu de chercher à le transformer.

3.1.3. Agir à la mesure de ses capacités

Je sais que les changements que moi je veux voir, je les verrai pas, mes enfants je sais même pas. Pour moi la seule façon de ne pas tomber dans le cynisme c'est de dire que je peux changer la façon dont les autres perçoivent le monde autour de moi [...] c'est la seule chose sur laquelle on a vraiment une prise. F8

L'individu-e, ceux et celles qui l'entourent, le quartier, le lieu de travail sont les terrains qui peuvent concrètement être investis par les militant-e-s. Le changement commence par en-bas, à petite échelle. Parce qu'ils/elles ne croient pas qu'un changement radical soit possible à court-moyen terme, ils/elles s'investissent dans des projets concrets, dans le quartier, dans la communauté, autour de projets spécifiques qui a défaut de changer le monde peuvent au moins aider à l'améliorer, le transformer, ou à le rendre «moins pire». Face à des problématiques globales dont ils/elles ont une conscience aiguë (réchauffement climatique, répartition des richesses, impérialisme...), ils/elles essayent de créer des solutions locales, à la mesure de leurs capacités, tout en gardant une analyse globale. Par réalisme d'abord, parce que la disproportion des forces est tellement importante entre le Pouvoir et les mouvements contestataires. Par exigence démocratique ensuite, puisque, la politique visant l'humain, elle doit être vécue à l'échelle de l'humain. Par désir de protection enfin: «vouloir la révolution, tu luttas, tu luttas, puis tu désespère parce que tu y arrives pas»H4. Pour se protéger des

désillusions, ils/elles cherchent à faire porter ici et maintenant les effets de leurs actions: mobilisation autour d'un évènement, retrait d'une loi, régularisation d'un sans-statut... L'engagement se fait sur des objectifs concrets, réalisables (F3 veut convaincre cinq personnes par an d'acheter des produits équitables). Ils/elles se protègent ainsi du schéma de militantisme sacrificiel, qui refuse les plaisirs du présent parce qu'il espère ceux plus grands à venir, et des profondes crises et désillusions qui peuvent en résulter (les récits de vie de militant-e-s de gauche des années 1970, recueillis par Jean- Marc Piotte dans l'ouvrage *La Communauté perdue*, (1987) exposent les parcours et les drames vécus par ceux et celles qui, ayant consacré une partie de leur vie à essayer de changer le monde, ont un jour réalisé que ce à quoi ils/elles aspiraient ne se réaliserait pas).

Les personnes que nous avons interrogées ont conscience que le monde ne changera pas de sitôt. Mais reconnaître des impossibles ne signifie pas y renoncer. Le renoncement, la perte d'espoir, lorsqu'il y a une conscience des injustices et des inégalités et une empathie, peut mener à l'apathie, à l'individualisme, ou dans le cas contraire à la rage et la révolte. Un militant qui n'a pas participé à cette recherche nous a confié un jour en être rendu à un tel point de révolte contre la société que les moyens de l'exprimer ne pouvaient plus être que la criminalité ou le terrorisme. L'implication collective pour un changement social permet de dépasser le désespoir et la colère, permet de réconcilier l'individu-e déchiré-e entre la conscience de l'immense lutte à mener et celle de la petitesse de son pouvoir sur le cours des choses. S'il n'est pas concevable dans l'état actuel des choses d'anéantir Walmart, lutter pour la syndicalisation d'une de ses succursales en revanche est possible. Il faut se garder des espaces de satisfaction, des petites victoires, voir les effets de son travail car sinon le désespoir guette: «Le système tel qu'il est tu luttas tu luttas mais ça bouge pas vite, la machine est bien huilée et est faite pour rester de même. Des fois je suis fatiguée de lutter, on peut-tu avoir des victoires de temps en temps?» F6.

«I always feel disillusioned...I do the work because I think it's all I can do, but I'm constantly disillusioned, everyday there is something new to make me feel set back, but I do have faith that if as many people as possible can make efforts... I'm constantly thinking that what I'm doing is not enough, or that it isn't anything at all, and that a drop in the bucket is really just a drop in the bucket; I don't think I came to the point of serious internal crisis about it but I think my whole political existence has been one long internal crisis. I don't see any other option than to keep on going, it's either this or apathie, and I'm not apathic, I feel really passionately about it even if it's local change; and I know that some things we have done have affected people's life.» F7

S'engager, c'est refuser la fatalité, refuser de souscrire à l'impuissance à laquelle le système condamne, c'est reprendre le pouvoir, c'est essayer de créer ensemble quelque chose de différent, c'est s'unir pour refuser l'injustice et l'absurdité. «Conscient de l'absence de perspective révolutionnaire, le radical⁴³ reste animé- en vertu de sa sensibilité- d'une fébrilité qui a deux sources distinctes: la rage face à l'injustice et l'amour envers ceux et celles qui en sont victimes» (Dupuis-Déri, F. 2004a. p- 78). H6 témoigne de cette angoisse:

Il y a des moments de crise, je remets toujours tout en question, j'ai l'impression d'aller dans le vide, de pas faire les bonnes choses, de pas avoir d'impact, il y a tout le temps un sentiment d'angoisse, qui est dû je crois à un sentiment d'urgence, que les choses vont pas assez vite. C'est quasiment violent tellement t'as une rage d'agir, mais après tu dis non, ça va bien, ça avance à son rythme...H6

Mais si l'engagement provoque des crises, aucune des personnes interrogées ne remet en question son implication. Les longues luttes, les échecs, les crises internes, les changements de parcours, rien ne vient se mettre en travers de l'engagement, qui est perçu comme une nécessité; car il permet de donner un sens, de sublimer la tristesse, d'insuffler espoir et avenir à un présent qui en manque parfois cruellement:

⁴³ L'auteur nomme «radicaux» ceux/celles qui «contestent dans leurs fondements la légitimité des systèmes économiques et politiques libéraux», ce qui nous semble correspondre à l'échantillon de personnes interrogées. (Dupuis-Déri, F. 2004a, p. 74)

C'est pas un choix c'est une nécessité d'être impliqué à quelque niveau que ce soit au niveau social, je le fais, j'arrive même pas à gagner ma vie dans mon domaine, je suis obligé de faire des jobines à côté, j'ai de la misère à payer mon loyer, mais paradoxalement je vais à plein de réunions et plein de trucs qui se passent. Il y en a qui diraient que c'est un peu absurde, que je devrais commencer à gagner ma vie puis voir à m'occuper des autres après, mais pour moi j'ai comme pas le choix, toutes les périodes où je me suis juste concentré sur mes études ou sur un truc j'avais l'impression qu'il y avait quelque chose qui me manquait.H1

Souvent, l'engagement est abordé dans une perspective publique, politique, sociale. On l'explique par rapport à un contexte, on l'analyse, on en cherche les raisons, on en calcule les bénéfices pour la personne. Le chapitre «Un engagement qui rapporte beaucoup», tiré du livre *Apolitiques, les jeunes femmes?* de A. Quéniart et J. Jacques (2004, p. 77-84), énumère les aspects positifs de l'engagement: il permet de créer des amitiés, procure du plaisir; il favorise l'éveil à la vie politique et sociale; fournit une expérience qui peut être utilisée dans la vie professionnelle; il permet de développer des capacités (ex. l'argumentation); il apporte de la reconnaissance sociale... Mais une dimension qui n'est pas traitée et que nous avons constatée lors de notre recherche, c'est l'aspect extrêmement personnel, privé, émotif de l'engagement. C'est dans les tripes que se ressent le spectacle de la misère du monde, le désir de changer l'ordre des choses. S'engager, c'est refuser la société telle qu'elle est proposée, c'est aller à contre courant. S'engager c'est osciller en permanence entre l'espoir que d'autres monde soient possibles et la réalisation que ce ne sera pas encore maintenant. C'est lutter beaucoup et obtenir peu de résultats. C'est être confronté à la limite de son propre pouvoir et avoir des rêves sans limites:

«It's a struggle everyday trying to figure out what is happiness, sustainability, to feel deep exchange with people and how to feel healthy, how to find calmness in that...For me all is a feeling of chasing, but I don't know what is making me chase something, not to accept that I have what I need and I'm surrounded by genial people...I feel I'm craving beautiful community based things. There are times when I feel completely defeated...» F4

L'engagement est un mouvement contre la tristesse, contre la résignation, contre le désespoir provoqué par l'absurdité d'un monde qui évacue progressivement l'humain, c'est un cri pour réclamer d'autres possibles, mais aussi pour les créer et les vivre concrètement.

Le temps de l'engagement n'est pas le futur, il n'est pas projection il est vie, il est présent, il permet de toucher du doigt la possibilité qu'une autre chose puisse être. Il est à la fois résistance et création, et sa dimension collective permet de sublimer la révolte individuelle en indignation et en luttes collectives.

3.1.4. Individu-e ou activiste?

L'engagement a des répercussions considérables sur le mode de vie des personnes. Tout d'abord par le temps d'implication qu'il requiert. Certaines personnes avouent ainsi consacrer jusqu'à 20 heures par semaine à des activités militantes bénévoles. Parfois, le parcours de vie peut être modifié en regard de certains projets militants. H3 s'est ainsi volontairement inscrit à un nombre réduit de cours afin de se consacrer à la préparation de la venue du Sommet des Amériques à Québec en 2001. D'autres vont volontairement chercher des emplois à court terme, par exemple dans la restauration ou la construction, afin de ne pas être lié-e-s par un contrat de travail et alterner «passes de cash» et projets militants. Un employé d'Équiterre est très satisfait de la formule de la semaine de quatre jours développée par l'organisme, car elle lui permet de s'assurer un revenu stable tout en menant à bien des projets parallèles. Pour beaucoup, le rythme de travail forcené, le manque de temps, le culte de la consommation sont autant d'obstacles à l'épanouissement de la société.

Le système actuel vise la surconsommation; on nous maintient dans un travail perpétuel avec des heures impossibles et le salaire le plus bas possible. On s'assure que la populace survive à peine pour qu'elle fasse pas la révolution, pour pas qu'elle réfléchisse. À ce niveau là, c'est de notre responsabilité de revoir nos valeurs, on n'a peut être pas besoin de travailler 45h/semaine, on n'a peut être pas besoin d'un salaire de 55,000\$/année...
H4

Le militantisme a d'autres impacts sur la vie personnelle des individu-e-s, par exemple sur le choix des études (F3 a abandonné un emploi très rémunérateur dans une grosse compagnie pour recommencer une formation en science de l'environnement et fait trois jours de bénévolat par semaine dans un organisme) ou sur les emplois occupés. Des expertises et des compétences développées dans le cadre de l'engagement (spécialisation sur des problématiques, organisation d'événements, production et diffusion de matériel

d'information, rédaction d'articles...) ainsi que les relations au sein du réseau militant peuvent mener à des emplois dans le milieu communautaire et de défense des droits humains. Les personnes qui travaillent dans le milieu communautaire insistent toutefois sur la différence à faire entre l'emploi et l'engagement: même si les thématiques sont parfois liées, les méthodes et les solutions proposées par le milieu communautaire ne correspondent en effet pas toujours à la conception de l'action politique des militant-e-s.

L'engagement a aussi des impacts sur le développement personnel. Les lectures, les rencontres, les expériences partagées, les actions amènent à développer de nouvelles aptitudes, de nouvelles compétences, de nouvelles connaissances. De nouvelles relations sociales aussi. Bref, il y a pour la personne qui s'engage un véritable «processus de militantisantisation»⁴⁴. «Activism is an inextricable part of my life, I was joking with a friend of mine saying that all we always talk about is sex or politic, it's true» F7. Le mode de vie, le champs d'étude, éventuellement l'emploi occupé, les loisirs, les temps libres, deviennent peu à peu influencés par l'engagement. Souvent les «camarades» deviennent des ami-e-s, qui remplacent parfois les ancien-ne-s: «je me suis posée la question, à savoir si c'était moi qui était devenue intolérante, mais ça clique plus, on a plus grand chose en commun, je me sentais un peu coupable, mais c'est normal, ça fait partie de ma vie, des amis qui vont me parler de skidoo je trouve ça plate»F8.

Parfois les colocataires ou les conjoint-e-s ont été rencontré-e-s dans le milieu militant, ce qui, selon F5, facilite la relation car sa conjointe comprend à quel point son engagement est important pour elle, et elles partagent ensemble des moments forts. La cohérence entre les principes et les actions, entre la sphère privée et la sphère publique est telle qu'il peut y avoir fusion entre la personne et son engagement: «it's a meaning of life, it's a religion, it gives people a vocabulary, rituals, a community»F4.

Si cette recherche de cohérence entre vie privée et vie publique part d'une exigence de «vivre sa politique», de «faire ce que je dis», de concrétiser la conviction, elle est aussi porteuse de dangers potentiel lorsque la personne disparaît derrière le/la militant-e. La

⁴⁴ L'expression est de H3

littérature militante ou les études de parcours de vie (Tozzi, M. 1985; Piotte, J-M. 1987; Ion, J. 1997), ainsi que les récits des répondant-e-s fournissent les exemples d'écueils possibles lorsque le militantisme perd le contact d'avec la réalité et l'individu-e. Les risques sont multiples: il y a par exemple celui de se couper de la réalité du vécu des personnes lorsque l'on vit dans un milieu exclusivement militant. F4 parle de «bulle alternative», déconnectée de la réalité des gens qu'elle prétend défendre, prompte à poser des jugements, facilement dogmatique. Comme le mentionne Olivier Besancenot, militant de gauche français: «Il faut pouvoir être un individu au quotidien pour éviter que ton engagement politique ne décroche, progressivement, du reste de la société...»(Besancenot, O. 2004, p. 64). Plusieurs mentionnent la nécessité de l'ouverture et du dialogue pour contrer cette tendance:

J'essaie d'être le plus ouverte possible, de comprendre pourquoi les gens pensent comme ça...Ils sont pas caves! TQS c'est super populaire, est-ce que tous ceux qui regardent ça sont des caves? Comme les auditeurs de CKOI, je suis qui moi pour juger, j'essaie de me remettre toujours en question, il y a pas le bien et le mal, on critique le manichéisme mais on reproduit la même chose. F2

Le phénomène d'émulation au sein du groupe peut aussi mener à une surenchère de radicalité dans les attitudes, les analyses et les modes d'actions qui n'est plus basée sur une réflexion personnelle mais suit plutôt une dynamique de groupe, pour «faire partie de la gang». F8 mentionne ainsi s'être retirée un moment du milieu militant afin de «se réapproprier un contenu».

Un autre écueil mentionné est celui du «super-militantisme»⁴⁵ (ou modèle du «prêtre laïque», Perrineau, P. 1994, p. 47): F7 quant à elle emploie l'expression «star-système du militantisme». Par leur expérience, leur charisme, leurs compétences et leur passion, certaines personnes deviennent centrales dans des collectifs et se dévouent corps et âme pour le bon fonctionnement et le succès des projets, au prix parfois de lourds sacrifices financiers, ou de coupures drastiques dans les temps de loisir, de vacances, etc. Si ce mode d'engagement basé sur le sacrifice militant et le don de soi est d'un point de vue admirable, il comporte aussi plusieurs risques. Parmi eux celui de créer une séparation, implicite ou explicite, entre les

«vrai-e-s» militant-e-s et les «militant-e-s à temps partiels», ceux et celles qui ne sont pas toujours prêt-e-s à sacrifier une soirée au cinéma en amoureux/euses pour assister à une longue réunion. Cette différenciation peut mener à un manque de considération de l'implication de certain-e-s et à une culpabilisation qui peut aboutir au retrait volontaire d'un collectif. La différence entre militant-e-s se fait aussi au niveau des champs d'implication. Il est ainsi plus valorisant dans un certain milieu de participer à des commandos d'action directe que de fabriquer des serviettes hygiéniques en tissu, ce qui crée une gradation d'importance et de statut dépendant du champ de l'engagement.

Un autre danger du «super-militantisme», c'est de négliger son entourage dans une lutte pour créer un avenir meilleur pour tous et toutes. Les meilleurs exemples dans la littérature militante sont le cas de ces hommes extrêmement impliqués dans les luttes sociales, y compris la promotion des droits des femmes, dont la conjointe s'occupe seule des enfants et des tâches ménagères pendant les réunions interminables.

Mais c'est surtout sur les personnes que les répercussions négatives du «super militantisme» se font sentir. Fonctionner en permanence sur le modèle du combat, de la lutte, sacrifier des heures de sommeil, de loisir, de plaisir sous le prétexte que des injustices abominables se produisent dans le monde ne peut être soutenable à terme. Car le plus grand dévouement, les plus grands sacrifices n'aboliront jamais l'injustice. Et l'individu-e a besoin de sommeil, de repos et de distractions, de liens sociaux afin de préserver son équilibre personnel. «Pour être sain d'esprit et pour faire un bon militantisme, faut que tu te retires des fois, faut pas que tu sois trop collé, quand tu milites trop tu milites mal [...] »⁴⁵. L'épanouissement social ne peut se faire sans épanouissement personnel. Et il est parfois difficile de croire celui qui, les yeux cernés, agité par un surplus de caféine, n'a pas pris une fin de semaine de vacances depuis des années et promet l'avènement d'une société libre et heureuse. À quoi sert la révolution si elle ne permet pas de danser? Les récits critiques militants font état de ces vies sacrifiées au nom d'un idéal politique, des couples brisés, des

⁴⁵ Expression de l'auteur.

désillusions brutales. Il semble y avoir de la part des personnes que nous avons rencontrées un désir de se distancier par rapport à ce mode de militantisme:

Je suis pas du type «je vais me brûler pour la révolution», je me suis déjà brûlée une *couple* de fois, il y en a c'est leur mode d'opération. Moi je pense pas que je vais vraiment contribuer à changer le monde si je suis pas capable de l'apprécier, j'ai besoin de temps pour être heureuse et pour profiter de la vie. Il y a des militants c'est 24/24; pas pour moi. Comment tu peux espérer pouvoir construire le monde dans lequel tu veux vivre si tu le vis pas du tout? Tu peux pas sortir la vie de ta vie pour militer et pour devenir un outil de transformation sociale. F6.

D'après M. Wieviorka (1998, p. 39): «aujourd'hui, la figure du/ de la militant-e préparant des lendemains qui chantent, différant toute gratification pour lui/elle même, sacrifiant son existence et celle des siens, temps de loisir, soirées, vacances, à la cause pour laquelle il/elle se mobilise devient presque anachronique.» Les personnes interrogées mentionnent cependant avoir été parfois confrontées à ce type de personnes dans le milieu militant, ce que confirme notre observation personnelle. Si le modèle tend à disparaître, il existe encore cependant. Les engagé-e-s que nous avons rencontré-e-s insistent au contraire sur la nécessité d'équilibrer vie personnelle et vie militante. «Le militant n'accepte plus de subordonner sa vie privée à la victoire de la cause, mais privilégie un enrichissement mutuel et un partage équilibré entre les deux sphères» (Sommier, I. 2001, p. 32). En fait, certain-e-s ne se considèrent même pas comme militant-e-s; pour eux/elles l'implication va de soi et n'est qu'une facette de la citoyenneté:

Dans le milieu du cinéma c'est un peu ça le tag qu'on m'a mis, je suis «engagé», mais c'est absurde parce que, d'une part, je fais autre chose et j'ai pas l'intention de faire juste du cinéma engagé, mais c'est aussi une question de c'est quoi l'engagement. Je suis citoyen, et qu'est ce que tu fais toi? Les gens sont rendus à un niveau d'individualisme et de compétition qui font en sorte que leur but c'est d'être le *winner*, et le monde autour on s'en fout complètement. Le monde te considère engagé quand tu fais quelque chose de naturel en tant que citoyen, moi je me considère pas si engagé que ça, je suis quelqu'un d'assez paresseux, beaucoup de monde sont plus engagés que moi. H1

Lorsqu'on a interrogé les personnes sur leur rapport à leur engagement, deux tendances se sont dégagées. Schématiquement, ceux/celles dont le champs de militance est socialement valorisant (engagement pour l'environnement, ou à travers les arts et la culture) ont eu

tendance à s'associer complètement à leur engagement car il oriente leurs actions, leurs comportements: «[sans mon engagement], ma vie aurait aucun sens car mon militantisme fait partie de ma vie de tous les jours» F1. En revanche, ceux et celles dont l'engagement est lié à la contre-culture, à l'anti-capitalisme, à l'anarchisme, ont tendance à insister sur la nécessité de dissocier l'individu-e du/de la militant-e. Certes l'engagement est primordial et implique énormément la personne mais celle-ci refuse d'y être réduite:

Comme personne je veux pas être associé à mon militantisme, ça m'énerve d'entendre tout le temps mes parents me poser des questions là dessus, ils me ramènent tout le temps cette facette là, peu à peu j'en arrive à remplacer mes amis par des militants, c'est un processus de militantisation que je trouve dangereux et j'essaye de mettre un frein à ça. H3

Parce que l'engagement implique tellement la personne, ils/elles insistent sur la nécessité de distancier l'individu du/de la militant-e:

Mon mode de vie n'est pas conditionné par mon engagement car c'est limiter son esprit et son émancipation personnelle et tomber en dépression. Je veux pas permettre que toutes les sphères de ma vie soient conditionnées par mon végétarisme, mon anarchisme, mon engagement contre l'impérialisme...les convictions sont là et sont à la base de mon engagement mais je ne veux pas faire que ça, je ne veux pas en venir au point où tout ce que je fais est engagement. H2

Certain-e-s mentionnent la nécessité de préserver des espaces de vie sans lien avec le milieu militant, que ce soit à travers les amis, l'emploi, les sorties...afin de garder un équilibre. On peut se demander si ce désir de distanciation n'est pas une reconnaissance implicite de la fusion entre le/la militant-e et la personne; car être anti-capitaliste, être anarchiste, être féministe n'est pas une conviction à temps partiel, c'est être socialement confronté-e en permanence dans ses valeurs, dans ses rêves, c'est être dans une situation de résistance permanente, et de fait vivre une certaine marginalisation. La nécessité de préserver des espaces de vie «neutres» apparaît comme un besoin de «souffler» un peu. Parviennent-ils/elles à préserver suffisamment d'espaces personnels? Il conviendrait de mener une enquête auprès des personnes de leur entourage afin de savoir si ce désir de distance par rapport à leur engagement se concrétise.

La distanciation par rapport à l'engagement se manifeste aussi par les variations d'intensité de l'activité militante suivant les périodes de vie. «Je me suis jamais posé de questions au niveau de savoir si je devais être engagée, ça c'est clair, puis je pense pas que je vais m'en poser un jour; c'est plutôt sur à quel niveau je m'engage et de quelle façon je m'engage» F9. La rédaction d'un mémoire, un voyage, un nouvel emploi vont pousser le/la militante à ré-évaluer les modalités de son engagement. «Si j'avais un enfant c'est sûr que je continuerai à militer, mais à un autre degré, d'une autre façon»F6 .

Si le plaisir est recherché dans la vie personnelle, il est aussi important dans le cadre même de l'engagement: «Le plaisir est important dans le militantisme [...] j'ai pas l'intention de me faire chier en militant, il y a le travail pour ça!» F6. Les réunions, les actions doivent comporter une notion de plaisir, que ce soit à travers l'amitié avec les autres personnes du collectif (F.Dupuis-Déri utilise le terme «d'amilitant-e» (2003b)), le plaisir de faire des choses ensemble, la festivité. On voit de plus en plus souvent des pratiques d'animation culturelles être utilisées lors des assemblées et des réunions. Le plaisir d'être, de faire ensemble va avoir une grande importance dans l'activité militante, au point de parfois la déterminer: «j'aime ça, faut que ce soit convivial sinon je vais quitter. C'est important la chaleur humaine, on lutte pour des trucs *tough*, des fois je trouve qu'on manque un peu de solidarité les uns envers les autres, on se demande pas comment ça va, on se dit jamais qu'on s'aime». F8

Comment concrétiser dans une structure collective recherche d'efficacité et plaisir, action collective et respect de la subjectivité, résistance et création, désir de créer d'autres possibles mais aussi d'expérimenter ici et maintenant la liberté, la solidarité? F8 nous livre une piste de réflexion: «je pense qu'il y a des trucs pour lesquels il faut se battre à court terme, sans oublier plus loin c'est quoi l'idéal. Comment lier les deux? Une partie de la réponse est dans la façon dont on interagit entre nous, dont on s'organise, ça aussi ça permet de joindre ton idéal» F8.

3.2. La des/organisation: un moyen éthique de voyager dans le temps

Si, comme on l'a déjà mentionné, l'engagement dans un collectif a souvent été motivé par le projet, les modes de fonctionnement du groupe et ses valeurs ont aussi leur importance: «ce qui m'a plu dans mon groupe, c'est qu'on cherchait à rendre concret l'engagement, pas seulement dans l'action mais aussi dans l'organisation» H2. Pour H1, cette recherche de cohérence est primordiale, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. Comment prôner en effet des idéaux si on n'est pas capable de les appliquer en premier lieu au sein même du collectif?

«On emmène des valeurs dans notre mode d'organisation, c'est pas juste une maison d'édition, c'est aussi un laboratoire de luttes et d'alternatives, égalitaire et enrichissant» F8. Si les groupes ont une mission, un but à l'extérieur d'eux-mêmes, une part de leur activité consiste aussi à inventer des modes d'organisation, à expérimenter des processus d'interaction collectifs en accord avec leurs valeurs. Le meilleur moyen d'envisager l'avenir semble être de le faire commencer ici et maintenant, là où il est possible de le faire. Construire les mondes auxquels on aspire, même partiellement, sans attendre. Vivre concrètement la solidarité, la justice, la démocratie lorsqu'il est possible de le faire et élargir tant que faire se peut la diffusion du modèle.

Pour marquer l'opposition avec les formes d'organisation traditionnelles, basées sur la hiérarchie et la bureaucratie, Tim Jordan (2003, p. 60) utilise pour définir les modes d'organisation alternatifs du militantisme le terme de «des/organisation». C'est ce terme que nous utiliserons aussi, car il souligne la présence d'une forme d'organisation tout en renversant le concept de structure verticale, pour lui suppléer un mode d'organisation en réseau.

Afin d'étudier la des/organisation, nous allons dans un premier temps en définir les principes, puis, nous examinerons les modes de fonctionnement de trois collectifs; enfin nous évoquerons les problèmes, limites et questionnements liés à ce mode d'organisation.

3.2.1. principes de des/organisation

Dans sa communication «Democracy in movement: organisational dilemma and globalization from below», Donatella Della Porta (2003) dégage trois grands principes qui sous-tendent l'organisation des mouvements sociaux⁴⁶: la participation plutôt que la délégation, le consensus plutôt que le vote et l'horizontalité plutôt que la hiérarchie. Suite à l'étude du matériel recueilli lors des entretiens, nous ajouterons à ces trois éléments celui de la recherche d'autonomie.

3.2.1.1. La participation plutôt que la délégation

La composante essentielle de la des/organisation est l'engagement d'ouvrir l'organisation par des hiérarchies plates. Les réseaux plats de coordination signifient que tous ceux qui veulent participer le font. Une hiérarchie plate est synonyme de déclaration éthique. L'idée est que tous ceux qui participent à la des/organisation ont quelque chose à apporter et que les formes de coordination doivent concourir à tirer le maximum de la contribution de chacun. (Jordan, T. 2003, p. 61)

Les étapes précédentes de la recherche ont montré le lien entre l'engagement et la réappropriation du pouvoir par les individu-e-s. Ce désir d'implication au «je» ne peut être combiné à un fonctionnement représentatif, dans lequel la personne délègue son pouvoir et son autorité à une autre personne qui aura charge de la représenter. C'est pourquoi la notion de participation est si importante au sein des collectifs. Le/la militant-e s'engage en son nom propre, à la mesure de son désir, de ses capacités et de ses compétences. Aucune hiérarchie ne vient limiter l'implication, ainsi certaines personnes ont pu s'investir plus que d'autres dans les collectifs:

⁴⁶ Della Porta définit un mouvement social comme un réseau fluide d'organisations et d'individus, avec des valeurs communes, qui use de formes de participation politiques principalement non-conventionnelles afin d'atteindre leurs objectifs politiques. (2003, p. 1)

C'est un collectif qui fonctionne avec les initiatives de chacun, tu prends l'initiative de faire quelque chose on va te suivre. Une fille nous a immatriculés OSBL, elle s'est beaucoup impliquée, elle est devenue comme une coordinatrice mais c'est pas un statut officiel, ça s'est fait naturellement, faut laisser aux gens qui veulent s'impliquer la possibilité d'y aller à fond sans freiner l'initiative pour des questions de fonctionnement.

H1

Cette hiérarchie plate, qui permet l'implication de tou-te-s en ne consacrant pas de postes officiels, autorise aussi le désengagement des personnes au gré de leur parcours de vie ou les fluctuations de l'engagement. Chacun-e a ainsi la possibilité de définir les limites de son engagement et la forme qu'il peut prendre. La personne n'est pas effacée derrière l'organisation, dirigée par elle, mais au contraire s'associe volontairement et participe aux orientations du collectif.

Une autre conséquence de la hiérarchie plate, c'est l'ouverture du processus de décision à tou-te-s. Pour que cela soit possible, il faut une libre circulation de l'information et de la connaissance et une grande transparence du processus décisionnel. L'Assemblée Générale (AG), où chaque personne a une voix, est l'organe de prise de décision. Chacun-e a ainsi la possibilité d'orienter le projet, de participer pleinement, ce qui apporte richesse et diversité et facilite la responsabilisation des personnes dans le projet: «j'ai toujours eu de la misère avec la centralisation. L'autogestion, c'est le mode dans lequel je suis capable de fonctionner, c'est le seul mode valable selon moi si on veut arriver à changer quelque chose à long terme parce que ça nous emmène à une vraie auto responsabilisation» F8.

Répondant à une profonde exigence de démocratie, l'organisation part de la base, de l'individu-e et tient compte de toutes les opinions. Il n'y a pas de centralisation de l'information, du débat ou de la prise de décision. Un modèle favorisant la démocratie directe et la prise de décision au consensus semble être répandu au sein des collectifs étudiés. La pluralité et la mobilité des engagements individuels semble favoriser la transmission de certains modes de fonctionnement et d'organisation entre collectifs. Lorsque les groupes comptent un nombre de membres restreint, tout le processus délibératif et décisionnel se concentre dans l'assemblée, de façon plus ou moins formelle: «c'est assez organique, avec des réunions qui sont ouvertes...le mode de décision ça se fait naturellement, on a pas vraiment de processus» F2. Lorsque plus de personnes sont impliquées, il peut y avoir

recours à la délégation et/ou à l'organisation par comité afin d'assouplir et d'alléger les assemblées. Les comités sont des subdivisions du collectif qui ont pour objet l'accomplissement d'une tâche spécifique. Dans la plupart des cas, lors de l'organisation d'un événement, les collectifs ou regroupement de collectifs vont se diviser en comités: infrastructures/ propagande-média/ bouffe/ liaison-coordination/ action/ médic./ enfants etc. Ces sous-groupes ont la charge de travailler sur un point précis, mais sont redevables devant l'assemblée. Les charges personnelles, par exemple parler aux média, sont généralement rotatives afin de ne pas instaurer de situation de privilège ou de monopole de l'information. Lors du Village Intergalactique d'Annemasse en 2003, les délégué-e-s étaient tiré-e-s au sort chaque jour (Pattieu, S. 2004, p. 21), poussant à l'extrême le principe de la participation démocratique. Un des principes de l'organisation horizontale est la décentralisation des connaissances et des responsabilités. Pour H2, l'expérience d'avoir un coordonnateur payé au sein du collectif a été négative, car elle a concentrée l'information entre les mains d'une seule personne et favorisé une déresponsabilisation du reste du groupe.

Si certains collectifs ont dû adopter une forme d'organisation traditionnelle (comité d'administration, président, etc.) pour des raisons légales ou financières, ces statuts ne sont en général pas respectés. Chaque individu-e, quel que soit son statut, a autant de pouvoir que les autres. «Le C.A a aucun pouvoir de décision, les décisions se prennent en collectif» F2.

3.2.1.2. Le consensus plutôt que le vote

Dans un système traditionnel qui fonctionne suivant le principe du vote majoritaire (50% plus 1), la majorité *gagne* tandis que la minorité *perd*. Une fois le vote terminé, l'opinion de la minorité est évacuée et des personnes peuvent rester frustrées de ne pas avoir fait valoir leur point de vue. Dans un système qui fonctionne par consensus en revanche (comme la majorité des collectifs qui sont étudiés), les opinions de tou-te-s sont prises en compte et les propositions amendées afin d'arriver à une proposition qui satisfasse tou-te-s les participant-e-s. Ainsi, même une proposition majoritaire devra être modifiée jusqu'à être acceptable pour la minorité. De cette façon, chaque personne est partie prenante de la décision collective, et personne n'est exclu.

La prise de décision par consensus est un processus long et complexe, mais qui permet de respecter chacune des personnes présentes lors d'une prise de décision. Des mécanismes différents sont adoptés par chaque groupe. Pour certains, qui fonctionnent avec un nombre réduit de personnes, une discussion plus ou moins longue va mener au consensus sans avoir besoin de recourir à des techniques de prise de décision particulières: «on essaye d'arriver au consensus, personne ne doit rester insatisfait, on parle jusqu'à ce qu'on soit tous d'accord»^{H1}. Lorsque le groupe est élargi, des mécanismes sont mis en place afin de faciliter l'obtention du consensus. Ces mécanismes sont spécifiques à chaque collectif et en perpétuelle adaptation, mais on retrouve généralement des éléments similaires: un-e ou deux facilitateurs/trices (souvent un homme et une femme) qui auront la charge d'animer la discussion et de résumer les propositions au moment du vote; un-e secrétaire qui prend les notes; un-e *Vibe- watcher* (gardien-ne du ressenti) qui s'assure du bon déroulement de l'assemblée, de la bonne répartition du temps de parole... Un système élaboré de communication non verbale (mouvements de bras, de main, de doigt) permet de prendre le pouls de l'assemblée lors de votes indicatifs. Tant que le consensus n'est pas obtenu, le débat doit continuer. Si l'assemblée éprouve de la difficulté à clore un débat et est très divisée, différents mécanismes peuvent être appliqués comme l'institution d'un aquarium: deux (ou plusieurs) représentant-e-s des diverses opinions en présence s'assoient au milieu du cercle et débattent entre eux/elles sous le regard de tou-te-s, jusqu'à trouver un compromis. Bien entendu, il est difficile que tout le monde soit d'accord sur certains points. Il est alors possible pour les personnes qui refusent la décision de manifester leur opposition personnelle mais de se rallier à la décision du groupe. Lorsqu'il y a veto inconditionnel de la part d'une personne ou d'un groupe, il peut y avoir un recours au vote, qui doit en règle générale atteindre 75% pour être validé. Certes, le processus de prise de décision au consensus est long et fastidieux. Mais il permet à chacun-e de faire valoir son opinion et de se sentir inclus-e dans les décisions du collectif et au collectif d'avancer sans imposer de décisions à aucun-e de ses membres. Les subjectivités de chacun-e sont respectées puisque le consensus encourage la diversité des opinions au lieu de chercher à les aplatir.

3.2.1.3. L'horizontalité plutôt que la hiérarchie

Les modes d'organisation des collectifs que nous avons étudiés excluent les postes de pouvoir formels et privilégient au contraire des hiérarchies plates et décentralisées. Ils vont même souvent au-delà puisque la plupart d'entre eux cherchent non seulement à éliminer les autorités formelles, mais aussi les formes de pouvoir informelles. On voit dans cet effort pour reconnaître et déconstruire au sein des collectifs les formes de domination un des acquis du féminisme. «Les formes de hiérarchie, c'est pas juste d'une institution à l'autre, on les a dans nos rapports les uns avec les autres, tant qu'on les confronte pas à l'échelle quotidienne, je pense que c'est illusoire de penser qu'on peut changer quelque chose»F8. Des structures sont mises en place pour limiter au maximum les formes de pouvoir socialement intégrées, notamment au niveau des rapports de genre, avec la prise de parole alternée homme/femme et la mixité systématique dans les tâches. Mais d'autres formes de pouvoirs informels existent, tels que ceux liés à l'âge, la scolarité, la confiance en soi, la capacité de parler en public...L'égalité, l'horizontalité ne se réalisent pas d'elles-mêmes et c'est un long processus que de déconstruire les habitus sociaux acquis tout au long d'une vie.

3.2.1.4. La recherche d'autonomie

On a déjà mentionné que les individu-e-s favorisent le modèle de l'affiliation au collectif, qui leur permet de garder une autonomie par rapport au groupe. Cette autonomie est aussi recherchée par les collectifs. Autonomie par rapport au Pouvoir d'abord, dans le sens où certains refusent d'être formellement enregistrés et reconnus. Autonomie financière aussi: «I don't like the idea of receiving money from a body we are working against, it feels like a betrayal to me» F7. Ne dépendre d'aucun financement extérieur permet de garder le plein contrôle des orientations du groupe, mais aussi de rester cohérents dans ses valeurs. L'autonomie est aussi recherchée dans la structure; La CLAC par exemple, qui est une

coalition de collectifs, reconnaît l'autonomie et l'indépendance de ceux-ci à l'intérieur de la structure⁴⁷.

Ces principes d'organisation démontrent que la démocratie est non seulement l'exigence transversale du mouvement, mais elle en est aussi son activité constante. Les collectifs apparaissent comme des laboratoires d'expérimentation de la pratique politique au sein desquels s'élaborent de nouvelles façons de coopérer et d'interagir de façon décentralisée, autogestionnaire, anti-autoritaire... Ces modes de fonctionnement collectifs permettent à l'individu-e qui y participe de se réaliser à la fois en tant que sujet individuel et collectif. Puisqu'il/elle participe à la fois à l'orientation du projet et à sa réalisation, il/elle devient auteur-e en plus qu'acteur/trice, il/elle devient créateur/trice.

3.2.2. Étude de cas: les modes d'organisation de trois collectifs

Nous avons décidé d'étudier plus en détail le fonctionnement de trois collectifs: les Panthères Roses, le CMAQ et Equiterre. Ces trois groupes sont différents de par leur taille, leur mission, leur mode de recrutement, leur fonctionnement interne... Si Equiterre par exemple cherche à rejoindre un large public et attirer les bénévoles, les Panthères Roses au contraire sont un groupe d'affinité fermé. A travers la présentation des modes de fonctionnement de ces trois collectifs, et de la vision qu'en ont ceux et celles qui y participent, nous voulons essayer de voir quelles sont les valeurs et les principes d'organisation auxquels aspirent les répondant-e-s, comment est ce que cela se concrétise, et quels sont les problèmes rencontrés. En choisissant de mettre en valeur trois groupes différents, nous pourrions examiner si les aspirations des militant-e-s de chacun de ces groupes sont similaires, similaires en partie ou divergentes.

⁴⁷ Voir à ce propos la structure de la CLAC sur Internet: <http://clac.taktic.org/fr/index.php?section=0&subsection=1>

3.2.2.1. Les Panthères roses

«Le collectif des Panthères Roses est un groupe de *queers* libertaires (terme employé pour dire «@narchistes» sans faire peur au monde) implanté à Montréal qui utilise l'action directe créative pour confronter l'ordre établi » (Les Panthères Roses, 2005. p. 116). Ce collectif *queer* se définit plus comme un mouvement que comme un groupe. Théoriquement, n'importe qui se reconnaissant dans les principes de base des Panthères peut en devenir une. Elles se fixent trois champs d'intervention⁴⁸: déranger le nouvel ordre mondial basé sur le capitalisme, l'État et le patriarcat; confronter une communauté gay d'où la contestation tend à disparaître et pousser le milieu militant à confronter réellement l'hétéronorme.

Leurs actions sont à la fois colorées, festives et transgressives; ils/elles veulent déranger, subvertir et amuser. Ils/elles sont présent-e-s dans des événements et manifestations revetu-e-s de passe-montagnes roses et scandant des slogans percutants tels que «so-so-so...so-sodomie», ou «Harper, you suck, but do you swallow?»⁴⁹. Les panthères ont aussi organisé des actions à l'occasion de la Saint Valentin dans le Village gay de Montréal, ou lors de la tenue de congrès anti-avortement (automne 2005). En dehors des actions et manifestations ils/elles produisent des documentaires sur le *queer*, la consommation, le mariage, les rapports de genre, etc. et du matériel de brouillage culturel (*culture jamming*).

Les Panthères Roses Montréal sont un groupe d'affinité fermé⁵⁰. Le noyau du groupe est constitué majoritairement de personnes blanches, mi-vingtaine, avec une légère dominante féminine. Le groupe est basé sur l'action. «On n'a pas beaucoup de réunions, ça va très vite, on est très informels et très fermés. On a eu beaucoup de e-mails de gens qui voulaient s'impliquer, mais fonctionner par groupe d'affinité nous donne une légèreté et nous empêche

⁴⁸ Principes disponibles sur Internet: <http://www.lespantheresroses.org/textes/declarationprincipe.html>

⁴⁹ Slogans utilisés lors de la tenue du congrès du parti conservateur à Montréal le 17 Mars 2005 où les panthères étaient accompagnées d'une sodomobile représentant Mr Harper et une panthère rose engagés dans la réalisation d'un acte sexuel.

⁵⁰ Un groupe d'affinité est une unité militante autonome créée par un groupe de 5 à 20 individus qui partagent la même sensibilité à l'égard des causes à défendre et du type d'action à privilégier. Le processus de prise de décision y est anarchiste, c'est à dire égalitaire, participatif, délibératif et consensuel. (Dupuis-Déri, F. 2005. p- 225)

de nous bureaucratiser.» H3. Le groupe est fermé et fait appel aux ami-e-s et contacts lors des actions. Une tentative d'ouverture du groupe a provoqué des dissensions, donc l'expérience ne sera pas reproduite. Si le collectif proclamait au départ que n'importe qui peut être une panthère s'il/elle adhère à l'esprit, il n'insiste plus sur cet aspect aujourd'hui et préfère garder l'initiative des actions posées en son nom.

Fonctionner comme un groupe d'affinité permet de rester très informel, de lier le plaisir et l'activité militante puisque les membres du collectif entretiennent des liens amicaux, mais aussi de concrétiser spontanément les idéaux d'égalité, de hiérarchie plate et de consensus. En dehors des grands principes élaborés en commun, les membres ont une grande autonomie et certains ont été surpris des déclarations faites par d'autres à la presse, car ils/elles n'avaient jamais abordé ces sujets dans une perspective de groupe.

Le groupe est financièrement autonome mais on peut contribuer à ses finances en adoptant une panthère, qui en retour s'engage à envoyer une carte postale à son parrain ou sa marraine pour sa fête.

3.2.2.2. Le CMAQ (Centre des Média Alternatifs du Québec)

Organe québécois d'Indymédia (réseau d'information autogéré et indépendant qui a vu le jour à Seattle en 1999 et est maintenant présent sur tous les continents⁵¹) le CMAQ:

Se veut autant une plate-forme d'échange et de réflexion pour la communauté militante qu'une tribune pour les citoyens qui désirent rejoindre leurs contemporains et qui, autrement, disposent de moyens limités pour faire entendre leur voix. À ce chapitre, le principe de publication ouverte (*open publishing*), mis de l'avant pour la première fois par les IMC (*Independent Media Center*) à Seattle en 1999, s'avère être une véritable révolution dans l'exercice de la démocratie. Désormais, tout citoyen ou organisation indépendante qui souhaite diffuser de l'information, mettre en relief une analyse critique, promouvoir un événement ou simplement fournir une couverture alternative des

⁵¹ Sur Internet: <http://www.indymedia.org/fr/index.shtml>

événements en cours, trouve dans l'exercice de la presse ouverte un outil précieux et inédit⁵².

Outre la diffusion d'informations et de réflexion, le CMAQ organise des projections de documentaires indépendants, qui servent aussi d'événements de financement. Le collectif est ouvert à tou-te-s et les dates de ses réunions sont publiées sur le site. Les personnes qui y participent sont en majorités blanches, jeune vingtaine à trentaine, majoritairement des hommes. Le milieu d'appartenance est défini par un des membres comme à 50% issu du milieu militant, et à 50% par des étudiant-e-s en communication ou en science de l'information (l'un n'excluant pas l'autre). Le collectif a dû se constituer en OSBL pour recevoir une subvention, aussi certain-e-s membres du collectif siègent théoriquement au Comité d'Administration et ont des fonctions de président-e, secrétaire, trésorier-e etc. mais dans les faits ces statuts ne sont pas respectés et l'assemblée générale est l'organe de décision du groupe, qui pense maintenant dissoudre l'OSBL:

C'est assez organique avec des réunions à chaque mois qui sont ouvertes, on cherche toujours plus de membres, on a eu beaucoup de projets, certains n'ont pas été mis à terme parce que les gens viennent puis partent. Sinon on communique beaucoup par la liste électronique, il y a des ordres du jour puis on arrive à la réunion, on passe en revue nos points...Le mode de décision se fait naturellement, on n'a pas vraiment de processus [...] C'est pas arrivé que l'on soit polarisés au point que l'on s'interroge sur notre processus de prise de décision comme la CLAC avec les 2/3 des voix.F2

Le CMAQ a dû repenser sa politique de publication après une crise majeure en Hiver 2003 suite à la publication sur le site d'articles diffamatoires provenant d'hommes de la mouvance masculiniste⁵³. Cet événement a suscité une véritable remise en question de la structure, du mode de prise de décision du groupe et de la politique de publication ouverte du CMAQ. Car pendant que le collectif délibérait et tâchait de trouver un consensus par rapport à l'adoption d'une nouvelle politique de publication, les articles continuaient à être publiés,

⁵² Sur Internet: <http://www.cmaq.net/fr/node/7666>

⁵³ Le masculinisme est un mouvement d'hommes qui affirment avoir perdu leur identité à cause du féminisme. Pour eux, l'égalité des sexes a été atteinte et les hommes sont maintenant les victimes d'une société favorable aux femmes.

entraînant la condamnation du CMAQ par les groupes féministes. Dorénavant, les articles doivent être approuvés avant d'être disponibles en ligne et ceux qui sont rejetés sont consultables dans un donjon, avec les raisons qui ont mené au rejet⁵⁴.

3.2.2.3. Equiterre

Équiterre s'est donné pour mission de contribuer à bâtir un mouvement citoyen en prônant des choix individuels et collectifs à la fois écologiques et socialement équitables. À travers ses quatre programmes — agriculture écologique, commerce équitable, transport écologique et efficacité énergétique — l'organisme a développé des projets qui permettent au citoyen et au consomm'acteur de poser des gestes concrets qui auront une incidence positive sur l'environnement et la société.⁵⁵

Cette grande OSBL compte de nombreux/euses employé-e-s réparti-e-s dans les quatre volets, plus un volet communication et un CA. En plus de cela environ 300 bénévoles travaillent pour l'organisme qui compte plusieurs milliers de membres (il faut être donateur/trice pour être membre). L'organisme fonctionne grâce aux subventions de l'État et aux donations, mais essaie de gagner en autonomie par rapport à l'État car de nombreux programmes sont dépendants du renouvellement des subventions. Equiterre cherche à rejoindre le grand public et à promouvoir un changement dans les habitudes de chacun-e, afin de créer un monde plus vert et socialement équitable. Leur slogan est « changer le monde un geste à la fois ». Cet organisme adopte des modes de fonctionnement associatifs traditionnels (CA, vote majoritaire), qui ont cependant été influencés par des aspirations à plus d'égalité et de démocratie au sein l'organisation: un employé siège maintenant au CA, et même si celui-ci reste l'instance décisionnelle, une semaine d'orientation stratégique permet aux employé-e-s et bénévoles de débattre sur les orientations à venir de l'organisme. Quant au fonctionnement au jour le jour:

⁵⁴ Consulter à ce propos Langlois, Andréa. 2005. « How open is open ? the politics of open publishing. ». *Autonomous Media: Activating Resistance and Dissent*, p. 47-60

⁵⁵ Sur Internet: <http://www.equiterre.org/organisme/index.php>

On travaille en collégialité avec la coordinatrice qui fait le tampon avec la hiérarchie supérieure. Il y a une hiérarchie dans le papier mais pas dans les faits, c'est un organisme qui n'est pas collégial comme dans les mouvements de femmes, où toutes les décisions sont communautaires, c'est loin d'être ça mais c'est aussi loin d'être quelqu'un qui décide et moi qui applique. C'est comme le meilleur des deux mondes, la structure hiérarchique pour faire que l'organisme avance et il faut que quelqu'un ait la responsabilité de prendre la décision, et le collégial pour réfléchir ensemble et respecter les désirs de chacun. H4

Ainsi même cet organisme qui a un mode de fonctionnement plutôt traditionnel se voit contaminé par des idéaux de participation, de démocratie directe, d'autogestion, le désir d'autonomie...etc.

L'étude de ces trois cas permet de constater les différences de mode d'organisation d'un collectif à l'autre. Mais ce que l'on retient, c'est davantage la similitude des aspirations manifestées par les personnes qui ont participé à la recherche, soit le désir de concrétiser leur conviction au sein même de leur engagement, leur exigence de démocratie, de transparence, de collaboration, d'aplatissement des hiérarchies. Leur attachement aux moyens en même temps qu'aux fins. La cohérence de la démarche au sein même du collectif est au cœur des préoccupations. Aussi les groupes expérimentent des formes d'organisation, inventent, échouent, transforment afin d'essayer d'être toujours plus proches de leurs valeurs.

3.2.3. Problèmes et questions soulevées par la des/organisation

3.2.3.1. L'ouverture ou la fermeture des collectifs

Un des facteurs qui détermine principalement la structure des collectifs est le nombre et l'homogénéité des personnes qui y participent. Lorsque le collectif se forme à partir d'un groupe de personnes avec des objectifs, des façons de faire similaires et des liens préalables (d'amitié, d'affinités, d'appartenance à un réseau, une université...) et que le nombre de participant-e-s est relativement restreint, le fonctionnement peut se faire de façon très organique, informelle, souvent sans même avoir à mettre en place une charte de

fonctionnement, comme c'est le cas dans les Panthères Roses ou Brasse la Cage. La décentralisation, le consensus, la répartition des tâches sont alors relativement faciles à appliquer. Le groupe d'affinité paraît donc être le meilleur moyen de vivre sa politique; en revanche il ne concerne qu'un petit groupe de personnes qui partagent des opinions relativement similaires. Plusieurs se questionnent sur la possibilité d'appliquer ce modèle lorsque plus de personnes sont impliquées, à plus forte raison lorsqu'elles n'ont pas la même opinion (F1, F2). Les Blood Sisters ont été confrontées à une ouverture de leur groupe. Alors que le noyau de départ originel était formé d'anarcha-féministes, issues de la culture punk-rock et DIY (*Do It Yourself*), des contraintes financières les ont obligées à transformer le local utilisé pour les ateliers en magasin d'artisanat local afin de réussir à conserver l'espace. De nombreuses femmes sont alors venues se joindre au projet Blood Sisters/ Elle Corazon, sans avoir la culture politique qui a mené au projet. Si cette nouvelle participation a amené de nouvelles énergies, elle a aussi suscité un flou quant aux orientations du groupe dû à l'afflux de nouvelles personnes et à la modification de la fonction du local. Cependant, le mode de fonctionnement originel a été conservé. Les décisions se prennent au consensus lors des assemblées, les filles se relaient pour accomplir les tâches liées au magasin. L'ouverture du projet a permis à des personnes qui n'étaient pas sensibilisées de participer à un mode de fonctionnement anti-autoritaire, sans que celui-ci soit identifié comme tel.

Fonctionner au sein d'un collectif fermé, c'est s'assurer un fonctionnement léger, une cohésion du projet et des personnes, une sécurité aussi puisque la fermeture protège de l'infiltration. Mais c'est aussi vivre une démocratie en huis-clos, entre personnes qui partagent la même opinion. Ce qui rejoint la critique formulée par plusieurs des répondant-e-s à propos de l'homogénéité du milieu militant; un constat que tou-te-s posent mais peu confrontent:

Tout va trop vite, on est pris dans nos affaires, on le voit pas comme une priorité d'être ouverts, il y a toujours quelque chose de plus urgent, de la paresse, de l'ignorance aussi, de pas savoir comment faire...C'est un problème qui a toujours existé et ce serait le fun de le confronter un peu plus parce que ça nous aide pas, ça fait cliquer un peu. F8

« Clique » est le constat que posent plusieurs sur le milieu militant: les personnes se connaissent, travaillent ensemble. Parfois la dynamique devient incestueuse lorsque les

personnes vivent ensemble et ramènent leurs problèmes de couple ou de vaisselle sale au milieu des assemblées (H7). Même lorsque le groupe est ouvert, cette proximité, ces liens d'amitiés entre les personnes peuvent être en soi un facteur d'exclusion pour la personne nouvelle qui tente de s'intégrer. Plusieurs personnes au cours de l'entretien mentionnent la difficulté qu'ils/elles ont eu à s'intégrer à des collectifs. À cause de la suspicion et de la peur de l'infiltration, mais aussi à cause d'un manque de chaleur, d'ouverture par rapport aux autres: «beaucoup d'amis que j'ai amené étaient bien d'accord avec les principes du collectif, mais à force de pas se faire parler ils ont dit *fuck off!* [...] Faut que tu sois persévérant pour rentrer dans un groupe, moi aussi j'ai déjà découragé quelqu'un parce que je lui faisais pas confiance»F6. Les groupes se retrouvent ainsi face au paradoxe de parfois manquer de ressources humaines, mais de ne pas s'ouvrir aux personnes qui seraient intéressées à participer.

Mais l'ouverture d'un groupe est aussi porteuse de son lot de problèmes. Elle implique un alourdissement des structures et des processus de décision, surtout lorsque des responsabilités financières ou morales sont en jeu. Intégrer de nouvelles personnes, c'est aussi ralentir le processus du groupe:

T'as pas toujours envie de tout ré expliquer, d'avoir quelqu'un de toujours dans le champs qui met des bâtons dans les roues. Certains groupes ont dit qu'ils étaient des groupes fermés, moi j'aime pas trop cette idée, mais des fois dans mon groupe t'as de longs débats, tu finis par trancher et là t'as quelqu'un qui arrive et c'est remis en question. F6

Un autre problème des groupes ouverts à tou-te-s, c'est celui de l'exclusion des personnes. Cela devient un enjeu éthique lorsque l'inclusivité est au centre de la philosophie du groupe. La situation s'est produite en 2005 au sein de l'un des collectifs qui a été rejoint par une personne avec un historique d'agression sexuelle dans une autre ville, qui continuait à poser des gestes déplacés sur les femmes. Une fois exclue, la personne a mis en cause l'honnêteté du groupe qui selon lui ne respectait pas ses propres principes et adoptait une attitude fasciste. Comment exclure des personnes lorsqu'il n'y a pas de statut de membre?

L'ouverture peut favoriser la diversité, mais on peut en même temps se demander à quel point, car même au sein des groupes ouverts ce sont généralement des personnes issues du

même milieu ou qui ont été en contact avec des personnes du collectif qui vont s'y joindre. Ce qui est identifié comme l'un des problèmes du milieu militant par F7; «so many activist now are so dogmatic that they have a really difficult time opening themselves, it's why so many political groups have completely alienated the public». On a parfois l'impression que le milieu militant fonctionne en circuit fermé, produit des activités avec des militant-e-s pour des militant-e-s, et a beaucoup de difficulté à rejoindre le public. Si l'ouverture ou la fermeture des groupes comportent chacune leur lot de problèmes, la question de la composition du milieu militant et de sa capacité à rejoindre la population doit aussi être posée. Comme le mentionne F4, pour rejoindre les gens il faut parfois abandonner l'étiquette d'activisme, le vocabulaire qui y est associé, et mener des projets inclusifs.

3.2.3.2. La participation

Un autre point soulevé par des répondant-e-s à propos de la des/organisation est celui de la participation. Si, dans l'idéal, un fonctionnement décentralisé permet l'implication de toutes, l'apprentissage de la coopération, de la responsabilisation et de la délégation n'est pas chose facile:

Quand tu milites dans un groupe et que tu as l'impression d'être toute seule à mener la barque...j'ai tendance à en faire beaucoup, à prendre de la place, faut que je fasse attention à pas être trop présente, mais si personne le fait je vais le faire, ça me fait chier, je veux pas que ça arrive mais dans des groupes non-hiérarchiques où il y a de l'autogestion, le danger c'est qu'il y ait des hiérarchies non dites, je l'ai vu souvent. Pour moi c'est important de tout faire pour que ça se produise pas et il y a des moyens de le faire, mais si je me retrouve dans une situation comme ça malgré moi ça me désillusionne, le manque d'auto-responsabilisation, d'intérêt, d'enthousiasme si c'est une cause importante. F8

Les différences d'implication finissent pas avoir des répercussions sur les dynamiques de groupe; les personnes qui en font plus deviennent des relais, détiennent une autorité informelle, ce qui va à l'encontre des principes de départ et provoque une déresponsabilisation accrue de la part des autres personnes du collectif. L'expérience militante, les compétences, l'entregent, la capacité de s'exprimer en public vont être des facteurs qui peuvent mener à l'instauration de hiérarchies informelles. Sans parler des

caractéristiques personnelles: certaines personnes peuvent être « grandes gueules », autoritaires, avoir un ascendant naturel sur les autres. Les situations de vie peuvent aussi avoir un impact sur les dynamiques de groupe. Ceux et celles qui en raison de leur emploi ou de leur situation de famille ne peuvent pas être toujours présent-e-s ou aller prendre une bière après les réunions vont être éloigné-e-s d'une partie de la dynamique du groupe. Au niveau de la répartition des tâches, il est aussi courant de constater au sein des collectifs une division basée sur le genre; ce sont plus souvent les hommes qui occupent des rôles de prestige (porte parole, relation média) tandis que les femmes vont plus souvent prendre en charge des activités logistiques (préparation des bannières).

On voit que même si les collectifs aspirent à une égalité parfaite des personnes en leur sein, et mettent en place des méthodes pour y parvenir, du travail reste encore à accomplir afin de supprimer totalement toute forme de hiérarchie. Mais reconnaître le problème, le confronter et essayer d'y remédier est déjà en soi une énorme avancée.

3.2.3.3. La lenteur du processus

Un autre problème soulevé par la des/organisation est celui de la lenteur du processus. Débattre, collaborer de façon non-hiérarchique, parvenir au consensus est un processus qui prend du temps et qui n'est pas sans difficulté. Les réunions peuvent être longues et exigeantes, les débats interminables. C'est un processus très confrontant de toujours remettre en question ses pratiques, ses modes de fonctionnement, d'intégrer la critique. Il faut apprendre à négocier entre les notions d'efficacité et d'urgence afin de respecter un processus vraiment démocratique et parvenir à mettre tout le monde d'accord, mais des fois la tentation de prendre des raccourcis peut être forte: «quand on butte sur des obstacles, il y a des gens qui remettent facilement le modèle en cause pour revenir à des modes de fonctionnement plus efficaces»H5. Il n'y a pas de modèles pour s'inspirer, pas de solution toute faite, aussi tout doit être en permanence réinventé et adapté aux situations, en accord avec les principes du groupe.

Le va-et-vient des personnes au sein des collectifs peut aussi nuire à la réalisation des projets, tandis que le manque de structure peut mener à perdre beaucoup de temps: «on a des

procès verbaux, mais il y en a des tonnes alors on les consulte pas et des fois il y a des décisions qu'on a prises six mois avant, on s'en rappelle plus alors on va à l'encontre»F2.

3.2.3.4. La difficulté de l'autonomie

Suivant la mission du groupe et ses besoins financiers, l'autonomie peut parfois être impossible à réaliser. Les éditions Écosociété sont ainsi subventionnées par le gouvernement, ce qui ne pose pas de problème d'après eux car il n'y a pas d'ingérence dans la politique éditoriale. Equiterre, dont le financement dépend en majorité du gouvernement, est soumis à son bon vouloir. Le 6 avril 2006 au matin, les nouvelles de la première chaîne de Radio Canada annoncent une coupure de 100 000\$ dans le budget de l'organisme, qui devra donc réduire ses activités. Certains groupes ne dépendent pas de financement extérieur mais vont parfois chercher des subventions pour un projet ponctuel, ce qui les oblige à adopter un statut légal et à s'enregistrer (ex.: le CMAQ). D'autres encore refusent complètement le financement externe et organisent des levées de fond et des activités pour subventionner leurs activités. Les Blood Sisters ont ainsi lutté des années pour conserver leur local, en organisant des ateliers, en vendant leurs produits pour financer les campagnes d'éducation. «So much has happened without anything!»F4. Mais à terme, les personnes doivent être payées pour continuer. La pression financière les a poussées à transformer l'espace en magasin: «Elle Corazon didn't work as a workshop, so we tried it as a shop two years ago and it's kind of working, but I don't know if it's going to survive to be honest, the pressure of stores, commerce [...] turning to a shop allow us to stay in an area which is obsenely changing»F4. Les participantes doivent donner de l'argent pour financer la place, elles s'organisent aussi pour assurer bénévolement le roulement du magasin. Certaines personnes ont des subventions d'Emploi Québec afin de coordonner les activités. Quant aux activités reliées aux alternatives menstruelles, de recherche, d'éducation, elles sont réduites pour l'instant en raison du manque de financement, car les personnes ne peuvent pas travailler seulement bénévolement. «How much can we put into it before burn-out?»F4. Beaucoup peut être accompli avec peu, mais perpétuer un projet autonome sur le long terme, en étant confronté à la réalité du loyer, des comptes et des besoins financiers des personnes est un processus éreintant.

Comme on vient de le constater à partir d'exemples fournis par les répondant-e-s, la des/organisation comporte son lot d'échecs, de questionnements, d'erreurs de parcours, d'imprécisions. Il n'est pas facile de concrétiser des idéaux lorsqu'ils vont à l'encontre des valeurs du monde dans lequel on vit, de notre socialisation, de notre éducation. Aucun modèle de démocratie, d'égalité, de solidarité n'existe en soi et pour soi. C'est pourquoi plusieurs groupes ont mis en place des structures d'autocritique de leurs pratiques, ou organisent des fins de semaine de réflexion collective afin de remettre en question leurs objectifs et leurs modes de fonctionnement. La démocratie se concrétise toute entière dans son exercice, sa réinvention, son adaptation. Ce qui compte c'est le désir, l'acharnement à la faire exister, le désir de vivre et d'inventer dès maintenant quelque chose de différent, de faire commencer le futur auquel on aspire, et les groupes, en dépit de leurs erreurs et de leurs tâtonnements, semblent bien être un de ces lieux où s'élabore l'éthique de demain. Ils ne proposent pas de solutions mais cherchent, expérimentent des nouvelles formes d'interaction, s'inspirent du passé et inventent ici et maintenant ce à quoi pourrait ressembler le monde de demain.

Ce qui est essentiel dans une des/organisation n'est pas seulement la façon de concrétiser ses principes d'égalité et de justice, mais le fait que ce faisant, elle insuffle un peu d'avenir dans le présent. La des/organisation est une préfiguration politique, car il s'agit d'anticiper ce que le changement social pourrait apporter [...] la préfiguration politique c'est agir maintenant comme on voudrait le faire dans le futur. (Jordan, T. 2003, p. 64)

CONCLUSION

Le mouvement de justice globale, est constitué d'une multitude de groupes, de collectifs, d'individu-e-s qui contestent la mondialisation dans sa forme néo-libérale et réclament l'avènement d'un monde plus juste, plus libre, plus écologique et plus démocratique. C'est lors des grands rassemblements qu'il est le plus visible: les contre-sommets, les forums sociaux, les campements intercontinentaux. Ses manifestations sont multiples, diversifiées, colorées, festives et désordonnées, mêlant les revendications et les formes de protestation. Parce qu'elles n'adoptent pas les codes et les références de la politique institutionnelle, ces manifestations sont souvent cataloguées comme apolitiques, comme le signe d'une révolte déconstruite et incohérente. Parce que les aspects les plus médiatisés du mouvement sont aussi les plus spectaculaires, notamment les images de jeunes cagoulé-e-s brisant des vitrines dans les vapeurs des gaz lacrymogènes et du poivre de Cayenne, les personnes qui y participent se voient imposer de nombreux clichés: révolté-e-s, violents pathologiques, exclu-e-s de la mondialisation, réfractaires au progrès, etc. Pourtant, le mouvement de justice globale ne se réduit pas aux grands rassemblements internationaux et aux actions d'éclat: c'est d'abord et avant tout des hommes et des femmes qui luttent, dans leur communauté, dans leur quartier, au jour le jour pour la justice et la dignité, loin des caméras et des centres de décisions politiques. Afin de confronter les clichés, on a voulu donner la parole à ces personnes, savoir qui elles sont, comment et pourquoi elles s'engagent.

À travers les entretiens s'esquisse le portrait de personnes qui ne sont ni apolitiques, ni exclu-e-s, mais bel et bien révoltées. Pour eux/elles, il est nécessaire que le monde change, mais les voies traditionnelles de la contestation n'ont plus le pouvoir de provoquer ce changement. Crise de la démocratie? Plutôt désir de démocratie. Ils/elles réclament un réenchantement de la politique par le bas, par ceux et celles qui en vivent les conséquences,

une redéfinition de ses champs d'exercice, de ses acteurs/trices, de ses modes de fonctionnement. Loin d'être apolitiques ils/elles aspirent au contraire à repolitiser la vie, et réhumaniser la politique.

On remarque au cours de la recherche des différences notables entre l'engagement au sein des institutions politiques traditionnelles et celui des personnes que nous avons rencontrées, différences qui témoignent de l'évolution des rapports sociaux et des formes de la contestation. L'engagement est pluriel, diversifié, individualisé; il est le produit et la conséquence d'un éclatement des identités collectives, d'une affirmation de l'individualisme porteur d'une volonté d'émancipation et de responsabilité personnelle. Il est à la fois local et international, prend pour objet à la fois l'État, le capitalisme, le patriarcat ou l'industrie, s'adaptant ainsi au déplacement des centres de pouvoir et d'oppression, à l'internationalisation des problématiques et à la société en réseau. Si ces différences entre l'engagement traditionnel et celui des personnes interrogées apparaissent comme la conséquence des transformations sociales des dernières décennies, on constate en revanche une rupture radicale au niveau de leurs imaginaires politiques.

Les militant-e-s que nous avons rencontré-e-s ressentent la nécessité et l'urgence d'un changement radical des valeurs et modes de vie de nos sociétés, car ils ne sont ni écologiquement ni socialement soutenables. Mais ils/elles ne croient plus aux grandes idéologies du vingtième siècle qui promettaient des lendemains qui chantent, ni à la possibilité d'une révolution. Désenchanté-e-s de la politique institutionnelle, ils/elles ne croient plus non plus en la possibilité d'un changement social par la voie de la réforme. Sans Foi en l'avenir, sans modèles, leur action politique se conjugue et s'invente au présent, guidée par la recherche de cohérence avec les valeurs qu'ils/elles défendent. Cette temporalité présente du politique a des répercussions sur le sens de leurs actions, qui oscillent entre pragmatisme et idéal, entre l'amélioration de la vie ici et maintenant et la transformation de la société à long terme. Elle a également des répercussions sur l'aspect personnel de l'engagement: celui-ci ne se conçoit pas comme un sacrifice pour un futur meilleur, mais

comme un moyen de dépasser la tristesse, de s'interposer contre l'injustice et de faire commencer le futur, ici et maintenant. Dans les collectifs, à travers la mise en pratique des idéaux et des valeurs liés à l'engagement, s'élaborent de nouveaux mondes, de nouveaux possibles.

Si la recherche devait être continuée, il serait intéressant de se questionner sur la résurgence des idéaux libertaires au sein du mouvement de justice globale. La plupart des répondant-e-s ayant participé à la recherche ont en effet mentionné des aspirations anarchistes, libertaires ou anti-autoritaires. Si ces termes ont des sens différents pour les théoriciens du mouvement anarchiste⁵⁶, ils sont employés indifféremment au cours des entrevues et font référence à un ensemble de valeurs, de pratiques, à des modes d'organisation. Pour certains auteurs (Graeber, D. 2002; Pleyers, G. 2004; Dupuis-Déri, F. 2005), l'anarchisme est au cœur du mouvement. Pas cet Anarchisme historique, avec ses auteurs, ses divisions, ses organisations. Mais plutôt un anarchisme avec un petit a, celui qui ne dit pas son nom, qui ne se revendique pas mais qui s'expérimente, consciemment ou non, chaque fois que des personnes s'organisent de façon non-hiérarchique, prennent des décisions au consensus, ont recours à l'action directe, s'organisent en groupe d'affinité, agissent ici et maintenant pour plus de justice, de liberté, de solidarité...

À travers leurs pratiques, leurs actions, les hommes et les femmes que nous avons rencontré montrent qu'il est possible de s'organiser différemment, de créer ensemble quelque chose de nouveau, en respectant des principes somme toute profondément humanistes. Ils/elles ne proposent pas de solutions toutes faites, mais questionnent, inventent, expérimentent et luttent. Ce faisant, ils/elles permettent déjà à un autre futur de commencer, même imparfaitement, même brièvement. Dans le paysage politique actuel, ce mouvement

⁵⁶ «Anarchistes se renvoie à ceux qui se réclament ouvertement de la doctrine, libertaire s'applique plutôt aux courants qui s'y rattachent par l'idéal lointain et des référents communs et enfin les anti-autoritaires se réclament d'abord d'une pratique» (Boulouque, S. 2000, p. 75)

semble être le seul à porter en lui les possibilités d'un véritable changement social. L'avenir ressemblera-t-il à un «cirque itinérant d'anarchistes»? Tout dépend de la capacité de ce mouvement à rester cohérent, à se réinventer, se requestionner, et surtout à être inclusif. Car même les meilleures alternatives, les modes d'organisation les plus cohérents n'auront que peu d'impact s'ils ne sont partagés que par une minorité d'initié-e-s qui fonctionnent en vase clos.

APPENDICE A

QUESTIONS POSÉES AU COURS DE L'ENTRETIEN

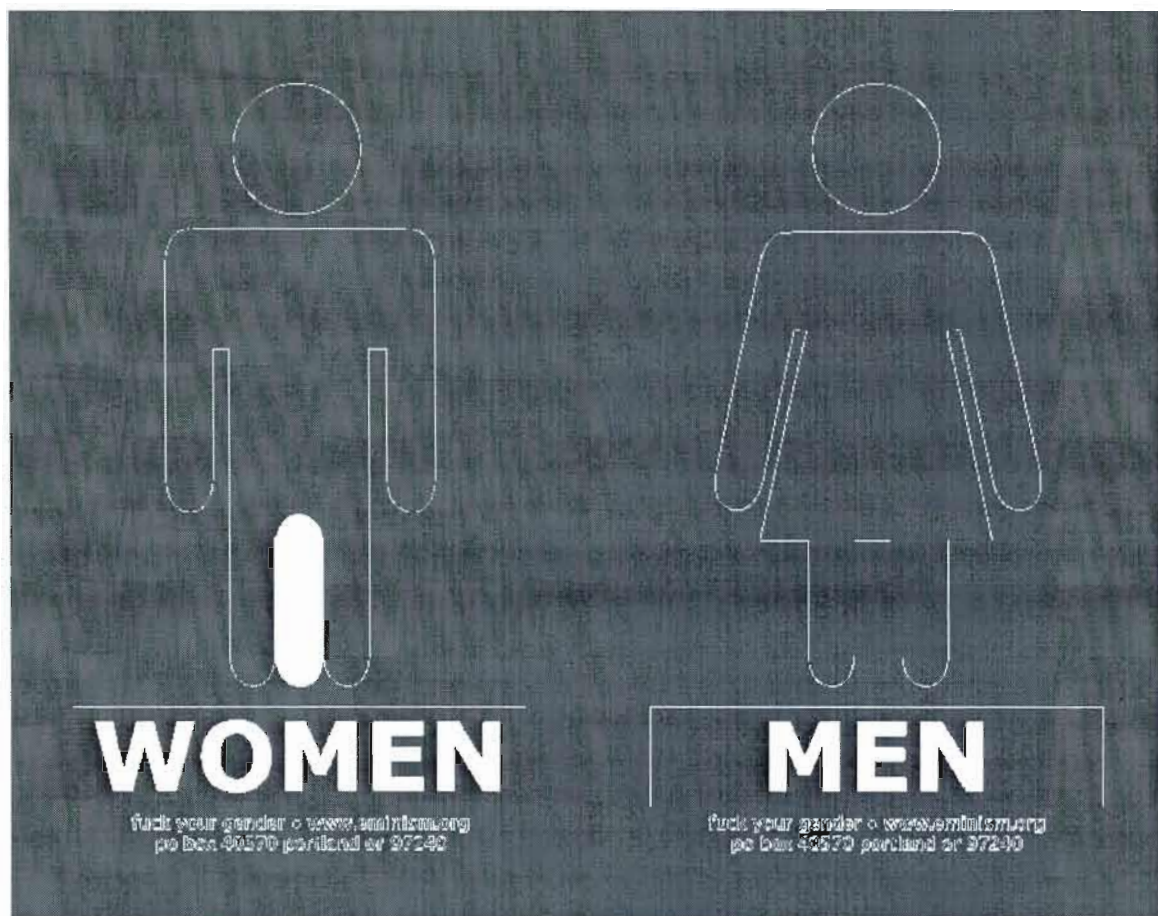
1. Nom, âge, profession, revenu, situation familiale, enfants, habitation
2. Milieu familial et politisation des parents
3. Description du parcours politique. Vote? Participation à des partis, syndicats?
4. Causes de l'engagement. Y avait-il une conviction idéologique au départ de l'engagement? Quelles sont les valeurs qui motivent l'engagement?
5. Y a-t-il multiplicité des engagements? Répercussions sur la vie personnelle. Est-ce que le mode de vie est politisé? Quel est le rapport entre la personne privée et l'engagement?
6. Genèse du collectif, sa mission, ses modes de fonctionnements, ses actions, le profil des participant-e-s
7. Comment se conçoit le changement social? Quel lien y a-t-il entre l'action militante et le changement. Réforme ou révolution? Quel futur est envisagé?

APPENDICE B

EXEMPLE DE BROUILLAGE CULTUREL



Une parfaite ménagère: disponible sur le site Internet des Panthères Roses Montréal



Pour la confusion des genres: disponible sur le site Internet des Panthères Roses Montréal

RÉFÉRENCES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Boltansky, Luc, et Eve, Chiapello. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard, 843p.
- Camus, Albert. 1951. *L'homme révolté*. Paris: NRF, 378 p.
- Castells, Manuel. 1998. *La société en réseau*. Traduit de l'anglais par P. Delamare. Paris: Fayard, 613 p.
- Chamberland, Lise, et Johanne, Paquin. 2005. «Penser le genre, penser l'hétérosexualité». In *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Sous la dir. de Mariah Nengeh Mensah, p. 119-131. Montréal: Remue-Ménage.
- Delanty, Gérard. 2000. *Citizenship in a Global Age : Society, Culture, Politics*. Coll. «Issues in society». Buckingham : Open University Press, 164 p.
- Godin, Christian. 2000. *Faut-il réhabiliter l'utopie?* Coll. « Lundis philo ». Nantes: Pleins Feux , 91 p.
- Hardt, Michael, et Antonio, Negri. 2004. *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Montréal : Boréal, 407 p.
- Marlopré, Mouleman, avec la collab. de Josette Benhamou et al.. 1979. *Que reste-t'il du désert : échos de sociétés idéales*. Coll. « Champs ». Paris : Flammarion , 268 p.
- Michaud, Yves. 1999. *La violence*. 5^e éd. Coll. « Que sais-je ? ». Paris : Presses Universitaires de France, 127 p.
- Nengeh Mensah, Maria (dir. publ.). 2005. *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal: Remue-Ménage, 247 p.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE

- Aguiton, Christophe et Philippe, Corcuff. 1999. « Mouvements sociaux et politiques ; entre anciens modèles et enjeux nouveaux ». *Mouvements ; crise de la politique et nouveaux militants*, (mars- avril), p.8-17.

- Angus, Ian H. 2001. *Emergent Public: an Essay on Social Movements and Democracy*. Coll. «Semaphore series », Winnipeg: Arbeiter Ring Pub., 102 p.
- Barlow, Maude, et Tony, Clarke. 2002. *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre mondialisation marchande*. Trad. de l'anglais par Pierre Martin. Paris: Fayard, 385 p.
- Belanger, Pierre, et Jean- Paul, Deslauriers. 1990. « Mouvements sociaux et renouvellement de la démocratie ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol 3, n° 3 (printemps), p.21-30.
- Bourdieu, Pierre. 2001. *Contre-feux 2 : pour un mouvement social européen*. Paris: Raisons d'Agir, 108 p.
- Farro, Antimo. 2000. *Les mouvements sociaux: diversité, action collective et globalisation*. Coll. «Politique et économie », Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 260 p.
- Farro, Antimo et Jean-Guy, Vaillancourt. 2001. «Collective movement and globalization». In *Globalization and social movements*, sous la dir. de Pierre Hamel, p. 206-226. Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Palgrave.
- Khalfa, Pierre. 2004. « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation ». *Contretemps : Penser radicalement à gauche*. n° 11 (septembre), p. 25-34
- Losson, Christian et Paul, Quinio. 2002. *Génération Seattle : les rebelles de la mondialisation*. Paris, Grasset, 311 p.
- Lowy, Michel. 2004. « Négativité et utopie du mouvement altermondialiste ». *Contretemps : Penser radicalement à gauche*. n° 11 (septembre), p. 44-50.
- Matthieu, Lilian. 2004. *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*. Coll. « La Discorde ». Paris : Textuel, 206 p.
- . 2005. «La constitution du mouvement altermondialiste français». *Critique Internationale* n° 27 (avril-juin), p. 147-161.
- Neveu, Erik. 2002. *Sociologie des mouvements sociaux* . 3^e éd. Coll. « Repères ». Paris : La Découverte, 125 p.
- Offe, Claus. 1997. « Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle». In *Les démocraties modernes à l'épreuve*, textes réunis et présentés par Didier le Saout et Yves Sintomer, p. 98-132. Paris, Montréal: l'Harmattan.
- Ollivier, N. 1990. «Individualisme et mouvements sociaux.». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 3, n° 1 (printemps), p. 53-60.
- Sader, Emir. 2002. «Beyond civil society; the left after Porto Alegre». *New Left Review; a movement of movements?*, (septembre-octobre), p.87-99.

ENGAGEMENT ET ACTION POLITIQUE

- Alvarez, Elvita, et Lorena, Parini. 2004. « Engagement politique et genre : la part du sexe ». Communication au colloque *Genre et militantisme* (Lausanne, 26-27 novembre 2004) organisé sous la direction de Olivier Fillieule et Patricia Roux, 24 p.
- Aubenas, Florence, et Miguel Benasayag. 2002. *Résister, c'est créer*. Coll. « Sur le vif », Paris: La Découverte, 121 p.
- Barthelemy, Martine. 2000. *Associations : un nouvel âge de la participation?*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 286 p.
- Beaulé, Guillaume. 1997. « La démobilisation politique contemporaine ». Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 160 feuillets.
- Benasayag, Miguel, et Diego, Sztulwark. 2002. *Du contre-pouvoir*. Trad. de l'espagnol par Anne Weinfeld ; préface inédite de Miguel Benasayag. Paris: La Découverte/Poche, 166 p.
- Besancenot, Olivier (entretien avec). 2004. « Ma génération et l'individualisme- la gauche radicale face à de nouveaux défis ». *Contretemps : Penser radicalement à gauche*. n° 11 (septembre), p. 96-105
- Bey, Hakim. 2003. *T.A.Z. The Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, poetic Terrorism*. Seconde édition avec nouvelle préface. New-York : Autonomedia, 147 p.
- Conway, Janet. 2003. « Civil resistance and the «diversity of tactics» in the Anti-globalisation movement: problems of violence, silence and solidarity in activist politics ». *Osgoode Law Hall Journal* n° 41, p. 178-184.
- Della Porta, Donatella. 2003. « Democracy in movement: organisational dilemma and globalization from below ». Communication au colloque *Les mobilisations altermondialistes*, (Paris, 3-5 décembre 2003) organisé sous la direction de Olivier Fillieule, Nonna Mayer et Eric Agrikoliansky. 31 p.
- Dupuis-Déri, Francis. 2003a. *Les Black Blocs : quand la liberté et l'égalité se manifestent*. Coll. « Instinct de liberté ». Montréal : Lux, 209 p.
- . 2003b. « Manifestations altermondialisation et « groupes d'affinité ». Anarchisme et psychologie des foules rationnelles ». Communication au colloque *Les mobilisations altermondialistes*, (Paris, 3-5 décembre 2003) organisé sous la direction de Olivier Fillieule, Nonna Mayer et Eric Agrikoliansky. 13 p.
- . 2004a. « En deuil de révolution ? Pensées et pratiques anarcho-fatalistes ». *Argument ; de mai 68 à Seattle ; trois générations face à l'engagement*, vol.6, no 2, p. 72-89.
- . 2004b. « Féminisme et anarchisme au sein du mouvement altermondialiste ; vers un anarchisme radical ? ». Communication au colloque *Genre et militantisme*

- (Lausanne, 26-27 novembre 2004) organisé sous la direction de Olivier Fillieule et Patricia Roux. 19p.
- . 2005. «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir: l'anarchie en héritage». In *L'altermondialisme en France: la longue histoire d'une nouvelle cause*, sous la dir. de Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, p. 199-232. Paris: Flammarion.
- Epstein, Barbara. 1991. *Political Protest and Cultural Revolution: Nonviolent Direct Action in the 1970s and 1980s*. Berkeley : University of California Press, 327 p.
- Favre, Pierre et Olivier, Fillieule. 1994. « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique». In *L'Engagement politique : déclin ou mutation?*. Sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 115-137. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Fillieule, Olivier, et Cécile, Péchu. 1993. *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*. Coll. « Logiques Politiques ». Paris : L'Harmattan, 221 p.
- Filleule, Ollivier, Philippe, Blanchard, Erik, Agrikoliansky, Marko, Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier. 2004. « Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian ». *Politix ; L'Altermondialisme en réseau*, n° 68, p.13-48.
- Fougier, Eddy. 2003. « L'influence des mouvements contestataires », Communication au colloque *Les mobilisations altermondialistes*, (Paris, 3-5 décembre 2003) organisé sous la direction de Olivier Filieule, Nonna Mayer et Eric Agrikoliansky. 15 p.
- Fournier, Valérie. 2002. « Utopianism and the Cultivation of Possibilities: Grassroots movements of hope ». In *Utopia and Organization*, sous la dir. De Martin Parker, p. 189-213. Oxford: Blackwell.
- Gobille, Boris. 2005. «Des activistes transnationaux ?». *Critique Internationale*, n° 27 (avril-juin) p. 131-145.
- Holloway, John. 2003. « Douze thèses sur l'anti-pouvoir ». *Contretemps ; Changer le monde sans prendre le pouvoir ; nouveaux libertaires, nouveaux communistes*. n° 6 (février), p. 38-44.
- Intergalactika, laboratorio de la resistencia global. 2003. *Caja de herramientas para la militancia anticapitalista*. Publication indépendante, Buenos Aires, 59 p.
- Ion, Jacques. 1994. «L'évolution des formes de l'engagement public». In *L'Engagement politique : déclin ou mutation?*. Sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 23-39. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- . 1997. *La fin des militants?* Coll. « Enjeux de société ». Paris : Éditions de l'Atelier ; Paris : Éditions Ouvrières , 124 p.
- Ion, Jacques avec la collab. de Spyros, Franguiadakis et Pascal, Viot. 2005. *Militer aujourd'hui*. Coll. « CEVIPOF- Autrement ». Paris : Autrement, 138 p.

- Jallon, Hugues. 2003. « De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale. ». *Mouvements ; Seattle, Florence, Porto Alegre : l'autre mondialisation*, n° 25, janvier-février, p. 45-50.
- Jordan, John et Jennifer, Withney. 2002. « Un air de carnaval & de Révolution ». *Agone*, n° 26-27, p. 115-122.
- Jordan, Tim. 2003. *S'engager ! : les nouveaux militants, activistes, agitateurs...* Trad. de l'anglais par Sophie Saurat. Coll. « Autrement Frontières ». Paris : Autrement, 136 p.
- Kruzynski, Anna. 2004. « De l'opération salAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois ». *Recherches féministes*, vol.17, n° 2, p. 227-262.
- Lamoureux, Diane. 2004. « Féminisme et altermondialisation ». Communication au colloque *Genre et militantisme* (Lausanne, 26-27 novembre 2004) organisé sous la direction de Olivier Fillieule et Patricia Roux. 14p.
- Langlois, Andréa et Frédéric, Dubois (sous la direction de). 2005. *Autonomous Media ; Activating Resistance and Dissent*. Montréal: Cumulus Press, 168p.
- Lungheretti, Francesca. 2003. *Réagir, agir, s'engager! : guide pratique des associations militantes*. Pref. de Françoise Vanni. Paris : Chiron, 206 p.
- Mac Adam, Doug, Sydney, Tarrow, Charles, Tilly. 1998. « Pour une cartographie des mouvements contestataires ». *Politix*, n° 41, p. 7-32.
- Panthères Roses (les). 2005. « Récit d'un retour dans le placard public ». In *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Sous la dir. de Mariah Nengeh Mensah, p. 113-118. Montréal: Remue-Ménage.
- Pattieu, Sylvain. 2004. « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes ». *Contretemps : Penser radicalement à gauche*. n° 11 (septembre), p. 16-24.
- Pedretti, Mario. 2001. *La figure du désobéissant en politique : étude de pratiques de désobéissance civile en démocratie*. Coll. « Logiques politiques ». Paris: L'Harmattan, 336 p.
- Perrineau, Pascal (dir. publ.). 1994. *L'Engagement politique : déclin ou mutation?*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 444 p.
- Piotte, Jean- Marc. 1987. *La communauté perdue : petite histoire des militantismes*. Coll. « Études québécoises ». Montréal: VLB éditeur , 140 p.
- . 2004. « Avoir 20 ans en 1960 ». *Argument ; de mai 68 à Seattle ; trois générations face à l'engagement*, vol.6, n° 2, p. 49-61.
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Des *black blocks* aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes ». *Lien social et politique ; Engagement social et politique dans le parcours de vie*. n° 51 (printemps), p.123-134.

- Pouget, Émile. 1997 [1910]. « La tactique : l'action directe ». Chap. in *La Confédération Générale du Travail*, p.165-183. Paris: éd. CNT.
- Quénart, Anne et Jacques, Julie. 2004. *Apolitiques, les jeunes femmes?* Montréal: Remue-Ménage, 154 p.
- Ravenel, Bernard. 1999. « L'irrésistible crise du militantisme politique classique ». *Mouvements ; Crise de la politique et nouveaux militants*, n° 3 (mars- avril), p.19-27.
- Sommier, Isabelle. 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Coll. « Dominos ». Paris : Flammarion, 128 p.
- . 2003. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Nouv. éd. rev. et augm. Coll. « Champs ». Paris : Flammarion, 341 p.
- Tarrow, Sidney. 2005. *Rooted Cosmopolitans and Transnational activists*. Document internet disponible at <http://falcon.arts.cornell.edu/Govt/faculty/Tarrow%20docs/rooted%20cosmopolitans.pdf>, 40 p.
- Tartakowsky, Danielle. 2004. *La manif en éclats*. Coll. « Comptoir de la politique ». Paris : La Dispute, 125 p.
- Tennenbaum, Nathalie. 2003. « Désobéissance non-violente et nouvelles formes de militantisme dans le mouvement altermondialisation ; enquête au sein du collectif Vamos ! ». Communication au colloque *Les mobilisations altermondialistes*, (Paris, 3-5 décembre 2003) organisé sous la direction de Olivier Filieule, Nonna Mayer et Eric Agrikoliansky. 18 p.
- Thoreau, Henry David. 1996. *La désobéissance civile*. Trad. de l'anglais et postface de Guillaume Villeneuve ; ill. de Stéphane Richard. Coll. « Thoreau ». Paris : Mille et une nuits, 63 p.
- Tozzi, Michel. 1985. *Militer autrement*. Coll. « Nouvelles pratiques sociales ». Bruxelles : Vie ouvrière, 162 p.
- Wieviorka, Michel (dir. publ.) avec la collaboration de Alexandra Laignel-Lavastine ; Serge Moscovici ... [et al.]. 1998. *Raison et conviction : l'engagement*. Paris : Textuel, 173 p.

ANARCHISME ET NOUVEAUX LIBERTAIRES

- Boulouque, Sylvain. 2000. « Les libertaires d'hier à aujourd'hui ». *Recherche socialiste*, n° 11 (juin), p.61-70.
- Creagh, Ronald. 2001. « Contre l'abolition du rêve ». In *L'anarchisme a-t-il un avenir? : histoires de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*. Actes du colloque international (Toulouse 27-28-29 octobre 1999), comp. De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli, p.347-368. Lyon: Atelier de création Libertaire.

- De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli (comp.). 2001. *L'anarchisme a-t-il un avenir? : histoires de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*. (colloque international, Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de création libertaire, 555 p.
- Graeber, David. 2002. « The New Anarchists ». *New Left Review ; a mouvement of movements ?*, (janvier- février), p. 61-73
- Graeber, David. 2002a. *Reinventing democracy*. Article disponible sur la version en ligne de In These Times: http://www.inthesetimes.com/site/main/article/reinventing_democracy/
- Pucciarelli, Mimo. 1999. *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon : Ateliers de Création Libertaire, 365p.
- . 2003. «Entre les 100% à gauche et les anarchistes purs et durs, mon cœur balance». *Contretemps ; Changer le monde sans prendre le pouvoir ; nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, n° 6 (février), p. 127-138.

MÉTHODE

- Blanchet, Alain, Anne, Gotman, sous la dir. de François De Singly. 1992. *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*. Paris: Nathan. 125 p.
- Michelat, Guy. 1975. « Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie ». *Revue Française de Sociologie*, vol XVI, p229-247.

LES RESSOURCES INTERNET:

- Les Panthères roses: <http://www.lespantheresroses.org/>
- Equiterre: <http://www.equiterre.org/>
- Le CMAQ: <http://www.cmaq.net/>
- Ecosociété: <http://www.ecosociete.org/>
- Les Blood sisters: <http://www.bloodsisters.org/>
- Dia: <http://www.collectifdia.org/>
- La CLAC: <http://clac.tactic.org/fr/index.php>
- Statistique Canada: <http://www.statcan.ca/>
- Election Canada: <http://www.elections.ca/>